Numéro 118 du 8 février 1982 - 10 FF - 70 FB -4 FS

INPRECOR

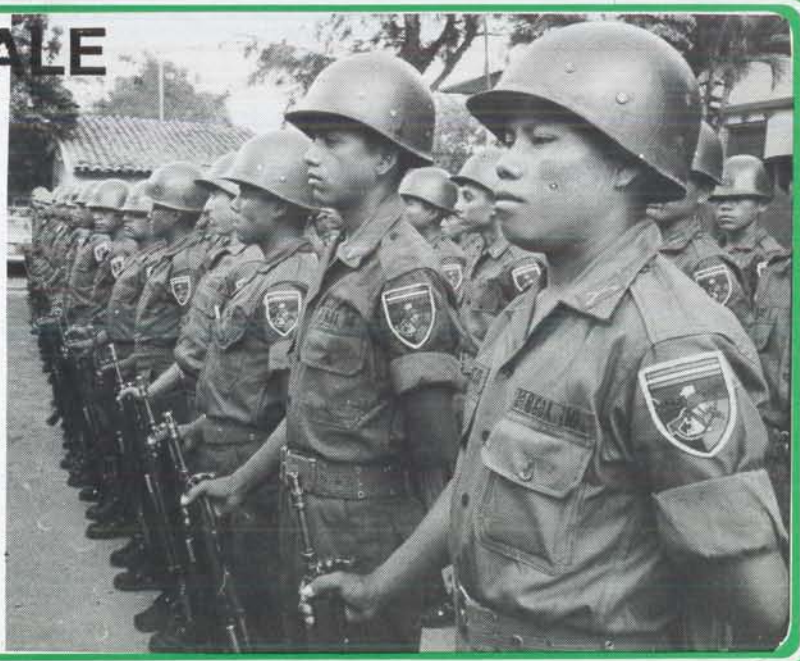
INTERCONTINENTAL PRESS

FRANCE

Le PCF à la veille de son XXIVe Congrès

AMERIQUE CENTRALE

Guerres civiles et farces électorales



La montée interrompue du Mouvement démocratique en Chine

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Sommaire du numéro 118 du 8 février 1982

3	AMERIQUE CENTRALE	L'impérialisme met la région à feu et à sang	Vincent KERMEL
7	EL SALVADOR	« L'armée n'a pas fait taire Radio Venceremos ... », entretien avec Joaquin Villalobos, membre du Commandement général du FMLN	Arnd LUERS
11	—	Mirage électoral et réalité de la guerre	Lars PALMGREN
13	FRANCE	Le Parti communiste français en crise à la veille de son XXIVe Congrès	Jeannette HABEL
18	CHINE	La montée interrompue du Mouvement démocratique	Greg BENTON
23	INTERNATIONAL VIEWPOINT	INTERNATIONAL VIEWPOINT, nouveau service de presse et d'information en langue anglaise, est paru	—
24	EGYPTE	Une nouvelle formule pour une vieille politique ? Un entretien avec un militant marxiste révolutionnaire égyptien	INPRECOR
27	SUISSE	100 000 signatures pour l'« initiative populaire » du PSO sur la formation professionnelle	INPRECOR
28	AMERIQUE LATINE	Solidarité avec Solidarnosc !	—
28	COLOMBIE	Ricardo Sanchez libéré	—
29	INPRECOR	Index des articles parus dans INPRECOR au cours de l'année 1981 (numéros 92 à 115 compris)	—
36	POLOGNE	Le prochain numéro d'INPRECOR entièrement consacré à la Pologne	—

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Robert March — Gérant : Jacques Girma
Commission paritaire numéro 59117 — ISSN 1 0294 - 8516 — Imprimé par Rotographie

L'impérialisme US met la région à feu et à sang

L'IMPÉRIALISME américain est résolu à mettre à feu et à sang l'Amérique centrale et la Caraïbe pour endiguer la montée révolutionnaire dans cette région. Pour ce faire, il renforce régulièrement son aide aux dictatures les plus sanglantes.

Parallèlement, et malgré les démentis répétés du Nicaragua et de Cuba, l'impérialisme US poursuit au travers des médias à sa solde une intense campagne d'isolement politique. En octobre dernier (cf. *Inprecor* numéros 113 et 114, des 23 novembre et 7 décembre 1981), Washington a lancé une nouvelle offensive d'intoxication qui s'est focalisée sur un prétendu « *afflux d'armement sophistiqué* » au Nicaragua en provenance d'URSS et de Cuba.

Mais, alors qu'ils tolèrent l'entraînement militaire d'exilés cubains et nicaraguayens anti-communistes sur leur sol, les USA interdisent l'entrée de leur territoire aux réfugiés haïtiens. Le journal bourgeois français *le Figaro* du 26 janvier 1982 n'hésite pas à affirmer à ce sujet que le débarquement manqué en Haïti d'un commando dirigé par Bernard Sansaricq ne serait qu'un « *coup de bluff* » monté par les USA pour justifier l'augmentation de leur aide à « Baby Doc ».

Entraînement des militaires salvadoriens à la torture, formation des soldats et officiers guatémaltèques à la tactique contre-insurrectionnelle mise en pratique au Vietnam, manœuvres électorales de désamorçage des contradictions sociales au Honduras, pressions multiformes contre le Nicaragua, Cuba et Grenade, et soutien ouvert à la dictature des tontons macoutes de « Baby Doc » en Haïti, sont quelques-uns des éléments de la politique actuelle de l'impérialisme américain.

Vincent KERMEL

Un article du *Washington Post* du 10 décembre 1981 éclaire crûment le marchandage impérialiste destiné à désarmer la révolution sandiniste, et auquel le gouvernement nicaraguayen a dû s'opposer. Le quotidien américain publie des extraits de lettres adressées en septembre 1981 par l'administration Reagan aux dirigeants du Nicaragua. Dans l'une d'elles, les Etats-Unis proposent de « *renforcer vigoureusement* » leur contrôle des exilés nicaraguayens qui s'entraînent dans des camps militaires en Floride à condition que les « *forces militaires régulières du Nicaragua soient limitées à 15 ou 17 000 hommes* ». Une autre note diplomatique émet le souhait de voir l'Armée populaire sandiniste (EPS) réduite à « *la taille traditionnelle* » de la Garde nationale sous Anastasio Somoza, c'est-à-dire environ 8 000 hommes. A cela s'ajoutait l'injonction de l'arrêt de l'importation d'armement lourd en provenance d'URSS ou de Cuba. L'administration Reagan réclamait même du gouvernement nicaraguayen qu'il accepte l'enquête sur place d'une « *commission de l'Organisation des Etats américains* » (OEA).

Mais, parallèlement, Washington annulait définitivement une aide de 7 millions de dollars (déjà suspendue en avril 1981), augmentait son aide militaire au Honduras et organisait des manœuvres navales avec l'armée hondurienne au large du Nicaragua. Le gouvernement américain continuait aussi à tolérer l'implantation de nouveaux camps d'entraînement d'exilés nicaraguayens sur son territoire.

La vague d'actions terroristes contre-révolutionnaires qui s'est développée fin 1981-début 1982, et derrière laquelle on peut aisément reconnaître la main des stratèges de Washington, illustre parfaitement la véritable orientation de l'impérialisme américain face à la révolution sandiniste.

La répression quotidienne au Salvador. (DR)

La capture, par les autorités nicaraguayennes, le 8 janvier dernier, d'un commando contre-révolutionnaire qui s'apprêtait à dynamiter la raffinerie Esso et la cimenterie nationalisée — les deux seules entreprises de ce type que possède le Nicaragua — en dit long sur les connivences et les complicités dont bénéficient ces actions. Le commando en question était lié à l'Union démocratique nicaraguayenne (UDN) — dont le bras armé se fait appeler Forces armées révolutionnaires du Nicaragua (FARN) — dirigée par deux personnalités de l'opposition bourgeoise antisomoziste, Fernando et Edmundo Chamorro Rapaccioli. Deux des membres de ce commando étaient des agents des services secrets du Venezuela, en contact avec le capitaine hondurien Alexander Hernandez qui devait servir d'intermédiaire pour établir une collaboration entre la mission militaire argentine au Honduras et l'UDN et les FARN ...

Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères a dénoncé ce complot en accusant certains responsables de l'ambassade du Venezuela à Managua. Le quotidien du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), *Barricada*, du 13 janvier, révélant les preuves et les détails de ce plan avorté, met en cause « *les attachés de l'ambassade vénézuélienne au Nicaragua et au Costa-Rica, le colonel Pedro Sanchez Rivero, José Anibal Palacios et Edgardo Escobar, l'agent des services secrets vénézuéliens Julio Gonzalez Ferron — camouflé en chef d'entreprise à Managua —, Eduardo Avila, attaché militaire salvadorien à San José de Costa Rica, le capitaine Alexander Hernandez des services secrets de l'armée hondurienne, les Forces spéciales de sécurité du Honduras (FUSEP) et des membres de l'état-major des Forces armées argentines.* »

La détermination politique américaine d'en découdre avec la révolution sandiniste s'exprime aussi d'autres manières. Par exemple, par la voix d'un adjoint du secrétaire d'Etat aux Affaires américaines, Thomas Enders, avalisant l'installation des camps d'entraînement militaire de contre-révolutionnaires en Floride, qui proclame qu'il « *n'est pas illégal de faire des exercices militaires* » (*New York Times*, 23 décembre 1981). Ou sous la forme de la décision des représentants américains du Conseil de direction de la Banque interaméricaine de développement (BID) d'opposer leur veto à un prêt de 500 000 dollars destiné aux petits éleveurs et agriculteurs nicaraguayens. Commentant l'opposition américaine à un autre prêt de 22,8 millions de dollars de la Banque Mondiale au Nicaragua, le porte-parole du Département d'Etat, Sue Pittman, a annoncé de nouvelles initiatives américaines pour empêcher l'octroi de crédits au Nicaragua. Le représentant américain a clairement exprimé la volonté impérialiste d'imposer son *diktat* au Nicaragua, ajoutant que « *la politique nicaraguayenne d'expansion monétaire et fiscale et de déficit de l'exercice en cours, devrait être remplacée par une autre de hausse des investissements, restriction des fonds publics et de haute productivité* ». (*Barricada*, 17 janvier 1982).

LE CHAMP D'EXPÉRIMENTATION HONDURIEN

Mais, pour endiguer la montée révolutionnaire en Amérique centrale, l'impérialisme américain mène une politique à multiples facettes. Dans le même temps où ils entraînent et arment les forces répressives des dictatures du Salvador, du Honduras et du Guatemala, et les poussent à une étroite coopération militaire en réactivant le Conseil de défense centro-américain (CONDECA), les Etats-Unis affirment haut et fort soutenir dans ces pays des « solutions politiques » destinées à leur fournir une légitimité minimum sur la scène internationale.

Ainsi, l'administration Reagan multiplie-t-elle les pressions pour la tenue d'élections au Guatemala le 7 mars et au Salvador le 28 mars, après celles qui ont porté, le 29 novembre dernier, le leader du Parti libéral (PL), Roberto Suazo Cordova, à la présidence du Honduras. En ce qui concerne le Salvador, cette formule à même reçu l'aval, début décembre, de la majorité des membres de l'Organisation des Etats américains (OEA) réunis en assemblée générale dans la petite île de Sainte-Lucie dans la Caraïbe.

Pourtant, ces manœuvres électorales ne constituent qu'un volet du plan contre-révolutionnaire destiné à écraser les mouvements de masse et les forces révolutionnaires qui luttent au Salvador et au Guatemala.

Dans ce cadre, le Honduras, qui est un élément clé du dispositif d'agression contre le Nicaragua, représente pour Washington le champ d'expérimentation d'une tentative de prévention de l'extension à ce pays du type d'affrontements qui oppose, au Salvador comme au Guatemala, l'appareil d'Etat et les forces bourgeoises — de plus en plus réduites aux forces militaires et répressives — à l'ensemble de la société civile.

Le vote majoritaire pour les candidats du Parti libéral le 29 novembre dernier, à l'occasion des secondes élections que connaissait le pays depuis 1932, a une double signification. D'une part, il est l'expression de la volonté populaire de porter au pouvoir un candidat civil apparemment moins lié aux militaires que son concurrent du Parti national (PN). D'autre part, il reflète aussi l'important retard dans la conquête de l'indépendance de classe du mouvement populaire d'un pays qui figure, après Haïti, parmi les plus pauvres du continent.

Si le Honduras n'est pas « *l'oasis de paix et de tranquillité* » qu'affirme la presse pro-impérialiste, la polarisation sociale n'y a pas pris la forme d'affrontements militaires, comme dans les autres pays d'Amérique centrale. L'hégémonie bourgeoise s'exprime encore dans ce pays par la combinaison de la domination de partis politiques bourgeois disposant encore d'une certaine base, alliés à la caste militaire.

Malgré le régime militaire en vigueur, le mouvement ouvrier et populaire a pu jusqu'à présent s'exprimer sous la forme de grèves légales et de manifestations. En 1980 par exemple, plus de 9 000 travailleurs de la banane sont entrés en lutte contre les trusts américains Tela Railroad Company et Standard Fruit Co, leur faisant perdre plus d'un million de dollars. Cependant, le mouvement ouvrier et populaire hondurien, malgré sa combativité, n'en est qu'au début de son processus d'émancipation politique par rapport aux formations bourgeoises.

Dans le contexte économique actuel, d'une inflation de 33 % en 1981, d'un chômage qui touche 25 % de la population active, d'une baisse des cours mondiaux des produits agricoles, d'une fuite des capitaux et d'une diminution des réserves en devises de l'Etat, le nouveau gouvernement, qui a pris ses fonctions le 27 janvier 1982, ne pourra que mener une politique d'austérité brutale et d'attaque contre le niveau de vie des masses, ce qui ne sera guère susceptible d'atténuer les tensions sociales.

Lui-même une des dix plus grosses fortunes du pays, le dirigeant libéral Roberto Suazo Cordova a d'ailleurs consacré ses premières déclarations, une fois élu, à l'affirmation de son allégeance à l'armée et aux Etats-Unis. « *Je suis pleinement convaincu*, devait-il déclarer, *que le peuple hondurien et le Parti libéral allons être main dans la main avec l'armée afin de préserver la paix et la tranquillité.* (...) *Ce que nous n'allons pas permettre ici*, a-t-il poursuivi, *c'est la subversion qui a dévasté le Salvador et le Guatemala* » et, pour cela, il estime que « *la présence militaire des Etats-Unis en Amérique centrale est nécessaire* ». (*Inforpress*, Ciudad Guatemala, 3 décembre 1981). Suazo Cordova vient d'avaliser la nomination du colonel Gustavo Alvarez Martinez comme commandant en chef de l'armée. Les premières paroles du colonel ont été pour dénoncer le « complot communiste » contre le Honduras et accuser les réfugiés salvadoriens de « subversion ».

Les militaires honduriens, qui maintiennent Roberto Suazo Cordova et son gouvernement sous leur étroit contrôle, et l'impérialisme américain, acceptent d'autant plus facilement ce président civil qu'il ne pourra que mener leur politique. Pourtant, dans un pays où les 5 % de la population possèdent toujours les 61 % des terres et où 22 % de toutes les terres agricoles sont concentrées dans 445 exploitations de plus de 500 ha chacune, après une « réforme agraire » impulsée en 1975 par les militaires et fortement contestée par l'oligarchie terrienne, on voit mal quelle politique de réformes pourrait mener un gouvernement aussi dépendant de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

L'*International Herald Tribune* du 21 décembre 1981 relève d'ailleurs cette contradiction en affirmant que le gouvernement devra « *développer un programme d'austérité qui tendra ses rapports avec le peuple, prendre des mesures contre la corruption qui rendront furieux*

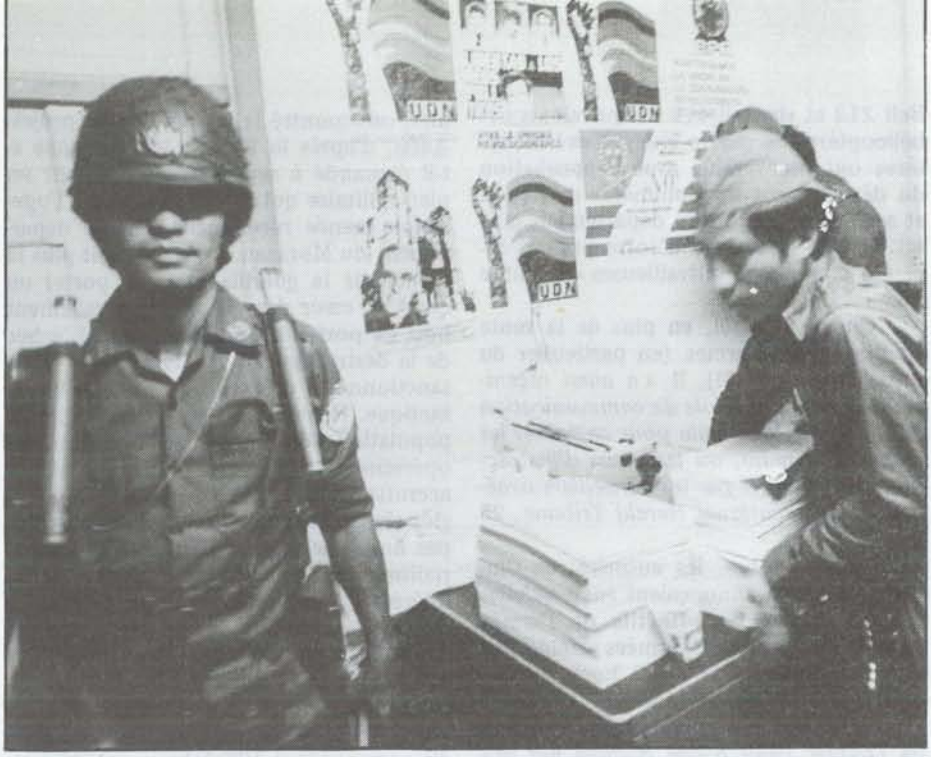
les militaires, et mettre en application les lois sur la réforme agraire existant déjà, ce qui lui aliénera les grands propriétaires fonciers ». Le programme du gouvernement de Roberto Suazo Cordova, qui prévoit d'appliquer la réforme agraire des militaires et qui propose un « *plan d'action pour relancer l'économie nationale* » se confrontera donc très rapidement aux revendications populaires, alors même que le patronat, regroupé dans le Comité hondurien de l'entreprise privée (COHEP), en appelle déjà à un « *véritable plan d'austérité du secteur public* » et propose de résoudre la question agraire sans pour autant « *porter atteinte aux propriétés qui accomplissent leurs fonctions sociales* » (*Inforpress*, 14 janvier 1982).

Le nouveau gouvernement n'échappera pas non plus aux conséquences de la polarisation sociale en cours dans le reste de la région, en même temps qu'il ne s'émancipera nullement du rôle contre-révolutionnaire que l'impérialisme attribue aux forces répressives honduriennes. Celles-ci, qui bénéficient de l'encadrement de 150 conseillers américains, participent à l'établissement le long de la frontière avec le Salvador d'un véritable *no man's land* qui consiste à déplacer les populations réfugiées pour aider l'armée salvadorienne à prendre les guérilleros du FMLN en tenaille. Le capitaine hondurien Mejia Flores, qui dirige les troupes de la région de La Virtud, a reconnu à ce sujet que « *les forces militaires des deux pays, en accord avec les conseillers américains, ont décidé de militariser la zone frontière* » (*Inforpress*, 3 décembre 1981). Un plan vient d'être dénoncé par le Mouvement populaire de libération Cinchoneros (MPL), qui a dévoilé l'arrivée au Honduras de « *soldats et d'officiers des forces armées d'Argentine, du Chili et du Venezuela, pour collaborer avec les troupes locales dans les actions contre les guérillas salvadoriennes* », sous couvert du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) (*Barricada*, 10 janvier 1982). Par ailleurs, l'armée et le gouvernement du Honduras sont activement partie prenante des actions contre la révolution sandiniste.

VIETNAMISATION DE LA SITUATION AU GUATEMALA

Au Guatemala, c'est dans un véritable contexte de vietnamisation de la situation que va se dérouler la mascarade électorale du 7 mars. Ces élections n'auront guère plus de représentativité que celles qui portèrent, en 1978, le général Romeo Lucas Garcia à la présidence, avec un taux officiel d'abstentions de 63,5 % des inscrits.

Pourtant, les Etats-Unis ont effectué de nombreuses démarches pour essayer de donner une quelconque crédibilité à ces élections. Washington a notamment essayé, mais en vain, d'obtenir de l'armée et du gouvernement qu'ils appuient un candidat civil. En définitive, ce sera l'ancien ministre de la Défense, le général Anibal Guevara, qui obtiendra l'investiture officielle de l'armée et du Front démocratique populaire (FDP), dénomination de l'alliance des deux partis réactionnaires officiels.



L'armée salvadorienne dévastant les locaux d'organisations de gauche à l'Université de San Salvador en juin 1980. (DR)

Le journal guatémaltèque *La Nacion* du 13 décembre 1981 exprime bien l'attitude des militaires et de l'extrême droite face à ces pressions américaines. L'éditorialiste note en effet que « *tous les partis, les candidats à la présidence et le gouvernement, doivent assumer une position claire et sans équivoque d'indépendance et d'exercice de la souveraineté. Ce seront les Guatémaltèques, non les Nord-Américains, qui résoudront au moyen de leur vote l'élection du nouveau gouvernement.* » Le résultat est donc connu d'avance. Notamment lorsque l'on sait que les trois autres candidats, Gustavo Anzueto Vielman pour la Centrale authentique nationaliste (CAN), Mario Sandoval Alarcon du Mouvement de libération nationale (MLN) et Alejandro Maldonado de l'Union d'opposition (alliance du Parti national-rénovateur et de la Démocratie chrétienne) se caractérisent par leur anti-communisme et leur volonté de lutte contre la guérilla. Le leader du MLN, qui se veut « *le fer de lance de la lutte contre le communisme* » ne déclarait-il pas « *accepter le qualificatif de fasciste, au sens historique du terme, si ce n'était la référence à une forme de socialisme, fût-il nationaliste, qu'il implique* » (*Le Monde*, 24-25 janvier 1982) ?

Le Front uni révolutionnaire (FUR), qui se revendique de la social-démocratie, a fini par renoncer à participer à ces élections. Que peuvent-elles en effet bien signifier dans un pays en pleine guerre civile ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le Comité de la liberté syndicale du Bureau international du travail (BIT) vient de publier un rapport dans lequel il affirme que « *plus de 40 personnes disparaissent chaque jour au Guatemala. Nombre d'entre elles sont des dirigeants syndicaux ou des personnes participant aux mouvements de travailleurs* » (*Le Monde*, 5 décembre 1981). D'après l'*International Herald Tribune* du 20 janvier, « *les autorités religieuses estiment que 11 000 civils ont été tués cette année, la plupart par des éléments des forces armées gouvernementales ou paramilitaires* ». La violence de la répression n'a d'égal que la radicalisation populaire et l'extrême polarisation économique et sociale d'un pays où « *les 2 % de la population reçoivent 25 % du revenu national, tandis que les 50 % du bas de l'échelle reçoivent seulement 10 à 15 %, selon un rapport de l'ambassade américaine* » (*International Herald Tribune*, 20 janvier 1982).

Les Indiens, qui représentent environ la moitié des 7,2 millions d'habitants, constituent la majorité des couches populaires. En milieu rural, la mortalité infantile est de 160 pour 1 000, 4 enfants de paysans sur 5 sont sous-alimentés. Il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que les communautés indiennes constituent depuis des années des bastions de la guérilla rurale. La dictature militaire s'efforce d'enrayer le passage massif des populations indiennes du côté de la guérilla en jouant sur l'opposition raciale entre les Indiens et les métis (*ladinos*). Cela l'entraîne jusqu'à armer certains villages de colons *ladinos*, comme cela a été le cas dans la région de Rapinal et dans les villages autour de Joyabaj dans la province du Quiche. Mais, loin de faire barrage à l'extension de l'influence des forces de la guérilla, ces manœuvres accentuent encore l'opposition anti-dictatoriale des masses rurales indiennes.

Aussi, au-delà de la mascarade électorale, la dictature guatémaltèque continue-t-elle à s'armer. Elle n'a guère de difficultés à s'alimenter aux Etats-Unis malgré les résolutions parlementaires interdisant de telles transactions, ou auprès d'alliés de l'impérialisme US comme Israël. L'*International Herald Tribune* du 25 janvier 1982 note à ce propos qu'en 1980 et 1981, l'armée guatémaltèque a dépensé environ 10,5 millions de dollars pour l'achat d'hélicoptères civils — trois

Bell 212 et six Bell 412 — équivalents des hélicoptères de guerre Huey. Ces hélicoptères ont été vendus avec l'approbation du département du Commerce américain et sans consultation du département d'Etat. Depuis lors, deux d'entre eux ont déjà été équipés de mitrailleuses de calibre 30.

Quant à Israël, en plus de la vente traditionnelle d'armes (en particulier du fusil d'assaut Galil), il « *a aussi récemment ouvert une école de communication militaire au Guatemala pour entraîner les techniciens radio, où les cours d'instruction sont donnés par les conseillers israéliens* » (*International Herald Tribune*, 25 janvier 1982).

Fin décembre, les autorités de Ciudad-Guatemala annonçaient aussi qu'elles allaient tripler les effectifs de l'armée pour 1982. Les forces armées atteindront ainsi le chiffre de 60 000 hommes rien que pour les forces régulières.

Tout cela n'a pas empêché le début de l'année 1982 d'être marqué par une augmentation des activités de la guérilla qui a lancé une douzaine d'opérations dans le seul premier week-end de janvier. Fin décembre, 5 policiers étaient tués dans la capitale et deux villes de l'intérieur occupées par l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) le 24 décembre. Du fait de la guerre, dans les régions du Quiche, Huehuetenango et San Marcos, le commerce privé est quasiment interrompu. Seuls peuvent opérer les transporteurs qui acceptent de payer un impôt de guerre à la guérilla. Début décembre, l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA) a occupé temporairement la localité de Ostuncalco, qui se trouve, par la route, à seulement 10 minutes de Quetzaltenango, seconde ville du pays et principale base militaire. On a aussi noté une augmentation de la coordination entre les différentes organisations de guérilla qui ont toutes joué un rôle dans les actions spectaculaires du mois de décembre à Solola, Escuintla et Mazatenango.

Mais, si la stratégie de la dictature — bombardement des zones contrôlées par la guérilla et armement de certains villages *ladinos* — s'inspire de plus en plus des pratiques américaines au Vietnam, la guérilla a aussi appris du Vietnam. Les troupes gouvernementales qui ont pénétré à Joyabaj après un raid aérien ont eu la surprise de le découvrir à leurs dépens, en s'apercevant que presque toutes les maisons du village possédaient un piège à homme dissimulé.

DES ÉLECTIONS POUR COUVRIR UN GÉNOCIDE AU SALVADOR

Au Salvador, après l'échec de l'offensive du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) en janvier 1981, la dictature comptait beaucoup sur la défaite ou du moins sur l'affaiblissement considérable de la guérilla pour promouvoir sa solution politique électorale. Les tentatives infructueuses de réduire les zones tenues par les guérilleros au printemps 1981, et ensuite la reprise d'actions d'ampleur du FMLN dès l'été dernier, ont montré la vanité d'un tel projet. Aussi, d'après le FMLN, le Pentagone a-t-il demandé à ses stratèges d'établir un plan militaire qui devait conduire à l'opération menée récemment dans le département du Morazan. Il ne s'agissait plus là d'anéantir la guérilla mais de porter un coup au cœur des régions habituellement hors de portée du gouvernement. L'échec de la destruction de *Radio Venceremos* a sanctionné la précarité de cette nouvelle tactique. Néanmoins, par les massacres de population dont elles sont l'occasion, ces opérations militaires contribuent à accroître sciemment le nombre de réfugiés civils. Avec la collaboration des troupes honduriennes, la dictature et l'impérialisme espèrent ainsi prendre les zones libérées de la guérilla entre deux feux. La dernière « subtilité » de la tactique contre-insurrectionnelle des conseillers américains au Salvador consiste à faire enlever des parents proches des dirigeants du FMLN — c'est ce qui est arrivé au père du commandant Villalobos — et de mettre ces disparitions au compte d'affrontements entre « *groupes extrémistes rivaux* ».

Dans cette politique de génocide, les Etats-Unis se tiennent résolument aux côtés de la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador et partagent donc son sanglant bilan. *Le Monde* du 20 janvier dernier rapporte que l'on chiffre à quelque 30 000 le nombre des morts en deux ans et à 500 000 le nombre des réfugiés. 42 % de la population salvadorienne est analphabète et 93 % des enfants en âge de scolarité souffrent de malnutrition. Le produit national brut (PNB) a baissé de 13 % en données constantes depuis décembre 1981, les exportations de 35 % et les importations de 23,3 %.

Pourtant Washington, qui a attribué 10 millions de dollars d'aide militaire en 1981, en prévoit le double pour l'année en cours. L'aide militaire et économique américaine totalisait 144 millions de dollars en 1981, elle devrait atteindre 250 millions de dollars en 1982. Et l'impérialisme américain ne recule devant rien pour essayer d'arriver à ses fins. Considérant sans doute que les massacres de l'armée salvadorienne n'étaient pas assez « utilisés » pour permettre d'arracher des renseignements, les « bérets verts » américains entraînent les officiers et soldats salvadoriens à la torture « scientifique ».

Carlos Antonio Gomez Montano, déserteur de l'unité parachutiste de la base aérienne de Ilopango, près de San Salvador, a récemment confirmé la présence d'instructeurs américains lors de séances d'entraînement à la torture. « *Selon M. Gomez*, note l'*International Herald Tribune* du 12 janvier 1982, *huit conseillers militaires américains, certains en uniforme vert foncé et d'autres dans des vieux treillis de camouflage, se tenaient dans l'ombre avec le commandant des forces aériennes salvadoriennes et plusieurs autres officiers supérieurs salvadoriens durant les séances de torture.* »

Dans le cadre de leur stratégie de mise sur pied d'un bataillon d'élite, les Etats-Unis annonçaient à la mi-décembre l'entraînement, fait sans précédent, de 1 000 soldats et de 500 officiers salvadoriens directement à Fort Bragg en Caroline-du-Nord et à Fort Benning en Géorgie, dans des unités américaines de « bérets verts ». Fred Ikle, sous-secrétaire américain à la Défense, devait reconnaître que cette opération, qui coûtera 18 millions de dollars, fait partie de « *l'action militaire américaine en Amérique centrale* » (*New York Times*, 16 décembre 1981). Ce programme, qui a débuté en janvier 1982, doit permettre, toujours selon Fred Ikle, « *d'aider les Salvadoriens à développer une stratégie militaire nationale* » (*International Herald Tribune*, 17 décembre 1981).

Pourtant, malgré tous leurs efforts bellicistes, les autorités américaines reconnaissent les difficultés militaires de la Junte salvadorienne. L'ambassadeur US à San Salvador confiait au correspondant du quotidien italien *La Repubblica* que la guérilla faisait des progrès, et son conseiller, Ken Bleakeley, plus loquace, affirmait qu'« *aucun des deux camps n'est capable de battre l'autre* » (*La Repubblica*, 20 janvier 1982). Les actions du FMLN se font de plus en plus audacieuses. Ainsi, le 27 janvier, un commando attaquait l'aéroport militaire d'Ilopango près de la capitale.

Le FMLN affirme avoir détruit à cette occasion « *près de la moitié de l'aviation salvadorienne* », soit 6 avions Fouga-Magister, 8 Ouragan, 6 avions de transport C-47 et 8 hélicoptères Iroquois. Tous ces appareils avaient participé à la récente opération contre la province du Morazan. Le commando du FMLN qui a déposé des charges explosives dans les avions a ainsi « *rendu hommage aux milliers de personnes massacrées par l'armée* ».

L'impérialisme ne peut nullement espérer atteindre par des élections ce qu'il n'a pas obtenu par les armes. Le curé salvadorien Jesus Delgado déclarait récemment à ce sujet que, « *dans les conditions actuelles, les élections ne pourraient être que l'occasion d'un accroissement de la répression et de la violence* » (*La Repubblica*, 20 janvier). En accord avec la Junte, Washington serait même en train d'envisager le report des élections prévues pour le 28 mars. Que cette nouvelle « tactique » des Etats-Unis se confirme ou non, il n'en reste pas moins que la nouvelle politique impérialiste au Salvador et en Amérique centrale est un soutien déterminé aux forces qui organisent la répression sanglante du mouvement populaire et des forces révolutionnaires en lutte contre la dictature.

Dès lors, une partie importante de l'avenir de la révolution mondiale se joue actuellement dans le sous-continent centro-américain. Il en va de notre activité de solidarité internationaliste, alliée au combat des masses populaires centro-américaines, d'imposer que l'impérialisme américain cesse de mettre à feu et à sang les peuples de cette région. ■

Vincent KERMEL
28 janvier 1982.

" L'armée n'a pas fait taire Radio Venceremos... "

Entretien avec Joaquin Villalobos, membre du Commandement général du FMLN

LE 8 décembre 1981, l'armée salvadorienne lançait une vaste opération contre la région nord du département du Morazan tenue par les guérilleros du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Plusieurs milliers de militaires, pour une bonne part des éléments de la Garde nationale et de la Police rurale, appuyés par de l'artillerie lourde, de l'aviation et des hélicoptères, ont participé à cette offensive destinée à prendre les guérilleros en tenaille et dont l'objectif principal était de porter un coup fatal à *Radio Venceremos*, la radio du FMLN.

Dans le même temps, les troupes honduriennes du 12e Bataillon d'infanterie manœuvraient de l'autre côté de la frontière dans les régions de Ocotepeque et de Lempira ...

Expression de la nouvelle tactique militaire élaborée par les stratèges nord-américains de la Junte salvadorienne, définie par le ministère salvadorien de la Défense comme consistant à « *encercler les éléments subversifs dans les zones rurales* », cette action rapide, centralisée et déterminée contre l'un des bastions de la guérilla, s'est toutefois soldée par un échec. Après quelques jours de suspension de ses émissions, *Radio Venceremos*, dont la destruction avait été annoncée par l'état-major de la Junte militaire et démocrate-chrétienne, reprenait la diffusion de ses programmes.

La Junte s'est pourtant livrée à des massacres de la population civile. Entre 700 et 1 000 personnes ont en effet été assassinées par l'armée dans le village de Mozote et ses alentours.

Le FMLN a riposté par une contre-offensive d'envergure qui a fait la démonstration des importants progrès réalisés dans la coordination militaire entre ses différents fronts à l'échelle du pays. Le chef d'état-major du Front Sud-Est du FMLN devait d'ailleurs déclarer à *Radio Venceremos* que, à l'occasion de l'offensive gouvernementale contre le Morazan, le FMLN a « *démontré qu'il pouvait agir avec ensemble* » et que son contrôle politique sur les départements de Usulutan, San Miguel et La Union s'était approfondi (*Barricada*, Managua, 5 janvier 1982).

La riposte du FMLN s'est traduite par l'attaque d'au moins une douzaine de localités dans le Morazan. Ainsi, le village de Sensemba, près de San Francisco de Gotera, a-t-il été occupé par les guérilleros.

Parallèlement, des actions se sont déroulées dans l'ensemble du pays. Le 16 décembre, la capitale, San Salvador, était plongée dans l'obscurité après la destruction de plusieurs pylônes à haute tension. La même chose se produisait dans les villes de Aguilares, Suchitoto, Cojutepeque et dans la totalité de la province de Chalatenango le 24 décembre.

A la mi-décembre, dans l'ouest du pays, autour de la ville de Santa Ana, de nombreuses embuscades ont été tendues. Le 30 du même mois, les guérilleros ont réussi à s'infiltrer dans le périmètre très surveillé de la base aérienne de Ilopango, proche de San Salvador. Et, le 7 janvier, *Radio Venceremos* annonçait que « *le peuple doit se préparer aux grands combats contre l'ennemi fasciste* », en donnant des instructions pour fabriquer des bombes artisanales afin « *de les stocker et de les utiliser au moment opportun* » (*Barricada*, Managua, 8 janvier 1982).

Au moment de l'offensive militaire de la Junte dans le Morazan, le journaliste ouest-allemand Arnd Luers se trouvait au Salvador. Le FMLN fit ce qu'il fallait pour rendre possible un entretien de ce journaliste avec le commandant Joaquin Villalobos, dirigeant de l'une des cinq organisations qui forment le FMLN et, à ce titre, l'un des cinq membres du Commandement général du FMLN.

Cette interview, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, a été réalisée en décembre 1981, puis diffusée au Mexique par l'association IMES (*Imagen de El Salvador*) qui regroupe des journalistes, des cinéastes et des professionnels des médias. Elle a été publiée intégralement au Nicaragua dans le quotidien *Nuevo Diario*.

Dans les passages de l'interview que nous reproduisons, le commandant Joaquin Villalobos tire un premier bilan de la dernière offensive gouvernementale et aborde les problèmes des rapports de force militaires entre le FMLN et la Junte militaire et démocrate-chrétienne.

Arnd LUERS : — Considérez-vous l'offensive de la Junte militaire et démocrate-chrétienne dans la province de Morazan comme une opération d'anéantissement ?

Commandant Joaquin VILLALOBOS : — La province de Morazan est un cas particulier du fait de la présence de la radio du FMLN, *Radio Venceremos* ... L'armée a commencé, à partir du mois de septembre, toute une série d'offensives de courte durée contre nos fronts de guerre. Leur idée était de nous user, non de nous anéantir. Parce que, pour anéantir nos forces dans ce type de terrain, il faudrait des effectifs beaucoup plus importants que les 4 000 ou 5 000 soldats qu'ils ont de disponibles. Ils partaient de l'hypothèse que s'ils réussissaient à affaiblir notre logistique dans les zones de Tres Calle, de Jucuaran, de San Vicente, etc., en fait de chacun de nos fronts de guerre, ils pourraient alors envisager de porter un coup décisif contre le Morazan.

L'idée était de couper le Morazan de la coordination avec le reste des fronts et de frapper un grand coup, l'objectif principal étant *Radio Venceremos*.

— Est-ce que cela signifie que l'armée avait fait une évaluation correcte de l'importance stratégique du Morazan ?

— Oui. Ils ont attribué une importance stratégique dans leur plan à tous les fronts de guerre jouxtant la zone frontalière avec le Honduras : Chalatenango, Cabanas, Morazan. Ils ont donné une importance particulière au Morazan du fait de l'existence de notre radio.

— Cela fait maintenant deux semaines que *Radio Venceremos* n'émet plus. Ont-ils réussi à l'anéantir ?

— Non. Toutes les déclarations du ministre de la Défense, le colonel Guillermo Garcia, en rapport à la radio sont révélatrices. Comme nous avons déjà repris le contrôle militaire de toute la région, la radio reprendra ses émissions régulières depuis de Morazan dans quelques jours. Je ne peux pas affirmer que ce sera à partir des mêmes positions, mais à peu près des mêmes où nous étions auparavant. Je ne peux pas vous dire quel jour exactement, mais je peux vous assurer q'elle va reprendre dans les tout prochains jours. Cela signifie qu'en plus de ne pas avoir réussi à atteindre leur objectif principal, l'armée sera dans une situation très embarrassante ...

— Pourquoi avez-vous suspendu les émissions de *Radio Venceremos* ? Jusqu'à maintenant, le FMLN a toujours insisté sur le fait qu'il était capable de maintenir ses émissions de radio au Morazan ... Y

compris, j'ai ici quelques citations de vous-même sur cette question : « *Quand on pense qu'existe cette radio, que l'armée sait où elle se trouve et qu'elle ne peut rien faire pour la faire taire ...* » Apparemment, ils ont fait quelque chose ...

— Bon, il faut mettre cela en relation avec la tactique qu'ils ont mis au point pour l'opération dans le Morazan et pour mener leur affaire contre la radio, et aussi avec notre tactique qui a tenu l'armée en échec.

Toute l'analyse qu'ils ont fait sur le Morazan les a amenés à conclure que le FMLN avait l'intention de défendre jusqu'au bout ses positions. Dès lors, le plan offensif de l'armée s'est basé sur l'assaut de nos positions par des actions de grande rapidité, avec une forte concentration de feu et une amélioration de la capacité de combat de leurs troupes, de manière à parvenir jusqu'au poste de commandement du FMLN et à *Radio Venceremos* en peu de temps. Non pas anéantir nos forces mais en atteindre le cœur ...

— Pourquoi pensez-vous que cela était leur plan ? En quoi cela faisait-il partie d'un plan de guerre de position ?

— Ils savent que nous disposons là-bas dans le Morazan d'une infrastructure complète : commandement, radio, cliniques, production, écoles, et tout ce que nous appelons « pouvoir populaire ». Ils savent que nous avons quelque chose à défendre. En outre, en mars, ils ont fait l'expérience de Guacamaya et en avril celle de Villa del Rosario, où ils n'ont pas pu passer.

C'est pour cela que, cette fois, ils ont utilisé une autre tactique. Pratiquement leur opération a été mise en déroute parce que nos forces n'ont pas seulement réussi à les contenir le temps nécessaire pour mettre la radio à l'abri, mais aussi parce qu'elles se sont rapidement adaptées à cette nouvelle tactique : nous dispersant en petites unités et contre-attaquant pour désorganiser une opération conçue pour donner l'assaut à des positions fixes.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la suspension provisoire des émissions de *Radio Venceremos*.

Naturellement, dans le cadre d'une tactique de mobilité et de contre-attaque, comme celle que nous avons dû mettre en œuvre, la radio ne pouvait pas émettre, nous devions prendre des mesures de protection.

— Vous avez dit que l'opération contre le Morazan devait être comprise comme partie prenante d'un plan militaire général de la Junte. Dans ce sens, quel bilan pourrait-il en être tiré ?

— La défaite de l'armée régulière salvadorienne dans le Morazan constitue une défaite d'ensemble de son plan. Les opérations militaires menées à cette occasion par l'armée ont été une série d'offensives qui avaient un objectif stratégique : affaiblir les arrières du FMLN et anéantir sa radio, et ils n'y sont pas parvenus.

L'armée occupant la cathédrale de San Salvador. (DR)

Il est très significatif qu'au moment même où se déroulait l'offensive contre le Morazan, le mouvement révolutionnaire reprenait l'initiative militaire, qu'il avait déjà prise lors de notre campagne de juillet-août, et commençait à mener des actions coordonnées au niveau national.

— Vous vous référez aux actions de contre-offensive menées dans les provinces de San Miguel et de Usulutan ?

— Pas seulement. Il y a aussi eu une participation significative du Front occidental, où une douzaine de pylônes à haute tension ont été détruits, en plus d'importantes actions de sabotage économique et de plus de quatre embuscades sur les principales voies de communication de la région occidentale. Cela n'était jamais arrivé auparavant, dans cette zone qui a été toujours considérée comme étant sous le contrôle indiscuté de l'ennemi ...

Il faut aussi noter que le front de guerre de la province de Cabanas, qui a récemment subi une offensive de grande envergure, a participé aux actions de contre-attaque. Dans le reste du pays, les autres fronts ont aussi joué un rôle important dans ce que nous pouvons appeler notre reprise de l'initiative au Morazan, qui constitue une défaite globale du plan militaire de la Junte.

— Commandant, pouvez-vous étayer cela par des faits ?

— Bien volontiers. Les faits dont nous disposons à ce jour au commandement du FMLN sont les suivants : pour la campagne de contre-offensive de décembre 1981, 30 armes de guerre ont été récupérées dans les villes et leurs alentours. Cela a une signification militaire bien supérieure à ce que nous avons récupéré en août à Perquin, parce que ce sont des coups portés à l'ennemi dans ses propres arrières. Les communications téléphoniques de la capitale San Salvador ne fonctionnent qu'à 50 % ; dans tout le pays, plus de 40 pylônes à haute tension ont sauté ; et l'ennemi a eu 150 pertes en trois semaines, parmi lesquelles deux officiers tués, pour l'essentiel au cours des embuscades que nous avons tendues et qui augmentent logiquement en nombre en fonction de l'accroissement des mouvements de l'armée.

Ainsi, le nombre des pertes ennemies depuis janvier 1981 dépasse-t-il les 3 000. Nous avons, déjà, exclusivement de source officielle, le chiffre de 737 morts parmi les soldats, sous-officiers et officiers, entre janvier et novembre ...

— Pour essayer de faire un bilan de la situation politique et militaire, un an après le déclenchement de l'offensive de janvier 1981 du FMLN, pourrait-on dire que les forces insurgées ont conquis l'initiative militaire sur le terrain ?

— Oui, et je peux l'affirmer avec certitude.

— Mais vous êtes passés par une étape défensive ?

— C'est vrai, dans les mois qui ont suivi janvier 1981, le mouvement révolutionnaire est apparu comme totalement sur la défensive, mais cela a correspondu à notre plan et cela a été nécessaire au développement qualitatif de nos forces. Mais, dès juillet-août, nous avons com-

mencé à reprendre l'initiative. Il semble qu'ils ont voulu nous la reprendre, avec leurs offensives sur presque tous les fronts. Mais, avec la campagne de décembre dans le Morazan, nous avons fait la démonstration qu'ils n'avaient pas réussi à réduire notre logistique comme ils le pensaient, que nous pouvions établir une coordination entre tous les fronts et que nos forces dans les centres stratégiques avaient fait des progrès tels qu'ils permettent d'envisager de passer à une autre étape de la guerre.

— Mais tout ce que vous me dites ne concerne que la guerre dans les campagnes. Il reste les villes, où la situation est tout autre ...

— Il y a eu des progrès très significatifs du FMLN, qui s'expriment en ce moment même par le début d'une activité de nos forces militaires dans les zones stratégiques ennemies que sont les villes. Les combats dans les villes de Santa Ana, San Salvador, San Miguel et Usulutan ont commencé exactement au moment où, selon le plan de l'armée et des Etats-Unis, nous étions censés être affaiblis au point de laisser la place à leur projet électoral ...

— Et ces actions urbaines ont-elles déjà un caractère insurrectionnel ou sont-elles des actions de commando ?

— Ce sont des actions au contenu plus militaire qu'insurrectionnel, mais elles ont comme objectif fondamental la préparation à l'insurrection, la préparation tactique de nos unités, l'adaptation de nos moyens militaires au combat urbain et l'augmentation de notre capacité d'organiser militairement les masses urbaines.

— Ainsi, après le développement de la guerre dans les zones rurales à partir de janvier 1981, le FMLN, qui avait perdu le contact avec les masses dans les villes, va à présent se donner les moyens de le reprendre ?

— C'est une question d'importance, qui est y compris l'objet de discussions au sein du mouvement révolutionnaire : comment faire pour concrétiser notre conception stratégique au niveau militaire.

Le centre, la clé de toute stratégie, pour le mouvement révolutionnaire, ce sont les masses. Sans les masses, il n'y a pas d'arrière-garde stratégique, sans arrière-garde, il n'y a pas développement possible de forces militaires.

Le 10 janvier, ce qui s'est développé, c'est le potentiel plus politique et insurrectionnel que militaire proprement dit du mouvement révolutionnaire. Le problème, de janvier à juillet, a été de convertir ce facteur politique de masse en un véritable facteur militaire. Avant le 10 janvier, c'était impossible, mais, depuis, nous y sommes parvenus.

A présent, le problème de la construction de notre armée réside en ce que le mouvement révolutionnaire soit à même d'élaborer une stratégie militaire correcte. Mais le facteur le plus important reste précisément ces énormes potentialités des masses. C'est l'élément décisif qui permet qu'à la différence de l'expérience historique des guérillas des années 1960 en Bolivie, Argentine et Venezuela, où il v avait 3 à 4 fronts, au Salvador, sur 21 393 km2 et avec une topographie peu propice à ce type de lutte, il y ait déjà 9 concentrations stratégiques des forces révolutionnaires.

L'explication réside non pas dans la topographie ni dans l'armement du mouvement révolutionnaire, mais dans les réserves dont il dispose, dans la puissance du mouvement des masses et l'appui politique sur lequel il peut compter.

— Est-ce à dire qu'une grande partie du mouvement de masse, à partir de janvier, s'est transformée en structures militaires et d'appui au FMLN ?

— Il y a eu une modification dans la forme qu'ont prises les luttes de masse. Au cours de toute la période allant d'octobre 1979 à la fin de l'année 1980, le mouvement révolutionnaire a pu s'exprimer à travers des formes traditionnelles comme la constitution du « pouvoir populaire » et de cette grande base du mouvement militaire révolutionnaire. Dans la lutte des masses, il n'y a pas eu une interruption ni un reflux, mais seulement une apparente baisse d'activité dans les villes. Avec le déclenchement plus marqué de la confrontation militaire, les zones que défend l'ennemi, surtout dans les villes, sont soumises à un contrôle plus serré et les masses ont moins de possibilités de s'exprimer.

Le saut qualitatif que nous sommes en train de faire, en ce moment, un an après, c'est que nos forces sont en train de reprendre contact avec les masses urbaines. Cela a une grande signification : cela ouvre la possiblité pour les masses urbaines de disposer de nouveaux canaux d'expression et de mettre en œuvre des formes de lutte de type nouveau.

— Est-ce à dire que le mouvement des masses urbaines ne doit pas nécessairement passer par une nouvelle phase de manifestations de rue et par la reconstruction de ses organisations traditionnelles ?

— Non. L'ennemi a déjà imposé des conditions qui ne permettent plus que se manifestent toutes ces formes d'activité. Pour aborder la phase insurrectionnelle de la lutte, nous n'avons pas à revenir à la période des grandes manifestations. C'est justement l'activité militaire qui doit créer les conditions pour une participation plus active des masses urbaines qui a déjà commencé ...

— Mais vous venez de me dire que les actions urbaines ont un caractère militaire mais pas encore insurrectionnel ...

— C'est certain, mais l'ennemi lui-même reconnaît, par exemple dans le cas de Usulutan, que la population de la ville avait apporté de la nourriture aux guérilleros affamés qui ont occupé certaines positions dans la ville pendant plus de 15 heures d'affilée. Dans le cas des opérations menées dans la capitale, San Salvador, on a même dit que des habitants avaient aidé à la construction de barricades. Ce sont là les nouvelles formes d'activité des masses urbaines et celles-ci vont être à même de sentir la présence directe du pouvoir révolutionnaire dans leur zone. Cela va leur donner confiance dans la victoire et leur faire sentir qu'il est possible en ce moment d'avancer vers d'autres victoires pour le peuple.

— La propagande officielle, mais aussi certains observateurs, ont analysé votre politique de sabotage comme étant l'expression d'une faiblesse du FMLN, comme un substitut à une véritable force militaire et politique ...

— On a voulu, du côté de l'ennemi, et même dans certains milieux confus, présenter beaucoup de nos activités dans les villes comme des activités « terroristes », en se référant à la destruction à l'explosif de lignes téléphoniques, au sabotage constant de l'alimentation en électricité, à l'action contre certains centres commerciaux, etc. Il est important de comprendre, surtout pour les secteurs qui sont affectés par ces actions, que notre objectif n'est pas de leur faire du tort. Si l'on isolait cet élément du progrès d'ensemble de nos forces militaires, peut-être pourrait-on dire que ces actions ont un contenu « terroriste » à l'échelle à laquelle elles sont pratiquées. Mais, en tenant compte du fait que cela n'est pas isolé de nos progrès sur le terrain militaire général, qui font que s'accroissent les pertes de l'ennemi, et dans lequel le sabotage est accompagné d'initiatives politiques d'envergure dans nos arrières et y compris dans les villes, tout cela redevient des objectifs militaires : dispersion des forces ennemies, obstruction des voies de communications, destruction des moyens d'approvisionnement en énergie ...

Dans la mesure où ces secteurs et ces couches, qui n'ont souvent pas une idée très exacte du développement du FMLN, sentent que nous allons gagner la guerre, ils en viennent à saisir la signification de ces actions.

Dans l'est du pays par exemple, cela se voit assez clairement : maintenir toute cette partie du pays pendant 15 jours sans lumière ne peut être compris que si l'on est conscient qu'il y a une guerre effective sur 40 % du territoire de cette région ...

— La question politique la plus discutée en ce moment, ce sont les prochaines élections. Le FMLN, à travers sa Commission politico-diplomatique, a déclaré : « *La farce électorale sera défaite à la fois politiquement et militairement par les forces révolutionnaires* ». Plusieurs questions se posent. Peut-être commencerons-nous par la plus fondamentale : pourquoi le projet électoral est-il analysé comme une farce ?

— Dans les conditions actuelles, il n'est pas possible de considérer que la « solution électorale », comme on l'a appelée, soit réellement une solution politique. Elle n'est pas autre chose que la couverture d'une solution militaire et elle ne va pas ramener la paix.

Si le facteur décisif dans cette confrontation militaire — le FMLN-FDR — ne participe pas à ces « élections », parce qu'il n'accepte pas les conditions de leur tenue, cela signifie qu'il ne va pas y avoir de paix. Nous l'avons déjà précisé dans un communiqué du Commandement général du FMLN : « *Il va y avoir des combats avant, pendant et après les élections.* »

— Qu'est-ce qui étaye la thèse selon laquelle les élections ne seraient qu'un prétexte pour prolonger la guerre ?

— C'est évident. Les plans existants de constitution d'une Force à déploiement rapide sont connus. Ce seront 1 000 soldats et 500 officiers que les Nord-Américains vont entraîner aux Etats-Unis et dans la zone du Canal de Panama. En outre, ils ont promis à l'armée salvadorienne de lui vendre plus de moyens aériens, parmi lesquels des hélicoptères et des avions. En ce moment, ils cherchent un moyen de leur livrer des avions anti-guérilla de type A-37, comme ceux qu'ils ont déjà utilisé dans le Morazan. La Junte militaire et démocrate-chrétienne est en pourparlers avec différents pays du continent américain qui disposent de ces avions, le Guatemala, le Venezuela, le Honduras, la Colombie et les Etats-Unis eux-mêmes.

— Pensez-vous que l'armée va profiter des élections pour gagner du temps, pour renforcer son dispositif militaire, ou bien va-t-elle poursuivre ses opérations de ratissage ?

— Effectivement, ils vont continuer. Ils doivent être extrêmement préoccupés par nos actions dans les villes les plus importantes, parce que c'est là qu'ils pensaient déployer leur mascarade électorale.

On peut prévoir que les hauteurs de Guazapa vont se convertir pour eux en un objectif important du fait de leur proximité de la capitale, San Salvador, qui sera le principal centre de l'activité électorale. Pour la Junte militaire et démocrate-chrétienne, les hauteurs de Guazapa tenues par la guérilla à seulement 25 km de la capitale, sont la preuve de son incapacité et, à l'opposé, de la grande capacité développée par le mouvement révolutionnaire. Empêcher que cette concentration de guérilla et les autres fronts ne conservent l'initiative et ne passent à l'offensive sera probablement au centre de la stratégie militaire pré-électorale de l'ennemi. Ils ont voulu réduire au silence *Radio Venceremos* et ils n'y sont pas parvenus. Ils vont certainement essayer à nouveau. Le caractère même de leur projet électoral ne leur permet pas d'interrompre leurs offensives, mais, quant à nous, nous ne pensons nullement revenir à la défensive ...

Guérilleros du FMLN. (DR)

— Pour préparer le terrain à ces élections, le gouvernement va se voir contraint de lever le couvre-feu. Dès à présent, il serait favorable à la levée de l'état de siège. Ce sont là des questions sans doute bien formelles, puisqu'il règne toujours la même situation concrète mais, pour réaliser les élections, ils devront certainement laisser un certain espace politique. Comment le mouvement révolutionnaire va-t-il remplir cet espace ?

— Tout leur projet a une faiblesse : il ne peut permettre l'expression des masses, il ne peut se payer ce luxe. De ce fait, vont surgir de nombreuses contradictions provenant de l'absurdité que constitue la tenue d'élections sans permettre la participation des masses. Telle est la situation ouverte par ces élections, que nous allons utiliser comme nous l'avons déjà dit : en combattant avant, pendant et après ...

— Le FMLN ne va donc pas combattre militairement contre les élections, mais continuer à se battre parce que la situation réelle n'a pas changé ?

— C'est un point à souligner : nous n'allons pas combattre les élections. En premier lieu, nous ne sommes pas contre les élections en général. Nous sommes contre *ces* élections et les objectifs que l'on poursuit à travers elles : nommer une pseudo-Assemblée constituante, prétendre qu'elle légitime ce gouvernement et lui donner une autorité internationale.

Nous voulons démontrer que cela n'est en aucune manière une solution. Nous ne prétendons pas non plus démontrer que la guerre soit l'unique alternative mais, tant qu'ils soutiendront que cette mascarade électorale qui recouvre une solution militaire est l'unique solution, il ne pourra y avoir de paix. ■

Propos recueillis par Arnd LUERS
Quelque part au Salvador,
Décembre 1981.

Mirage électoral et réalité de la guerre

Reportage à San Salvador et dans les zones libérées

LE journaliste suédois Lars Palmgren se trouvait au Salvador fin 1981. Dans une série de reportages publiés par le quotidien mexicain *Uno mas Uno* les 10, 11 et 12 janvier derniers, il décrit la situation dans ce pays.

D'abord dans la capitale, San Salvador, où dans les cercles officiels le débat sur les élections cherche à masquer la réalité quotidienne de la guerre. Sur le Front Est du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) ensuite, où le commandant Jonas expose la stratégie des forces révolutionnaires face à la récente offensive de la Junte militaire et démocrate-chrétienne dans le Morazan. Nous publions ci-dessous un extrait de ce long reportage.

Lars PALMGREN

C'est Noël à San Salvador. Le bureau de presse des Forces armées est fermé pour les fêtes. Il est impossible de trouver un responsable officiel. Toutefois, le Parti démorate-chrétien (PDC) au pouvoir tient une espèce de Congrès extraordinaire. « *Venez, ainsi vous pourrez parler directement avec les dirigeants* », dit une voix au téléphone.

A l'entrée de l'immeuble qui sert de local au PDC pend une affiche : « *La première révolution pacifique en Amérique latine.* » Les gardes armés du PDC déambulent derrière les portes en fer. Après une demi-heure de vérification des papiers, les responsables des rapports avec la presse m'annoncent : « *Malheureusement, ce n'est pas possible ...* »

Le San Salvador officiel veut fermer les yeux sur la guerre. Aucune déclaration des responsables. Pas même sur la prétendue « *offensive victorieuse dans le Morazan* ». Les articles de la presse décrivent, plus encore qu'auparavant, les manifestations de la guerre comme du « banditisme ». A propos du Morazan, elles disent que les « *subversifs qui restent encore* » ont maintenant commencé à se battre entre eux. Rien sur l'offensive. Seul, l'hebdomadaire de langue anglaise *News Gazette* publie une photo d'un convoi de camions militaires « *de retour à la maison en triomphateurs après l'offensive victorieuse dans le Morazan* ». Le San Salvador officiel ne veut pas parler de la guerre. Il veut parler des élections : le 28 mars auront lieu au Salvador des élections pour une Assemblée constituante.

Heure après heure, la radio affirme que « *c'est la première élection libre de l'histoire du Salvador* » et que « *son vote sera respecté car le Salvador a changé* », variant de temps en temps avec « *les Forces armées, garantie de l'authentique volonté populaire ...* »

SAN SALVADOR ET LE MIRAGE ÉLECTORAL

Bien sûr, il n'est même pas besoin de dire que le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) ne peuvent pas prendre part aux élections.

« *Avec ces élections, les Américains veulent légaliser le gouvernement pour pouvoir lui envoyer encore plus d'aide militaire et économique.* » Celui qui commente ainsi la situation n'est pas lié au FDR ni au FMLN. C'est l'avocat René Fortin Margana, dirigeant de l'Action démocratique (AD), l'un des cinq partis bourgeois d'opposition. Ses déclarations seront quasi textuellement répétées par Raul Molina, dirigeant du Parti de conciliation nationale (PCN) et par José Antonion Quiros de l'Association salvadorienne des industriels (ASI).

Ni eux ni les trois autres partis bourgeois ne sont opposés à l'augmentation de l'aide militaire et économique américaine. Au contraire, c'est — selon eux — exactement ce qu'il faut. Cela ne les empêche pas de mener ensemble une intense campagne politique contre le Parti démocrate-chrétien au pouvoir.

« *La loi électorale est frauduleuse* », confirment-ils à l'unisson. « *Ils ont fait une loi sur mesure pour garantir la victoire de la démocratie chrétienne* », déclare l'avocat René Fortin Margana. « *La loi stipule qu'il n'y aura pas constitution de listes électorales. Il sera seulement nécessaire de montrer sa carte d'identité pour voter. Comme les démocrates chrétiens contrôlent toutes les mairies — qui délivrent les cartes d'identité —, ils peuvent fabriquer autant de "votes extraordinaires" qu'il le faut, sans risque d'être découverts. Et,* poursuit-il, *puisque le tribunal électoral qui contrôlera le processus comprend deux représentants démocrates-chrétiens et seulement un pour tous les autres partis, ils pourront rejeter toutes les contestations sans aucune difficulté.* »

A ces critiques virulents, les démocrates chrétiens et la Junte militaire ont seulement répondu par des attaques, affirmant que les autres partis sont corrompus, avides de pouvoir et qu'ils ont un passé totalitaire. L'étonnant dans ce débat c'est qu'ils ont tous raison : la loi électorale est frauduleuse. Les autres partis sont — comme les démocrates chrétiens — corrompus, avides de pouvoir et, pour ceux qui parmi eux ont un quelconque passé, il s'agit effectivement d'un passé totalitaire.

Toutefois, le plus évident est que ce débat, malgré tout le tapage qui est fait autour, rebondit comme l'écho devant un précipice : personne ne le comprend ; personne ne l'écoute ; personne ne s'en préoccupe. Ce débat n'a rien à voir avec la réalité. Y compris à San Salvador, la capitale, où le contrôle de la Junte est le plus effectif, il est difficile de rencontrer quelqu'un, en dehors des appareils des partis et des couloirs des ministères, qui perçoive les élections et le débat qui tourne autour comme quelque chose ayant un sens quelconque.

La réalité, c'est la guerre. Mais, si l'existence de la guerre n'est pas complètement niée, les porte-parole des partis évitent toute référence directe à elle : « *Ce sont des affaires militaires ...* » Et les militaires affichent « *Fermé pour les fêtes ...* »

A San Salvador, il n'est pas non plus possible de savoir si les communiqués de victoire du colonel Guillermo Garcia, ministre de la Défense, sont ou non fondés. La conviction selon laquelle il ne s'agirait que d'un bluff a considérablement augmenté, mais même des amis liés au FDR et au FMLN qu'il est possible de rencontrer se gardent bien de donner une réponse ferme, à la suite de la suspension des émissions de *Radio Venceremos.*

L'interrogation demeure. Trouver une réponse définitive exige 35 heures de voyage, en trois nuits de marche. C'est de la sorte que nous avons fait pour parvenir au cœur du Front oriental Francisco Sanchez dans le Morazan.

Peu après notre visite, le père Rogelio Poncell dira la messe du Nouvel An en hommage aux héros et martyrs tombés dans la lutte pour la liberté. La messe est retransmise par *Radio Venceremos* qui, depuis quelques jours, a repris ses émissions régulières.

La lecture de l'Evangile selon Saint Luc est précédée de la lecture d'un poème dont le titre est *le Parti.* « *Si tu ne viens pas pour donner ton cœur et ta vie, ce n'est pas la peine de venir. Etre chrétien, cela signifie prendre le risque de la grande*

aventure d'aimer. Et aimer, dans le sens de Dieu et de Jésus, signifie ici, aujourd'hui, prendre part à la lutte pour la libération définitive et totale de notre peuple. C'est un devoir auquel aucun chrétien ne peut se soustraire. »

Le père Rogelio Poncell est belge, mais il a vécu si longtemps au Salvador que son espagnol est presque dépourvu d'accent. Etre prêt à donner sa vie dans la lutte pour la libération des pauvres et des opprimés est le thème de l'homélie de Nouvel An du père Rogelio. « *Là réside la source inépuisable de notre christianisme ...* » Après la communion (le père Rogelio a une bouteille de vin et un calice avec des hosties qu'il transporte dans son sac à dos), tout le monde se donne l'accolade. Le traditionnel « *La paix soit avec toi !* » est suivi de la promesse « *Nous vaincrons !* ».

Au milieu du chant des grillons, on entend le bruit du groupe électrogène qui alimente l'émetteur radio. Est-ce que le colonel Guillermo Garcia et le président Napoleon Duarte ont entendu cette messe du Nouvel An ?

« *Sûr qu'ils l'ont écoutée* », affirme en riant Maravilla, un de ceux qui font fonctionner la radio. « *Nous savons qu'ils nous écoutent et nous savons aussi que beaucoup d'autres, aussi bien dans les Forces armées qu'au gouvernement, le font aussi. Aujourd'hui, ils ont certainement des crampes d'estomac de contrariété.* »

Minuit dix, la nuit du Nouvel An, c'est une heure insolite pour accorder des interview. Mais c'est à cette heure que Jorge Melendez, le commandant Jonas, commandant du Front oriental Francisco Sanchez, dispose d'un peu de temps. Il a environ 30 ans, barbu, yeux marrons, robuste.

« *L'ennemi avait besoin d'une victoire militaire et politique pour donner une certaine crédibilité à son cirque électoral,* explique-t-il. *C'est pour cela qu'ils ont attaché plus d'importance que jamais à cette offensive. L'offensive a été planifiée — cela a été officiellement reconnu — par un groupe de conseillers militaires américains envoyés spécialement. Durant un mois, ils l'ont préparée par des vols de reconnaissance et par tout un travail d'espionnage.* »

LE RÉCIT DU COMMANDANT JONAS

Malgré sa fatigue, le commandant Jonas parle de façon très concentrée : « *Nous avons eu connaissance de ce qu'ils préparaient une grande offensive et nous savions que son objectif serait de réduire au silence* Radio Venceremos *et de désorganiser nos forces. Ils ne peuvent nous battre — ils le savent —, mais ce qu'ils voulaient, c'était nous désorganiser et neutraliser notre capacité offensive. C'est pour cela qu'ils ont envoyé ici leurs meilleures troupes, la brigade Atlcalt (qui a été formée par les conseillers américains), des escadrons motorisés, des parachutistes et certains bataillons de la Garde nationale et de la police rurale. Il s'agissait au total de plus de 4 000 hommes, plus des avions de chasse et des hélicoptères.* »

Maravilla raconte que, lorsque l'offensive a commencé, les dix hélicoptères que possède la Junte volaient en groupe, à basse altitude, d'un lieu à un autre, pour distribuer leurs forces. « *Cela ressemblait à une scène du film* Apocalypse Now, *tu sais ...* »

« *Bon,* continue le commandant Jonas, *nous avons préparé notre défense en partant du plan de l'ennemi. En un certain sens, la concentration des troupes ennemies ici signifiait un avantage, nous pouvions en profiter pour lancer des offensives dans d'autres endroits du pays.* »

Et c'est ce qui s'est passé. Pendant l'offensive de la Junte, des unités du FMLN ont lancé des attaques victorieuses contre des casernes dans trois des principales villes qui se trouvent dans le Front oriental Francisco Sanchez : Usulutan, San Miguel et La Union. Au même moment, les activités militaires autour de Santa Ana, qui avaient été quasi interrompues depuis la grande offensive de janvier 1981, ont repris.

« *La tactique offensive dans les villes a été complétée par une tactique de résistance pour esquiver les forces ennemies,* continue le commandant Jonas. *Pour nous, le point central était de protéger la radio et la population civile. Avec ces objectifs, nous avons mené à bien une tactique qui a consisté à faire avancer l'ennemi dans la direction que nous voulions. En tenant des positions, nous leurs faisions croire que notre intention était de les défendre, pour finir par les abandonner, leur donnant l'impression que c'était eux qui avançaient. Pendant que certaines unités attiraient ainsi l'ennemi, d'autres s'employaient à protéger nos arrières pour ensuite appuyer ceux qui se trouvaient à l'intérieur de l'encerclement au moment de le briser. En même temps, nous avons demandé à la population civile de quitter ses habitations, l'organisant conjointement avec notre personnel sans armes, la radio et quelques autres unités, en colonnes qui se sont dispersées en diverses directions opposées au point où nous voulions attirer l'ennemi ...*

« *Notre tactique a été un succès total. Une fois rompu l'encerclement, nos unités se sont dispersées dans des directions différentes. Une partie accompagnant les colonnes non militarisées, tandis que d'autres s'organisaient pour attaquer l'ennemi depuis des points différents ...* » ■

Lars PALMGREN
El Salvador, décembre 1981.

Le PCF en crise à la veille de son XXIVe Congrès

L'ANNÉE 1981 sera à marquer d'une pierre noire dans l'histoire du Parti communiste français (PCF). A la suite de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981, les élections législatives qui ont suivi en juin n'ont donné au PCF que 15 % des voix, son score le plus bas depuis 1936. L'électorat communiste a sanctionné de la sorte la politique de division acharnée menée par ce parti depuis la rupture de l'Union de la gauche en 1977, et la responsabilité qu'il a prise dans le risque d'une réélection de Valéry Giscard d'Estaing.

Contraint d'accepter une participation gouvernementale en passant sous les fourches caudines du Parti socialiste (PS) (1), le PCF est soumis à une nouvelle épreuve depuis le 13 décembre 1981, à la suite du coup de force de la bureaucratie polonaise. La combinaison de ces deux événements majeurs — la victoire électorale écrasante du PS et la contre-révolution bureaucratique en Pologne — accélère la crise du Parti. François Mitterrand a atteint son premier objectif qui était de ramener le PCF à 15 % des suffrages. Atteindra-t-il le deuxième, celui que la bourgeoisie française poursuit depuis un demi-siècle : la remise en cause de la structuration majoritaire de la classe ouvrière française par le PCF ?

Jeannette HABEL

La réponse à cette question dépend en premier lieu de l'évolution des luttes de classe en France. Le point de départ de la crise du PCF, c'est la grève générale de Mai 68. Pour la première fois, toute une génération a fait, à cette occasion, l'expérience de la politique contre-révolutionnaire du PCF. Sur le plan politique, des organisations révolutionnaires qualitativement plus fortes ont vu le jour ; elles allaient contester le PCF sur sa gauche et lui disputer son label de « parti révolutionnaire ». Sur le plan syndical, la Confédération française démocratique du travail (CFDT), en captant en partie la radicalisation des couches ouvrières entrées en lutte en 1968, brisait l'hégémonie absolue de la Confédération générale du travail (CGT).

L'Union de la gauche et le Programme commun scellés en 1972 devaient permettre de canaliser et de dévoyer le mouvement des masses grâce à une politique de collaboration de classe. En s'alliant au PS — dont il sous-estima alors les capacités de récupération —, le PCF pensait se prémunir de toute explosion de luttes qui, par leur généralisation, mettrait à l'ordre du jour la question du pouvoir. Il pensait également bénéficier, comme par le passé, de cette politique d'alliance qui, en 1936 comme en 1945, lui avait apporté des gains notoires. C'était ne pas comprendre la profondeur des changements qui étaient en train de s'opérer dans le mouvement ouvrier en France. L'Union de la gauche s'est traduite par une lente érosion de l'influence du PCF face au PS. La rupture du Programme commun quelques mois avant les élections législatives de mars 1978 (qui auraient pu porter le PS et le PC au gouvernement), dans un contexte de récession économique, fut justifiée par la direction comme étant due à un prétendu « *virage à droite* » du PS.

En réalité, la rupture avait pour but de briser la dynamique unitaire qui pouvait porter les partis ouvriers au gouvernement par la voie électorale certes, mais dans un contexte qui profitait d'abord au PS. Cette rupture a provoqué une mise entre parenthèses des luttes pour toute la période allant de 1978 à 1981. La guerre entre le PS et le PC, la division syndicale entre la CGT et la CFDT, ont incontestablement eu pour effet de paralyser la riposte ouvrière à la politique d'austérité du gouvernement Giscard-Barre.

Mais s'il y a eu, du fait de cette division, un net ralentissement des luttes, il n'y a pas eu de défaite de la classe ouvrière. C'est d'abord l'absence de perspectives politiques qui permet de comprendre l'accalmie relative sur le front des luttes de ces trois dernières années. La volonté de changement, la profondeur du mécontentement, n'en étaient pas moins vivaces chez les travailleurs. La défiance des travailleurs avancés envers la politique de leurs directions est allée croissant, ce qui s'est traduit par le développement des différenciations au sein des partis ouvriers et des syndicats, tout d'abord dans la CGT et le PCF, et l'essor du mouvement « *Pour l'union dans les luttes* » (2).

Le 10 mai 1981, la droite était balayée, le PS triomphait et le PCF était massivement désavoué. Quelques semaines après, il entrait au gouvernement, mais sur la base de ce qui était pour lui une défaite politique majeure.

LA POLITIQUE DU PCF DEPUIS LE 10 MAI

Le PCF est « *un parti révolutionnaire de lutte* et *de gouvernement* », dit la direction du Parti. « *Parti* au *gouvernement et non parti* du *gouvernement* », précise Roland Leroy, directeur de *l'Humanité* (3). Parti de lutte *ou* de gouvernement ? s'interrogent les militants. Voilà qui montre bien la défiance confuse qui existe à l'égard du choix de la participation gouvernementale. L'évolution de la situation politique et sociale n'a pas encore permis d'en clarifier les termes. Le 10 mai 1981 n'a pas été le point culminant d'un vaste mouvement social. Après le 10 mai, cela a été « *l'état de grâce* » et ceci explique partiellement cela. Les travailleurs ont accordé au gouvernement le bénéfice du doute. Aujourd'hui, comme l'a dit François Mitterrand, la majorité présidentielle « *est sortie du port* », elle est désormais « *en haute mer* ». Les résultats négatifs pour les partis ouvriers des dernières élections partielles et la décision du Conseil constitutionnel obligeant le gouvernement à revoir et à différer son dispositif de nationalisations, marquent un léger infléchissement dans la situation politique. Le gouvernement Mauroy n'a pas encore été confronté à de grandes luttes ouvrières, mais les pertes électorales mettent en évidence que des électeurs socialistes et communistes ont préféré d'abstenir, ce qui a fait rebondir le débat sur la politique gouvernementale. La réponse de la direction du PCF est claire : si les électeurs de gauche ne sont pas allés aux urnes, « *c'est parce que certains d'entre eux, même s'ils ne sont pas en désaccord avec la politique gouvernementale, estiment que ses fruits n'apparaissent pas encore avec assez de netteté* » ... Face à la droite, « *il ne faut pas baisser sa garde ou se tromper d'adversaire. Ce qui suppose de poursuivre la politique du changement et de resserrer l'union* (4) ».

Le PCF pratique un double langage. Il très minoritaire au gouvernement, un pied dedans un pied dehors, s'efforçant tant bien que mal de faire en sorte que la « *distinction entre Etat et Parti* » ne soit pas « *une figure de rhétorique* (5) ». En-

1. Cf. « Déclaration commune du PS et du PCF », *Inprecor* numéro 106, du 20 juillet 1981 ; Jacques Kergoat, « Les 120 premiers jours du gouvernement Mitterrand-Mauroy », *Inprecor* numéro 109, du 28 septembre 1981.

2. Jeannette Habel, « Le mouvement ouvrier français et l'élection présidentielle », *Inprecor* numéro 99, du 13 avril 1981.

3. *L'Humanité*, 13 septembre 1981.

4. René Andrieu, *l'Humanité*, 19 janvier 1982.

5. Laurent Salini, *Cahiers du communisme*, septembre 1981.

tre le Parti et les ministres, les tâches diffèrent : « *Le parti révolutionnaire est devenu par nature un parti de gouvernement.* (...) *Il est à la fois lutteur et gouvernant* » ... C'est ainsi que le PCF répond dans la revue théorique de son Comité central à une situation qu'il qualifie de « *complexe, contradictoire, sans précédent historique* (6) ». Il s'agit, pour la direction du Parti, de bénéficier de l'élan qui a porté françois Mitterrand au pouvoir en regagnant les suffrages perdus, mais sans payer le prix d'une coresponsabilité dans les mesures décidées par le gouvernement lorsqu'elles ne sont pas populaires.

Les contradictions inhérentes à cette situation sont importantes. En 1936, le Parti avait soutenu le gouvernement de Front populaire de l'extérieur sans y participer. Les militants ouvriers avaient encore en mémoire la participation ministérielle des dirigeants socialistes et les débats du mouvement ouvrier français du début du siècle sur cette question (7). A la différence de 1936, le PC ne s'est pas enraciné dans la classe ouvrière à la faveur d'une grève générale qui lui permette de justifier « à gauche » sa non-participation. Il lui faut ne pas rester isolé ou marginalisé en étant partie prenante de la volonté de changement, « *en se jetant dans la mêlée* ». La présence au gouvernement lui permet en partie de redorer son blason et présente de nombreux avantages.

Etre un parti de gouvernement, c'est bénéficier d'un certain nombre de prébendes dans l'appareil d'Etat, c'est retirer pour la gestion des municipalités communistes des avantages non négligeables dans la perspective des prochaines échéances électorales (élections cantonales en mars 1982, élections municipales en 1983). Il faut amorcer la remontée du Parti en s'incrustant dans les entreprises nationalisées, en construisant un réseau associatif et municipal solide. Pour cela, les ministres communistes sont des atouts.

Le PCF peut tirer de cette situation des avantages multiples dans ses rapports avec la classe ouvrière, en particulier dans les entreprises nationalisées (d'où la bataille qu'il engage sur leur gestion), et en faire bénéficier la CGT. Le ministre de la Santé a fait une tournée dans les grandes entreprises industrielles pour y examiner les problèmes posés par le manque d'hygiène et de sécurité du travail. Le ministre des Transports a demandé — après la mort de cinq cheminots en Côte-d'Or près d'une gare de triage — que soient tirées, « *en concertation avec les représentants du personnel, des conclusions concrètes visant à renforcer la sécurité et que soit envisagée la création d'une commission mixte nationale d'hygiène et de sécurité afin d'élargir le rôle et les attributions des délégués à la sécurité* (8) ». Les ministres communistes apparaissent ainsi comme les défenseurs des travailleurs, mais aussi comme des gestionnaires sérieux et responsables qui sont à l'origine de changements réels et qui font avancer les choses.

Le revers de la médaille, c'est qu'évidemment, ces bons gestionnaires « cogèrent » en même temps l'austérité avec le PS. La hausse des prix, la faiblesse des augmentations de salaires, la hausse des tarifs publics — en particulier des transports —, le développement du chômage, le rétablissement de la surcotisation de 1 % sur les salaires pour la Sécurité sociale, l'impôt sur la fortune réduit comme une peau de chagrin, tout cela n'est guère populaire chez les travailleurs ni auprès des militants communistes qui se demandent ce que leurs ministres vont faire dans un gouvernement qui n'est « *qu'une bouée de sauvetage pour le capitalisme* (9) ».

GÉRER LA CRISE ?

Ce qui est en cause, ce sont les liens du PC avec la classe ouvrière. Ne pouvant s'affirmer comme parti de lutte, le PC est contraint, comme parti de gouvernement, à une gymnastique incommode : il doit se différencier du PS et apparaître comme un partisan résolu et énergique du changement, un adversaire de la droite qui fait contrepoids aux partisans d'un compromis avec elle. Cela se traduit par un radicalisme verbal (10), une surenchère apparemment « gauche » et l'abstention des députés communistes au Parlement sur certains votes mineurs. C'est ainsi que la CGT a critiqué le contenu trop mince de l'ordonnance sur la durée légale hebdomadaire du travail (ramenée à 39 heures au 1er février 1982). Henri Krasucki, membre du Bureau politique (BP) du PC et secrétaire de la CGT, réclame la fin du paritarisme dans les conseils d'administration des caisses pour que la gestion de la Sécurité sociale soit rendue aux représentants des salariés. Il a critiqué le gouvernement qui a décidé le report des élections aux conseils d'administration de ces caisses, privant ainsi la CGT de positions institutionnelles dont elle a besoin. Il a menacé les patrons en ces termes : « *S'ils ne sont pas capables d'assurer l'emploi* (...), *au nom de quoi resteraient-ils des patrons ?* (...) *Les travailleurs ne seront pas les orphelins éplorés d'un capitalisme défaillant.* » Ainsi, la CGT — selon Henri Krasucki —, hausse le ton ... Mais il ne s'agit que du ton. Dans les grandes entreprises, là où la CGT est majoritaire, comme à la Régie Renault (RNUR), les travailleurs ont fait l'expérience d'une CGT qui, lors des luttes, était aux avant-postes de la fin des grèves et de la reprise du travail.

En jouant sur tous les tableaux, la direction du PCF espère ne pas être trop compromise par la politique gouvernementale tout en ayant les avantages et non les inconvénients de sa participation au gouvernement. Cette politique est à l'exact opposé de celle qu'entend pratiquer François Mitterrand : ce dernier cherche au contraire à lier le PC, et à lui « salir les mains » tout en menant une politique qui vise à gagner la petite bourgeoisie, « au centre », en respectant les institutions bourgeoises et l'économie de marché.

Il est décisif pour le PC de se démarquer ainsi tout en gardant une image de marque d'allié loyal et intransigeant. Mais ces ambiguïtés ne sont possibles qu'en l'absence de luttes. C'est parce qu'il en est conscient que le PC met tout en œuvre pour éviter celles qui pourraient avoir une dynamique de généralisation. Pour contribuer à prévenir de tels développements, le PC bénéficie de la confiance mitigée dont jouit encore le gouvernement et de la crainte qu'ont les travailleurs d'un retour de la droite. Il entretient une division permanente sur le plan politique et syndical. Sur le plan politique, les rapports PC-PS sont encore plus tendus après les événements de Pologne et la partie de « bras de fer » entre les deux partis est loin d'être terminée. Sur le plan syndical, la rupture entre la CGT et la CFDT est complète, la CFDT n'étant même plus considérée comme un syndicat lutte de classe. L'accord bureaucratique d'unité d'action de juin 1974 est bien mort. Jamais depuis Mai 68 la rupture entre les deux centrales n'avait été aussi profonde.

Cet équilibre politique est fragile. Il suppose non seulement une situation de calme social mais il implique que l'ordre règne dans la (les) maison(s), dans le PCF comme dans la CGT. Dans les deux cas, il faut normaliser. Ce n'est pas facile, vu le développement sans précédent des oppositions internes et l'accélérateur que constituent les événements de Pologne.

LA POLOGNE : UN BILAN GLOBALEMENT POSITIF ?

Il était déjà difficile de concilier l'appartenance à la majorité présidentielle et la prétention à être *le* parti révolutionnaire de la classe ouvrière. La Pologne a fait franchir à la crise un seuil supplémentaire.

Le 9 décembre 1981, quatre jours avant le coup de force en Pologne, *l'Humanité* titrait : « *Les dirigeants de Solidarité poussent à l'affrontement.* (11) » La position du Bureau politique, si elle a toujours été celle d'un soutien au général Jaruzelski, n'a pas été exempte de certains zigzags. Le 15 décembre, le secrétaire général du PC, Georges Marchais, déclarait rechercher une issue pacifique à la

6. Le Guen, membre du Bureau politique du PCF, *l'Humanité*, 19 janvier 1982.

7. L'entrée d'Etienne Millerand, membre du Parti socialiste, comme ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement Waldeck-Rousseau (1899-1902), aux côtés du général Gallifet, fusilleur des Communards ; la participation des dirigeants socialistes (Millerand, Jules Guesde et Marcel Sembat) dans les gouvernements de guerre entre 1914 et 1916, etc., ont laissé des traces profondes, et ont fait partie des éléments qui ont amené à la scission du Parti socialiste lors du Congrès de Tours en 1920, qui devait voir la naissance du Parti communiste français.

8. *Le Monde*, 20 janvier 1982.

9. *L'Humanité*, 19 janvier 1982.

10. Après la décision du Conseil constitutionnel de bloquer les décisions sur les nationalisations afin d'élever le coût des indemnisations, le PCF a proposé de couvrir la dépense par l'« *établissement d'une tranche nouvelle de l'impôt sur la fortune et l'augmentation de l'impôt sur les sociétés* », Roland Leroy, *l'Humanité*, 19 janvier 1982.

11. D'après le quotidien *Libération*, le PCF aurait été informé du coup de force par l'ambassade soviétique à Paris.

crise, l'entente des forces nationales, la poursuite des réformes pour surmonter les fautes du passé, en ne faisant rien qui puisse favoriser l'affrontement interne ou l'intervention extérieure ... Il estimait cette position en conformité avec l'accord gouvernemental PC-PS du 23 juin.

Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait contredire Georges Marchais, estimant, lui, que le renouveau de la démocratie était quelque peu malmené par le général Jaruzelski. Au même moment, Charles Fiterman, ministre d'Etat, exprimait son accord avec la position officielle du gouvernement Mauroy condamnant le coup de force, tandis qu'Anicet Le Pors, ministre communiste chargé de la Fonction publique et des réformes administratives, déclarait : « *Mon opinion ..., c'est ce qu'a déclaré le président de la République.* » Le 21 décembre, Georges Marchais faisait part de son émotion devant les « *internements, les blessés et les morts* » ; il ajoutait qu'il fallait éviter l'internationalisation du problème polonais pour défendre la détente et la paix. La mise au point de cette argumentation était confortée par la lettre personnelle envoyée par le général Jaruzelski à Georges Marchais, saluant la « *compréhension du PCF malgré toutes les difficultés qu'une telle position comporte pour un parti gouvernemental* (12) ».

Les événements de Pologne tombent on ne peut plus mal pour le PC. Ils mettent à vif ses contradictions. Au moment où le Parti tente de panser ses plaies et met au centre de son XXIVe Congrès « *le socialisme démocratique et autogestionnaire* », il reçoit un démenti cinglant et connaît une deuxième secousse majeure en l'espace de six mois.

Le PCF reste, avec le PC portugais, l'un des PC d'Europe occidentale les plus proches des positions internationales défendues par la bureaucratie soviétique. Mais cette proximité est sujette à de nombreuses oscillations. Lors de l'apparition de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou lors du IXe Congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM), le PC n'avait pas hésité à prendre ses distances, de même qu'il a critiqué à maintes reprises les violations des droits démocratiques en URSS. Mais il a soutenu l'intervention en Afghanistan ...

Le projet de résolution du XXIVe Congrès met au centre de son bilan critique le « *retard* » qu'aurait pris le PC en 1956. Ce retard aurait eu des conséquences dans l'analyse de « *la persistance des défauts dans les pays socialistes* » qui posait le problème de « *dépasser la conception dogmatique d'un modèle du socialisme construit ailleurs* ». Le texte marque son « *désaccord* » à l'égard des mesures administratives, « *substituées en tel ou tel de ces pays à la nécessaire lutte politique et idéologique* », dont on souligne les « *tâtonnements* » et les « *erreurs* ». Le projet de résolution se prononce pour un « *nouvel internationalisme* », la reconnaissance « *du droit à la différence* » et la reprise des rapports avec les partis communistes de Chine et d'Albanie. Il souligne l'intérêt que le PC porte « *au fait que des PC de certains pays capitalistes ont placé la démocratie au centre des voies au socialisme (...), ce qu'on a appelé d'un terme discutable : l'eurocommunisme* (13) ». Les positions du PC sur la Pologne, qui ne sont certes pas payantes sur le plan électoral, seraient-elles dues, comme le prétend le dirigeant socialiste Jean Poperen, au fait que les dirigeants communistes attendent « *que l'URSS ait une position de plus en plus prépondérante en Europe* » et que celle-ci finisse « *par basculer* » ? Laisser entendre que le PC mise sur l'armée soviétique pour prendre le pouvoir est d'une part destiné à justifier la politique militaire du gouvernement français et son anti-soviétisme militant ; d'autre part, « *il s'agit de faire en sorte que la politique socialiste rende insupportable la contradiction entre les objectifs de l'appareil du PC et la volonté de la masse des travailleurs de notre pays* (14) ». En clair, il s'agit d'enfermer le PC dans ses contradictions pour le laminer.

Georges Marchais attendant la réponse du général Jaruzelski ? (DR)

Comment expliquer les positions prises ? Le PC et son appareil (dont une partie est encore composée d'inconditionnels de Moscou) ont une histoire spécifique dans leurs rapports avec l'URSS. Cette histoire est liée à la scission de Tours en 1920, aux conditions de la bolchevisation, aux liens particuliers qu'il a tissés avec la classe ouvrière qui ont fait de lui jusqu'à une époque récente le premier parti ouvrier de France. Encore aujourd'hui, pour une partie (de plus en plus limitée) de la base ouvrière, la référence à la révolution d'Octobre, l'appartenance au camp socialiste, la référence au combat anti-impérialiste, aux luttes de libération nationale, sont un signe distinctif du Parti, ce qui lui donne son profil spécifique face au PS. Il ne faut pas oublier qu'il subsiste encore des traces de l'époque où l'on « bouffait du socialo » dans les années 1950 ... Aujourd'hui, une partie de l'appareil s'appuie sur ces sentiments et les conforte.

Les rapports avec l'URSS sont traités par des formules de compromis dans le projet de résolution. Ce compromis est le produit des contradictions internes de cet appareil qui n'est pas homogène : elles réfractent la pression de forces sociales distinctes qui s'exercent sur lui. Ces forces de pression recoupent parfois, mais ce n'est pas mécanique, des positions institutionnelles distinctes : dans les municipalités, dans les entreprises nationalisées, dans l'appareil syndical.

Les rapports de forces, le contrôle du PC sur la classe ouvrière, sont des éléments déterminants dans les choix faits et la définition de la ligne. Lorsque la direction du PC a signé le Programme commun en 1972, il s'agissait de capitaliser à son profit la maturation de la radicalisation ouvrière et de s'en assurer le contrôle. La crainte d'une remise en cause de ce contrôle, dans un contexte de récession économique, la crainte que ses intérêts d'appareil bureaucratique ne soient mis à mal par les effets dans la classe ouvrière d'une gestion gouvernementale d'austérité en période de crise économique, enfin le fait que l'Union de la gauche — contrairement à tous les précédents historiques — ait profité au PS, ont conduit à la rupture, d'autant plus facilement que les bureaucrates du Kremlin n'ont jamais caché leur préférence pour Valéry Giscard d'Estaing. Comme le dit le projet de résolution, « *le Programme commun effaçait la différence entre les deux partis, il semait des illusions sur le PS ..., cela poussait au vote socialiste identifié au vote utile, même par des électeurs communistes* ». C'est à cela qu'est attribuée l'« *érosion continue* » de l'influence du Parti « *à partir de 1973* » et le « *sérieux revers de 1981* » ... « *Ainsi, la forme d'union dans laquelle notre action s'est trouvée enfer-*

12. La revue théorique du Comité central, *les Cahiers du communisme*, n'a toujours pas publié une seule analyse des événements de Pologne depuis le 13 décembre 1981.

13. *L'Humanité* du 25 janvier 1982 se contente de reproduire sans commentaires la déclaration de la *Pravda* contre le Parti communiste italien.

14. Jean Poperen, « 81, changer le pouvoir ».

mée a fait naître des difficultés qui n'ont pas pu être surmontées. » Comme l'a écrit Félix Damette, membre du Comité central, « *politiquement, le système a fonctionné comme un véritable piège à notre égard. (...) La seule présence d'un programme dédouanait le PS sur sa gauche et il en avait bien besoin. (...) L'originalité, l'identité du PC, se dissolvaient* (15) ». C'est pourquoi le XXIVe Congrès doit définir « *une conception neuve de l'union* » car « *le Parti communiste et le Parti socialiste sont deux partis différents. Ils entendent le rester* ».

UN GALIMATIAS IDÉOLOGIQUE

Il est plus facile aujourd'hui de faire la preuve de cette différence sur le plan international que sur le plan national. Il est aisé de montrer que la politique de François Mitterrand sur le plan international n'est pas inspirée par un esprit de classe. Sur le plan de la politique intérieure, par contre, les différences entre le parti « réformiste » qu'est le PS et *le* parti révolutionnaire de la classe ouvrière que serait le PC, ne sautent pas aux yeux.

Stratégiquement, le XXIIe Congrès, « *en abandonnant pour la France la notion de dictature du prolétariat, a libéré notre stratégie de la conception d'un modèle unique de socialisme* », est-il affirmé dans le projet de résolution pour le XXIVe Congrès. Le XXIIe Congrès « *a dégagé notre pratique politique de la forme d'union née des expériences du Front populaire et de la Libération (...). L'innovation stratégique du XXIIe Congrès, liant intimement socialisme et démocratie, pouvait déboucher sur l'idée révolutionnaire d'avancée démocratique vers le socialisme par la démarche autogestionnaire* ».

Félix Damette, l'un des principaux idéologues du PC en ce moment, tend à distinguer trois phases dans l'histoire du PC (16), l'une où l'on attendait le « *grand soir où tout bascule et à partir duquel le prolétariat change par la dictature les rapports de production* », l'autre, « *concrétisée par le Manifeste de Champigny "Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste", qui posait l'idée de la nécessité du socialisme et l'idée d'étapes intermédiaires pour y aller : la démocratie avancée ... Le Programme commun fut la concrétisation la plus achevée de ce mode de pensée (...). C'est seulement avec le XXIIIe Congrès que nous avons dépassé cette conception des petits-grands-soirs électoraux, pour en arriver à la troisième phase de notre propre histoire : la démarche autogestionnaire. Celle-ci maintient, évidemment, les notions de rupture et de seuil, mais dans une dynamique profondément différente, selon un processus dialectique ...*

« *C'est une vision en termes de luttes et points d'appui, les avancées partielles devant être les points d'appui du mouvement populaire pour élargir les brèches, tandis que le capital aura ses propres points d'appui pour tenter de résorber ces avancées, de cicatriser les ruptures* ».

La démarche autogestionnaire, la conquête de positions nouvelles, peut se heurter à des obstacles ; mais il serait vain de penser contourner par le haut, par l'action de l'Etat, la difficulté, celle-ci ne pourra être résolue que par les travailleurs eux-mêmes et par l'union à la base. Telle est en substance le discours que le XXIVe Congrès va officialiser. Néanmoins, si « *l'essentiel est de faire avancer le mouvement populaire (...), il importe d'en assurer la meilleure traduction politique (...). Cela passe par des accords (...) en premier lieu avec le Parti socialiste* » et « *la présence de ministres communistes* (17) ». Il est évident que cette orientation « nouvelle », outre son galimatias idéologique, n'est pas propre à donner au PC un profil et une identité qui le différencient fondamentalement du Parti socialiste. Et, lorsque Laurent Salini, éditorialiste de *l'Humanité*, affirme : « *Nous avons à casser l'habitude de subir et d'attendre que des gouvernants éclairés changent le destin des hommes (...). J'ai un faible pour le mot démocratie* (18) », on est en droit de penser qu'après les événements polonais, le Parti socialiste dispose d'une crédibilité stratégique, politique et démocratique qui n'est pas sur le point d'être entamée. On comprend dès lors le désarroi des militants du PC. D'autant que s'ajoutent à cela, dans le projet de résolution, les fameux passages sur le « *retard de 1956* ».

Loin d'analyser ce « *retard de 1956* » en fonction du stalinisme et des rapports avec l'URSS, le projet de résolution utilise en premier lieu ce « retard » pour éviter de faire porter à la direction actuelle la responsabilité des échecs de la dernière période. En second lieu, « *le retard stratégique pris sur l'histoire* » concerne le fait que le Parti aurait trop tardé « *à s'engager dans l'exploration des voies pour aller au socialisme (...) qui conviennent à la France d'aujourd'hui* ». A cause du retard pris en 1956, le PC aurait réactivé une forme d'union périmée qui sous-estimait « *l'importante primordiale de l'intervention des travailleurs* » et aurait « *semé des illusions sur le PS* ». On est bien loin du rapport Khrouchtchev et des causes réelles des « *retards pris en 1956* ». Félix Damette tente une explication un peu plus précise. Le PC aurait eu du mal à l'époque à se dégager de l'expérience soviétique conçue comme modèle. Cette attitude pourrait s'expliquer par des raisons conjoncturelles : en 1956, la guerre froide n'est pas terminée et le PCF est en pleine guerre d'Algérie. Mais, pour Félix Damette, la raison essentielle est autre : montrant le peu de cas qu'il fait du matérialisme, il attribue au « *poids et au fonctionnement de notre appareil théorique de l'époque* » une responsabilité décisive ; il s'agit pour lui de remettre en cause le « *concept pivot* » de la dictature du prolétariat, « *pôle déterminant de notre propre identité de parti qui, en assumant cette fonction d'identification, n'a plus joué comme concept théorique mais comme verrouillage de la réflexion théorique* ».

C'est autour de ce genre d'idées que se fait aujourd'hui le consensus de l'appareil et que se passent les compromis au sein de la direction pour masquer le vide théorique et les inepties stratégiques du prétendu parti révolutionnaire autogestionnaire.

LES DÉBATS ET LES PREMIERES DÉLIMITATIONS

Ces incohérences — si elles désorientent de nombreux militants peu formés — alimentent les doutes et la réflexion de certains autres. Ce que reflète la tribune de discussion que publie *l'Humanité* dans le cadre de la préparation du Congrès. C'est ainsi qu'un militant écrit (19) : « *Lucien Sève affirme ouvertement : "Il y a plus de trois ans que nous avons rayé le marxisme-léninisme des statuts du PCF"* (Révolution *numéro 90, p. 20). Malgré son long article d'explications, je ne suis vraiment pas convaincu. L'abandon du marxisme-léninisme est une infirmité redhibitoire pour un parti révolutionnaire (...). Loin de moi l'idée de m'associer idéologiquement aux séides gauchistes de l'Albanie ou de la Chine, je suis simplement un communiste français qui perçoit que quelque chose ne va pas théoriquement (...). Il y a donc nécessité d'une lutte intransigeante à l'intérieur du Parti contre tout germe de dégénérescence réformiste. Sans cette lutte permanente, le parti révolutionnaire tend à se transformer en son contraire, un parti bourgeois.*

« *Des ministres communistes participent au gouvernement de gauche élu par le peuple français. Cette présence communiste est positive pour faire aboutir des réformes démocratiques. Mais, pour les marxistes-léninistes, la lutte pour de profondes réformes démocratiques est en même temps la lutte pour la préparation des conditions pour l'avènement du socialisme. Voilà ce qui les différencie des réformistes sociaux-démocrates.* »

Et l'auteur de cette contribution au débat, Eric Bacher, termine par une citation de Lénine sur la nécessité d'unir la lutte pour la démocratie et la lutte pour la révolution socialiste « *en subordonnant la première à la seconde* ». On peut penser que tout cela est révélateur du malaise grandissant et de la crise qui sévissent à l'intérieur du PC.

Alors que la direction du Parti attaque les tendances à la collaboration de classe de la social-démocratie, Philippe Herzog, membre du Bureau politique, signe un éditorial de la revue théorique du CC qu'il conclut de la façon suivante (20) : « *Il nous faut aider les travailleurs à dépasser les conceptions du changement par en haut, les aider à dépasser le refus de* s'impliquer dans la gestion, lié aux craintes de la collaboration de classes enraci-

---

15. *Cahiers du communisme*, septembre 1981, p. 27.
16. *L'Humanité*, 5 janvier 1982.
17. *Cahiers du communisme*, septembre 1981, p. 35.
18. *Ibid.*
19. Eric Bacher, *l'Humanité*, 13 janvier 1982.
20. Philippe Herzog, éditorial des *Cahiers du communisme*, janvier 1982.

nées de longue date dans le mouvement ouvrier, refus qui a pu être fécond *en son temps* mais qui est aujourd'hui inadapté *quand il faut se hisser au niveau d'une intervention de classe novatrice dans la gestion.* » Cette position s'illustre quotidiennement. La CGT vient de signer à BSN-Emballages un accord sur la mise en place d'une cinquième équipe pour les travailleurs postés qui travailleront désormais 33 h 36 par semaine. Cet accord, qu'elle avait refusé de signer auparavant, établit un lien entre la réduction des horaires et la compensation en termes de productivité ; il implique la suppression de certaines primes et un manque à gagner étalé sur 18 mois et, si les travailleurs sous contrat vont être définitivement engagés, il n'y aura pratiquement pas d'emplois créés. C'est l'application même de la ligne préconisée par Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT tant dénoncé par la direction confédérale de la CGT ... et par la direction du PC. Une telle politique rend peu crédibles les menaces et le chantage de Krasucki, dirigeant à la fois du PCF et de la CGT, adressés au PS qui est accusé de vouloir « déstabiliser » la confédération CGT à la faveur des événements de Pologne. Entre la surenchère verbale et la lutte sociale effective, il y a une marge que la direction de la CGT n'est pas prête à franchir ...

La somme de ces contradictions s'est traduite par une baisse non seulement de l'influence électorale du parti (21) et de son audience en général, mais par des pertes considérables au niveau des entreprises : le projet de résolution du XXIVe Congrès reconnaît que « *depuis le XXIIIe Congrès, on constate un affaiblissement de notre travail dans les entreprises, ce dont témoigne la perte de plusieurs centaines de cellules* ». Ces pertes sont confirmées au niveau de la CGT : après avoir connu une légère remontée, à partir d'octobre 1981, dans les élections professionnelles (22), la centrale syndicale CGT enregistre depuis les événements de Pologne des baisses importantes : à Renault-Billancourt, la CGT a perdu 12 % des voix dans le collège ouvrier aux élections professionnelles. Et il est indéniable qu'il y a une hémorragie d'effectifs.

Cet affaiblissement et cette crise du Parti se traduisent par des doutes et un manque de confiance dans la direction qui atteint l'appareil lui-même et alimente le développement d'oppositions qui connaissent une ampleur jamais connue jusque-là. Le secrétaire général — Georges Marchais — est remis en cause par Jacques Arnault, ancien rédacteur en chef de la revue *la Nouvelle Critique*, qui avait suggéré en 1980 de désigner comme candidat présidentiel « *une personnalité parlementaire non conflictive* » afin d'éviter les risques d'une « *personnalisation à outrance* ». Le même Jacques Arnault confirme que des dirigeants du PC avaient donné des consignes de vote à droite pour le 10 mai, au mieux des consignes d'abstention (23). Venant d'un membre ancien et de confiance de l'appareil, qui fut un stalinien notoire, l'accusation a une portée considérable.

Sans être encore entrée dans une phase aiguë, la crise du PC connaît donc de nouveaux développements. Différentes positions se développent, qui se réfractent dans les tribunes publiées par *l'Humanité* et que l'on peut schématiquement résumer de la manière suivante : la principale d'entre elles est incarnée par le bulletin *Rencontres Communistes Hebdo* (RCH) animé par Henri Fiszbin, ancien membre du Comité central, et dont les positions sont souvent proches de celles du Parti communiste italien (PCI). Ce courant, partisan de l'Union de la gauche, critique l'abandon du Programme commun et la politique de division du PC avant le 10 mai. Il touche de larges franges de militants sensibles à la bataille démocratique qu'il mène.

A côté de cela, les tribunes de discussion font apparaître des partisans d'un néo-stalinisme qui pourraient se retrouver derrière Jeannette Thorez-Vermeersch. Mais surtout, des militants développent des positions critiques à la fois sur la politique intérieure, la politique du PC au gouvernement et les positions prises sur la Pologne.

Les néo-staliniens attaquent la présence des ministres communistes « *dans un gouvernement social-démocrate (...) qui est un gouvernement de la bourgeoisie* ». Ils concentrent leurs critiques sur la politique intérieure qui n'est qu'un « *nouvel aménagement du système* » et sur la politique internationale du gouvernement « *entièrement dominée par l'antisoviétisme* (24) ». Ils ont compris qu'il y a une « place à gauche » dans le parti, ils sont probablement inspirés par les « Afghans » (25) du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), voire liés à eux.

C'est pourquoi, même si elles sont encore faibles —, les prises de position de quelques militants qui ont critiqué les positions sectaires de 1977 à 1981, sans pour autant se satisfaire des positions actuelles, sont importantes. A. Boisseau, par exemple, dénonce le caractère réformiste de l'actuel gouvernement et la « *vieillerie réformiste* » que représente la perspective de « *la stratégie de l'avancée pas à pas* ». L. Lanternier, maire de Gennevilliers, fait des critiques du même ordre et dénonce les positions du PC sur les immigrés, la drogue ou l'Afghanistan.

Dans ce débat, la direction — ou du moins le noyau restreint qui en fait office — tente d'occuper une position médiane en refusant, comme le dit un de ses partisans, le schéma simpliste suivant : « *soit rompre avec les pays socialistes, soit revenir des décennies en arrière et oublier l'apport de nos derniers Congrès.* (26) » Mais les embardées théoriques sont de plus en plus perçues, ainsi que les revirements multiples. Le fait que ces différentes positions soient apparues comme telles dans les colonnes de *l'Humanité* tend d'ailleurs à faire penser qu'elles reflètent des divergences existant au sein de l'appareil lui-même.

La direction éprouve des difficultés à normaliser autant qu'elle le voudrait, bien que les exclusions aient commencé et qu'il faille s'attendre — comme dans la CGT — à une offensive plus vigoureuse après le Congrès (déjà 15 journalistes oppositionnels de *l'Humanité* ont été licenciés pour motifs prétendument économiques). Forte d'une légitimité chèrement acquise par un filtrage serré des congrès locaux, la direction va tenter, après le XXIVe Congrès, de resserrer les rangs, afin d'échapper à la pression conjointe du PS à l'extérieur et des oppositions à l'intérieur, oppositions qui se sont démultipliées dans la CGT à une échelle jamais vue jusqu'alors.

Comment redresser la barre ? Quel est le meilleur atout pour la direction du Parti ? Pour Philippe Herzog, membre du Bureau politique, « *ce n'est pas dans la surenchère et l'isolement que nous gagnerions. Pour faire gagner les idées nouvelles, il faut être constructif* (27) ». Ce n'est pas là le ton des dernières déclarations de la direction de la CGT, qui mettent l'accent sur l'insuffisance des changements intervenus dans les conditions de vie et de travail : la centrale syndicale — au-delà d'une certaine répartition des rôles — est soucieuse, face à la politique économique et sociale du gouvernement, de ne pas en supporter les conséquences. C'est sur ces questions qu'une rupture gouvernementale pourrait plus vraisemblablement se produire. Tant que le calme social règne, le PC peut espérer retrouver une certaine audience grâce à ses positins dans l'appareil d'Etat. Des concessions trop grandes à la bourgeoisie, provoquant le développement de luttes ouvrières importantes et mettant en cause le gouvernement, pourraient amener le PC à rompre la coalition gouvernementale pour être plus à même de canaliser le mécontentement tout en laissant le PS heurter seul, de front, la mobilisation ouvrière.

Les événements de Pologne ont considérablement aggravé les difficultés du PC. Mais, pour que l'étau se resserre encore, que la crise s'accentue, il faut un changement dans la situation sociale. C'est le développement des luttes ouvrières qui permettra qu'un pas en avant soit franchi et que se développe parmi les travailleurs, membres ou sympathisants du PCF, une compréhension qui conjugue les leçons de Mai 68, de mars 1978 et de la Pologne. Un pas en avant décisif serait alors franchi dans la construction du parti révolutionnaire. ■

Jeannette HABEL
Paris, le 29 janvier 1981.

---

21. Une enquête électorale menée par le Service central de documentation du PCF situerait le niveau électoral du Parti entre 10 et 11 %, selon *le Canard enchaîné*, 13 janvier 1982.

22. *Le Monde*, 22 décembre 1981.

23. Jacques Arnault, dans *l'Humanité* du 6 janvier 1982, demande un compte-rendu de mandat de la direction et propose de ne pas retenir la candidature de Georges Marchais au poste de secrétaire général ...

24. G. Enaud, Nantes, *l'Humanité*, 19 janvier 1982.

25. Qualificatif donné au courant du PC catalan qui s'est opposé à Santiago Carrillo.

26. G. Godbert, *l'Humanité*, 6 janvier 1982.

27. *Révolution*, hebdomadaire du PCF, 15 novembre 1981.

La montée interrompue du Mouvement démocratique

Greg BENTON

Vers la fin de l'année 1978, un mouvement dissident original a fait son apparition dans les principales villes de Chine sous le mot d'ordre de démocratie. Pendant plusieurs mois, ce mouvement a bénéficié de la protection de toute une série de dirigeants du parti prônant une certaine libéralisation, ainsi que du ferme encouragement de certains intellectuels connus et de personnalités marquantes tant sur le plan culturel que dans la presse, les universités et les académies. C'est ainsi que le mouvement est parvenu à gagner du terrain et à élargir son influence. Mais avec le recul, il apparaît clairement — au moins pour les dirigeants qui gravitent autour de Deng Xiaoping — que ce mouvement a été utilisé d'emblée comme une masse de manœuvre qui, une fois rempli son rôle dans la liquidation de la vieille garde maoïste et la mise en œuvre du programme de modernisation, devait disparaître, à l'image de ceux qui l'avaient précédé.

Voilà maintenant trois ans que les premiers cris de cette révolte de la jeunesse ont retenti dans les rues de Pékin et que les premiers journaux non officiels sont sortis tant bien que mal de vieux polycopieurs rafistolés. Au cours de ces trois années, le mouvement a subi des coups répétés, qui ont touché d'abord sa direction pour ensuite s'attaquer à sa base. Début 1979, quelques-uns de ses dirigeants et organisateurs les plus éminents ont disparu dans des camps et des prisons où la plupart croupissent encore — meurtris mais refusant de s'incliner. Tout au long de 1979 et de 1980, les arrestations se sont succédées jusqu'en avril 1981, date à laquelle tous les principaux dirigeants du mouvement non officiel et une bonne partie de sa base ont finalement été arrêtés lors d'une rafle d'ampleur nationale.

Il y a cependant de bonnes raisons de penser que, tôt où tard, ce mouvement fera de nouveau surface. La trahison de Deng Xiaoping aura sans doute, avec le temps, enseigné qu'il est beaucoup plus sage de s'implanter profondément dans la société telle qu'elle est que de compter sur l'appui de l'une ou l'autre fraction au sommet du Parti communiste chinois (PCC). Ce qui fonde cet optimisme, c'est que ces hommes et ces femmes du Mouvement démocratique ont une longue expérience de la répression politique, une expérience qui remonte au temps où ils étaient gardes rouges pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP) de Mao Dzedong. C'est cette expérience-là qui leur permettra sans aucun doute de surmonter cette nouvelle vague de répression.

Une autre raison est que le mouvement s'est rapidement différencié au cours de son développement, faisant apparaître une aile marxiste et une aile libérale, toutes deux armées d'une critique de la société chinoise contemporaine, tout à la fois puissante et clairement énoncée. Cette différenciation a largement contribué à renforcer l'appareil critique des dissidents et à surmonter pour une bonne part leur éclectisme politique et intellectuel de la période antérieure, sans pour autant mettre en cause leur sens de la solidarité, comme le démontre le témoignage de prison de Liu Quing.

Enfin, bien que le coup de filet des autorités ait été très large, des informations sorties clandestinement de Chine indiquent que ce sont surtout les cadres dirigeants et intermédiaires qui ont été atteints et qu'une bonne partie de la base a, malgré tout, été épargnée. C'est donc sans trop de surprise que l'on a appris au cours de l'été 1981 que la revue *Zeren* (le Devoir), l'organe national de l'Alliance nationale des revues non officielles, continuait à paraître clandestinement, même après l'écrasement du mouvement en avril 1981.

Le Mouvement démocratique chinois possède un cadre de référence intellectuel très varié allant de Jésus-Christ au dadaïsme en passant par *l'Esprit des lois* de Montesquieu, Trotsky, Tito et les écrits humanistes du jeune Marx. Wei Jingsheng, premier martyr éminent du mouvement, soutenait avec force l'idée selon laquelle la libre entreprise serait le seul système économique compatible avec la démocratie politique. Wang Xizhe, dissident de vieille date, dont le journal mural rédigé avec trois autres militants en 1974 constitue en quelque sorte le point de départ du mouvement non officiel en Chine, a cherché dans les classiques du marxisme les éléments d'une critique originale de la bureaucratie. Les autres courants balaient tout l'éventail entre ces deux pôles.

Deux facteurs principaux font que la Révolution culturelle de 1966-1968 a joué un rôle clé dans l'émergence du courant démocratique sur la scène politique chinoise à la fin des années 1970. D'abord, elle a plongé la Chine dans un climat de terreur tel que toutes les classes sociales en ont été traumatisées, l'élite politique la première. Une partie de celle-ci a commencé alors à mettre en question son soutien aux méthodes dictatoriales. Ensuite, elle a donné naissance aux gardes rouges qui ont parcouru la Chine de long en large pendant toute une période, et développé ainsi un goût prononcé pour l'indépendance politique.

Dans cette élite désormais sans illusions, on trouve un certain nombre de dirigeants politiques de haut rang, de directeurs d'entreprises, d'intellectuels, de cadres du parti et d'autres membres des sphères officielles victimes de persécutions pendant ces années chaotiques de la Révolution culturelle, au cours desquelles la chasse aux « ennemis de classe » était devenue de plus en plus frénétique et les normes de comportement politique s'étaient effondrées presque totalement. Tout au long de la deuxième moitié des années 1970, ces personnes sont revenues une à une à leurs postes au fil du lent processus de recontruction d'une administration qui avait été brisée. Bon nombre d'entre elles n'avaient pas grand chose à voir avec les « vendus » et les « vauriens » que leurs critiques maoïstes les accusaient d'être. Nombreux étaient ceux qui avaient lutté pour la révolution dans les années 1930 et 1940 et certains avaient même combattu avec ténacité — mais en restant dans l'ombre — les excès de Mao Dzedong au cours des années 1950 et 1960, souvent au risque de lourdes conséquences pour eux-mêmes et leurs familles.

Heureusement pour la Chine, Mao Dzedong n'était pas Josef Staline et, bien qu'il n'ait montré que peu de scrupules à « purger » ses adversaires, il n'allait généralement pas jusqu'à les tuer, en vertu du principe selon lequel « les morts ne sont pas réformables ». C'est ainsi qu'une bonne partie de ceux qui sont revenus au pouvoir, après sa mort en 1976, n'étaient pas des bureaucrates carriéristes comme ce fut le cas en Union soviétique après la mort de Staline. Il s'agissait au contraire, pour une bonne part, de gens expérimentés, capables d'une réflexion indépendante et dont certains restaient de vieux révolutionnaires incorruptibles. Il ne faut naturellement pas s'imaginer que ces « revenants » allaient mettre en cause les fondements mêmes de leur propre pouvoir, mais certains d'entre eux étaient prêts à tolérer une nouvelle approche des rapports entre la démocratie et le socialisme.

Pendant un certain temps, toutes ces remises en question ont même eu droit de cité dans les principales revues théoriques

chinoises officielles. Ce sont des « revenants » comme Lu Guangyan, auteur d'un essai remarqué sur le mode de vie socialiste, qui ont exercé les pressions les plus insistantes en faveur d'une démocratisation, limitée bien sûr, de la vie politique chinoise, et d'un renforcement des droits reconnus et des garanties juridiques.

Les quelques centaines de militants du mouvement non officiel, qui est le deuxième fil — et le plus robuste — du tissus démocratique chinois, auraient pu être éliminés beaucoup plus tôt s'ils n'avaient pas été en relation avec les centaines de milliers d'individus qui, à des degrés divers, représentaient le Mouvement démocratique dans les milieux officiels et qui remettaient en question de fond en comble les méthodes et le système de valeurs maoïstes. Ces militants « officieux » sont entrés pour la première fois sur la scène politique en tant qu'instruments de Mao Dzedong au cours de la lutte fractionnelle de 1966-1967, mais ils ont eu tôt fait de déborder le cadre que leur avait imposé le groupe de Mao.

Il est donc nécessaire, si l'on veut analyser la Révolution culturelle, de savoir faire de manière précise la distinction entre les poussées anti-bureaucratiques égalitaires qui en motivaient les militants et les efforts des dirigeants du parti qui se sont efforcés de manipuler les choses par en haut. Il est vrai que la plupart des gardes rouges se sont enlisés, sur instruction des groupes en présence au niveau de la direction du parti, dans une lutte pour le pouvoir sans cesse plus violente, qui a rapidement jeté par dessus bord tout principe politique. Néanmoins, une minorité est parvenue à résister aux interventions des dirigeants du parti et a développé des positions politiques indépendantes.

Après 1967, la nouvelle équipe dirigeante regroupée autour de Mao Dzedong, ayant finalement réussi à évincer une bonne partie de ses adversaires au sein du parti-Etat, s'est attelée à l'élimination de ces « petits généraux » qui étaient devenus bien encombrants, et à la consolidation de ses positions dans le pays. Il lui manquait cependant une base de masse large et stable, tant au sein de la société dans son ensemble que dans le parti, et il lui a donc fallu avoir recours à des méthodes toujours plus dictatoriales pour conserver le pouvoir.

Les gardes rouges — trahis — ont réagi à cette situation de diverses manières. Certains se sont alors retranchés dans le cynisme, l'apathie ou la défense acharnée de leur intérêt individuel. D'autres ont sombré dans le romantisme mélancolique dont un des exemples les plus frappants est sans doute la nouvelle vague littéraire dite « littérature des meurtris » où apparaissent de façon répétitive les thèmes de la tragédie, de la trahison et du sacrifice. Une minorité s'en est cependant tenue à la critique politique de la bureaucratie déjà entamée au cours de la Révolution culturelle.

Pour ces derniers, comme le montrent les essais de Wang Xizhe, Yi Ming et d'autres, l'expérience de la Révolution culturelle n'a pas été aussi négative que cela, loin de là. S'ils en avaient la possibilité, ils prendraient certainement leurs distances d'avec certaines des critiques les plus extrêmes couramment formulée à l'Ouest contre la Révolution culturelle. Cette dernière leur a enseigné la valeur des liens pour échanger les expériences révolutionnaires. C'est là une expérience dont ils tirent actuellement le plus grand profit. Ils ont aussi appris à rédiger, à corriger et à imprimer. Mais, avant tout, ils ont appris qu'« on a raison de se révolter », malgré les premières tentatives des dirigeants maoïstes de manipuler leur rébellion, pour l'utiliser à leurs fins. La décision prise d'ordonner leur écrasement quand ils ont commencé à échapper trop radicalement au scénario du théâtre qui avait été préparé pour eux, constitue une leçon qui ne sera pas oubliée de sitôt.

LES DISSIDENTS EN CHINE : UNE ESQUISSE

Le Mouvement démocratique chinois est essentiellement composé de travailleurs manuels et de techniciens du secteur d'Etat s'identifiant avant tout à la cause ouvrière et paysanne. Il est vrai que l'on trouve parmi eux des rejetons de membres influents de l'appareil du parti, d'officiers de l'armée, de scientifiques et de savants formés à l'étranger. Mais il faut surtout souligner que bon nombre d'entre eux travaillent en usine ou dans des ateliers. Il est assez courant en Chine que les personnages influents du régime cherchent à obtenir par relations des emplois dans l'industrie pour leurs enfants. Après tout, le travail en usine est un emploi convoité en Chine car il est socialement valorisant.

En outre, pour toute une génération dont la formation scolaire et académique a été interrompue à un moment crucial, c'est un débouché de loin préférable à l'autre voie qui consiste à se retrouver dans un village dans le cadre du *Xiafang*, le programme de « retour à la campagne ». De ce fait, le nombre de jeunes gens travaillant dans les centres industriels urbains du fait de leurs relations familiales et très informés des luttes politiques agitant les sphères dirigeantes, est proportionnellement plus élevé en Chine qu'en Union soviétique et en Europe de l'Est. C'est dans ces milieux que le Mouvement démocratique chinois a largement puisé ses cadres. C'est là un facteur très important pour comprendre la nature de la dissidence en Chine et les différences existant entre celle-ci et celle de l'Union soviétique, qui est essentiellement le fait d'intellectuels souvent haut placés. En Chine, même les dirigeants venant des milieux privilégiés prennent leurs distances d'avec leurs origines et portent des vêtements rapiécés, coupés dans du gros drap comme les paysans. En outre, ils rejettent tous avec véhémence cet élitisme qui est si courant chez leurs homologues soviétiques.

Les militants du Mouvement démocratique chinois ne se faisaient aucune illusion sur leur force au cours de l'hiver 1978-1979. Ils étaient parfaitement conscients qu'ils ne devaient leur liberté d'expression et d'organisation qu'à la mansuétude de certains dirigeants du parti. Il est vrai qu'un mouvement de masse — les manifestations de la place Tien An Men d'avril 1976 — avait constitué le facteur principal de l'effondrement rapide de la « Bande des Quatre » et que le Mouvement démocratique pouvait être considéré comme l'héritier direct de ces événements. Mais, début 1979, la frange sociale plus large du mouvement d'avril 1976 s'était déjà retirée d'une participation plus active à la vie politique et était prête à s'en remettre à la nouvelle direction de Deng Xiaoping.

Certains voyaient même en lui le produit direct et la garantie de la continuité de l'agitation politique de 1976. Malgré le fait que Deng Xiaoping se soit résolu sans grand enthousiasme à ouvrir le parti à la critique en 1957 et que Mao n'ait pas eu grand mal à retourner les gardes rouges contre lui et Liu Shaoqi en les présentant comme les symboles de la corruption bureaucratique en 1966, Deng Xiaoping avait été à la fois un des principaux oppo-

En août 1980, malgré la démaoïsation, le portrait du président Mao est toujours accroché sur la place Tien An Men. (DR)

sants et une des principales victimes de la Révolution culturelle. On espérait que cette période traumatisante lui aurait permis d'acquérir une vision plus sereine des choses. D'autres enfin lui ont apporté leur soutien par lassitude, parce que l'alternative possible leur paraissait plus dangereuse encore ou parce qu'ils avaient peur de trop secouer le navire en plein virement de bord, face à toutes sortes de périls, dont les incertitudes économiques n'étaient pas les moindres. Le Mouvement démocratique se trouvait donc à ce moment-là au creux de la vague et il n'était plus question que de faire au mieux en attendant sa réactivation.

Mais une partie des militants les plus audacieux du Mouvement n'ont pas pu se contenter de ronger leur frein en attendant des temps meilleurs, avec l'espoir que leur discrétion leur permettrait de continuer à être tolérés. Ils ont essayé au contraire de rompre leur isolement et de démasquer inlassablement la distance qui existait entre les promesses de Deng Xiaoping et sa pratique.

En 1979, certains secteurs du Mouvement se sont efforcés de tisser des liens avec des secteurs sociaux plus larges, surtout avec les jeunes qui revenaient des *Xiafang* et les signataires des *Shangfang* (revendications). Les conditions d'existence des millions de jeunes qui avaient été envoyés dans les campagnes (*Xiafang*), avant et après la Révolution culturelle, étaient souvent extrêmement rudes et bon nombre d'entre eux estimaient que les procédures de sélection appliquées pour le retour dans les villages avaient été arbitraires et discriminatoires. Après la chute de la « Bande des Quatre », le gouvernement avait pris des mesures pour améliorer le sort des jeunes des *Xiafang*, et permis à beaucoup de rentrer chez eux. Cela a provoqué un mouvement massif de reflux de ces jeunes vers les grandes villes (on en trouve la description dans un article de Chen Ding sur le Xinjiang) d'où ils demandèrent à être rapatriés dans leurs foyers.

Ces jeunes des *Xiafang* furent rejoints par des foules de paysans convergeant sur les grandes villes pour exiger la réparation des exactions commises par les fonctionnaires en exercice pendant le régime de Mao. Ces deux groupes pris ensemble ont été appelés le Mouvement des *Shangfang*, c'est-à-dire des revendications. Ils ont manifesté dans de nombreuses villes et il y a eu des émeutes. D'après un journal mural de Pékin signé Zhang Xifeng, ouvrier agricole de Xhanxi, 10 000 de ces réfugiés ont vécu à un moment donné dans la capitale, dormant sur les trottoirs, à la belle étoile, et assurant leur subsistance par la mendicité, le vol et la prostitution. D'après Zhang Xifeng, ces gens ont été soumis à toutes sortes de brimades, aux coups et parfois aux mesures d'internement des autorités. Ces dernières n'étaient d'ailleurs pas en mesure de satisfaire rapidement les doléances des *Shangfang*, quand bien même elles l'auraient voulu. Non seulement ces doléances étaient trop nombreuses mais, de plus, elles avaient leur origine à l'échelon local, que les nouvelles directives « libérales » avaient rarement atteint. Les masses des *Shangfang*, largement inorganisées et dépourvues de moyens d'expression, constituaient un secteur d'intervention idéal pour le prosélytisme d'un Mouvement démocratique clairvoyant, mais numériquement faible. Lorsque les paysans inscrivaient leurs doléances sur le Mur de la Démocratie de Pékin, les dissidents démultipliaient leur audience en les reproduisant dans leur presse. Certains militants ont même organisé et dirigé des manifestations de paysans pauvres et d'autres personnes lésées devant les locaux gouvernementaux à Zhongnanhai.

Dans la Chine de l'après-Mao, les personnes ayant souffert d'une injustice sont plusieurs millions. Si le Mouvement démocratique était parvenu à donner corps et direction ne serait-ce qu'à une petite partie d'entre eux, il aurait pu devenir une force nouvelle et turbulente dans le jeu politique chinois, capable de briser la marge étroite que les dirigeants du parti essayaient d'imposer à leur libéralisation. Mais les dirigeants du parti se sont rendus compte du danger et ont déclenché une sévère répression contre les oppositionnels. L'exemple le plus célèbre reste celui de la militante Fu Yueha, qui avait précisément tenté d'établir ce type de lien.

Les deux autres groupes qui ont joué un rôle important dans les récents mouvements de protestation et de dissidence en Chine ont été les étudiants et les non-conformistes sur le plan culturel.

Les étudiants ont constitué la force de frappe de la Révolution culturelle, mais ils n'ont joué pratiquement aucun rôle politique indépendant dans la décennie qui a suivi 1968. Au début des années 1970, les étudiants recevaient une éducation conforme aux normes et critères du groupe maoïste. De ce fait, après 1976, ils se sont retrouvés mal adaptés à la poursuite des objectifs des nouveaux dirigeants pragmatiques qui ont mis l'accent sur l'importance des sciences et de la technologie. Il n'est pas surprenant qu'ils n'aient fait preuve que de peu d'enthousiasme pour le programme du nouveau gouvernement, bien qu'on ne puisse déceler que peu d'indices d'une quelconque résistance au changement après la mort de Mao. En ce qui concerne les générations d'étudiants recrutés depuis 1976, on peut penser que la plupart d'entre eux se sont identifiés complètement aux objectifs des nouveaux dirigeants car ils y tenaient un rôle de premier plan. On peut donc comprendre que les étudiants n'aient pas tellement pris part — au début — aux luttes qui ont marqué la montée du Mouvement démocratique. Mais, vers la fin 1979, le calme des campus a été rompu et a fait place aux grèves et aux manifestations militantes protestant contre diverses injustices. Ce mouvement a parfois pris une tournure ouvertement politique. Les élections de 1980, qui se sont déroulées à l'Université de Pékin, laissent apparaître un scepticisme salutaire à l'égard des autorités en place et un engagement très large en faveur des réformes sociales.

Les poètes, les peintres, les écrivains et les sculpteurs dissidents (comme le groupe de Xingxing rencontré par Julien Blaine à Pékin) sont indissociables du mouvement politique non officiel. Les journaux non officiels publiaient régulièrement leurs poèmes et leurs nouvelles et faisaient de la publicité pour leurs expositions. Lorsque Wei Jingsheng fut emprisonné en octobre 1979, plusieurs centaines de poètes se sont rassemblés dans un lieu public pour lui exprimer leur soutien. Cette articulation solide entre la dissidence politique et culturelle est naturelle dans un système où l'art et la littérature sont étroitement contrôlés politiquement. Malgré le récent durcissement officiel à l'égard de l'art non officiel et le rétablissement d'une sévère censure politique, de nombreux dirigeants approuvent ouvertement — dans le domaine de la culture — l'expérimentation de formes littéraires et artistiques nouvelles et ils font de leur mieux pour l'encourager et la protéger.

De temps à autres, des appels à la libéralisation des relations sexuelles ont figuré sur le Mur de la Démocratie. Par le passé, les gouvernements de la République populaire de Chine ont suivi une ligne de répression sévère de la sexualité sous le prétexte que la liberté sexuelle signifierait pour la Chine, en pratique, une plus grande exploitation de la femme. Il n'est donc pas surprenant que le thème de la liberté sexuelle soit apparu lors de la récente vague de libéralisation. Les femmes chinoises ont, elles aussi, fait les premiers petits pas vers la constitution d'organisations indépendantes, comme c'est aussi le cas en Union soviétique depuis quelques années. Au cours de la Révolution culturelle, on a dit aux femmes qu'elles « soutenaient la moitié du ciel » et elles ont été encouragées à améliorer leur position dans la société. Mais, actuellement, les notions répressives de féminité traditionnelle sont remises à l'honneur, et la progression rapide du chômage dans les zones urbaines affectera sans aucun doute en premier les femmes, en Chine comme ailleurs. Entre-temps, les femmes chinoises demeurent toujours scandaleusement sous-représentées à tous les niveaux de la vie politique, surtout dans les sommets dirigeants. A présent, comme ce qui se passe en Occident est avidement suivi par les jeunes dans les grandes villes de Chine, il ne faudra sans doute pas attendre longtemps avant que l'une ou l'autre forme du féminisme n'apparaisse.

LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT

L'objectif stratégique poursuivi par la direction qui a succédé à Mao est de créer les conditions — politiques, culturelles, sociales et économiques — pour parvenir à moderniser la Chine avant la fin du siècle. Pour Deng Xiaoping, cela signifie un « dégraissage » de l'administration, afin de donner plus de poids aux gestionnaires et aux technocrates et se débarras-

ser du boulet que représenteraient les anciens critères de classe, perçus aujourd'hui comme des sources inutiles de tensions sociales et des contraintes artificielles sur l'éclosion des talents. Depuis le retour de Deng Xiaoping au pouvoir, des centaines de millier de fonctionnaires ont retrouvé leur place à tous les niveaux de l'édifice parti-Etat, et un grand nombre d'intellectuels, écrivains, enseignants et artistes qui avaient été purgés, ont été réhabilités, certains à titre posthume. Les dossiers de millions de citoyens dénoncés ou persécutés au cours des trentes dernières années sont en révision, et l'étiquette d'« ennemi de classe » a été supprimée pour tout le monde, sauf pour quelques propriétaires terriens, capitalistes et paysans riches franchement réfractaires. Bon nombre des « droitiers » réhabilités sont des savants et des intellectuels dont les qualités et le savoir peuvent à nouveau être mobilisés pour le bien de la Chine. En ce qui concerne le système juridique, de nouvelles procédures ont été mises en place pour remplacer les méthodes en vigueur sous le régime de la « Bande des Quatre » et qui avaient causé une insatisfaction généralisée.

Mais le nouveau gouvernement a rapidement tracé les limites que cette libéralisation ne devait pas dépasser. Si une certaine dose de démocratie est indispensable pour émanciper les esprits, et donc promouvoir le progrès scientifique, cette démocratie ne doit en aucun cas aller jusqu'à remettre en cause le monopole du pouvoir détenu par le parti. S'il est vrai que certaines garanties juridiques sont nécessaires pour protéger les citoyens contre l'arbitraire du pouvoir officiel, l'instance judiciaire n'en doit pas moins s'incliner devant les impératifs des autorités politiques. Il faut dire que les dirigeants actuels ont une situation qu'ils ont eu du mal à obtenir et des intérêts matériels à défendre. Cela se combine à une faible expérience des tâches de gestion démocratique, même au cours de la révolution. Ainsi, lorsqu'ils se sont aperçus que le Mouvement démocratique prenait trop d'importance, ils ont pris les mesures nécessaires pour d'abord infléchir sa trajectoire, et ensuite l'écraser.

Mais, pour un temps au moins, l'agitation qui a existé autour du Mur de la Démocratie a été d'une grande utilité pour Deng Xiaoping et ses partisans au sein d'un gouvernement dont le programme devait encore vaincre l'opposition maoïste qui avait survécu à la chute de la « Bande des Quatre » et celle des centristes regroupés autour de Hua Guofeng. Deng Xiaoping, qui avait été tenu à l'écart pendant toute la période de la Révolution culturelle, pouvait difficilement porter la responsabilité des crises qu'elle avait entraînées et il a pu bénéficier pour un temps d'un grand prestige auprès des simples citoyens. Il restait peut-être le seul dirigeant qui, comme Mao, pouvait prendre le risque de faire descendre les masses dans la rue pour peser sur les décisions du Bureau politique. Il était à même de contraindre ses adversaires au sein de la direction à se soumettre, en agitant le spectre du mécontentement populaire déferlant dans les rues. Ses adversaires étaient d'ailleurs trop compromis par leur passé maoïste pour se sentir à l'aise devant la menace de meetings de protestation et d'appels à la défense des droits de l'homme, aux réformes démocratiques et à faire rendre des comptes aux responsables de la « Décade des catastrophes ». C'est ainsi qu'il est finalement parvenu à sortir vainqueur des débats sur la politique à suivre. Entre-temps, le Mouvement démocratique, dont il avait au départ encouragé le développement, menaçait d'échapper à tout contrôle. Certains de ses secteurs poussaient la critique de Mao à des niveaux inacceptables, soulevant des questions touchant à l'ensemble des mécanismes de contrôle du parti en Chine. Parallèlement, des désordres éclataient dans les rues de la capitale au moment même où les généraux chinois étaient engagés dans une difficile guerre contre le Vietnam.

Un million de personnes sur la place Tien An Men au lendemain de l'élection de Hua Guofeng à la tête du Parti en 1978. (DR)

Le 16 mars 1979, Deng Xiaoping prononça un discours imposant des limites plus étroites à l'agitation politique qui était en train de se développer dans les villes chinoises. Lorsque Wei Singsheng et les autres se sont mis à protester, ils ont été arrêtés par la police et Wei Singsheng a écopé par la suite de quinze ans de prison. En novembre 1979, de nouvelles arrestations ont été effectuées au Mur de la Démocratie et, peu après, le Mur fut transféré de Xidan dans un lieu moins central, puis il fut tout simplement supprimé. En février 1980, les « Quatre Grandes Libertés » — dont celle d'afficher des journaux muraux — ont été éliminées de la Constitution et il s'ensuivit l'interdiction de diffuser publiquement des journaux non officiels.

Ces mesures ont porté un coup sévère au Mouvement démocratique. La plupart des journaux non officiels ont cessé de paraître (certains ont continué à être envoyés par la poste, contournant ainsi l'interdiction de vente publique). Les liens qui existaient entre les groupes dans les différentes parties de la Chine étant fragiles, il a été très difficile de mettre sur pied une riposte coordonnée à la vague répressive. Cela ne signifie pas que localement il n'y a pas eu de mouvement de protestation. Mu Changing, un des dirigeants de l'Association des sans-noms, s'est suicidé en signe de protestation contre le discours de Deng Xiaoping annonçant la répression. Il a donné ainsi au Mouvement son premier martyr. A Guangzhou, Wang Xizhe et ses amis ont jeté le trouble au beau milieu d'une réunion publique des Jeunesses communistes en prenant la parole pour critiquer la suppression des « Quatre Grandes Libertés ». Il s'est agi là d'actes d'héroïsme individuels qui ont donné au Mouvement une certaine grandeur morale. Ce dont le Mouvement a eu besoin après ces épisodes, cela a été d'une forme plus anonyme d'héroïsme, au plan collectif, de l'organisation même. Il y est presque parvenu. En janvier 1980, trois journaux non officiels de Guangzhou ont lancé le premier appel national pour la liberté de presse, d'autres appels ont bientôt suivi à travers tout le pays. En mai 1980, les différents groupes ont publié une protestation commune contre l'arrestation de Liu Quing et, le 29 août 1980, des dissidents de Guangzhou, Wuhan, Changsa et Shaoguan se sont réunis pour discuter de la mise sur pied d'un Comité pour la défense de Liu Quing. Deux jours plus tard, He Qiu et trois personnes qui avaient participé à cette initiative ont été arrêtés et retenus dans les locaux de la police pendant plusieurs jours. Mais, en dépit des pressions ainsi exercées par les autorités, les actions visant à une plus grande coordination se sont succédées et, un mois plus tard, 21 groupes non officiels fondaient une Alliance nationale des revues non officielles et nommaient He Qiu rédacteur en chef de la revue nationale non officielle *Zeren* (le Devoir). La naissance de cette nouvelle alliance — qui continue à agir cladestinement en Chine sans que l'on puisse se faire une idée précise de sa force réelle — a constitué un succès important qui aurait pu — avec le temps — renforcer le mouvement en le dotant d'un moyen d'expression pratique de solidarité débordant les limites des provinces et accélé-

rant la circulation des informations et des idées.

En même temps, le Mouvement a pris des mesures pour renforcer ses liens avec l'extérieur. Dans certaines régions — défi cinglant au « parti du prolétariat » —, ses groupes de base ont commencé à établir des liens avec des groupes d'ouvriers d'usine déçus par la tournure des événements. Il est vrai que les dissidents chinois étaient souvent eux-mêmes des ouvriers, mais peu d'ouvriers d'usine avaient jusqu'alors été jusqu'à s'identifier à leurs positions malgré une sympathie le plus souvent passive à leur égard. Ici et là, le Mouvement a commencé à rompre son isolement et à se trouver de nouveaux alliés hors de la fragile élite. A Shanghai, Fu Shenqi, rédacteur en chef de *la Voix du Peuple* s'est présenté aux élections dans une usine de mécanique après que le gouvernement ait imprudemment annoncé — et pour peu de temps — que l'approbation du parti n'était plus requise pour la désignation des candidats. Fu Shenqi a gagné ces élections d'entreprise au premier tour, en dépit des fortes pressions exercées par le parti pour que les ouvriers élisent les deux candidats officiels. A Changsa aussi, un étudiant dissident, marié à une Américaine, a collecté une forte somme d'argent dans les entreprises pour financer sa campagne électorale envers et contre toutes les pressions exercées par les milieux officiels. A Wuhan, l'opposition est même parvenue à prendre la tête d'un mouvement de grève. A Pékin, Xu Wenli, rédacteur en chef du *Forum du 5 Avril* a écrit une lettre ouverte à Lech Walesa, le citant comme brillant exemple pour les classes ouvrières des pays socialistes et du monde entier. Même dans les immenses zones rurales, l'aiguillon de l'agitation démocratique a commencé à se faire sentir.

Il serait ridicule d'exagérer la signification des victoires remportées par le Mouvement démocratique dans les rangs ouvriers. Mais la possibilité de se lier à un grand nombre d'entre eux existait sans l'ombre d'un doute et, dans cette éventualité, le rôle du Mouvement dans la vie politique chinoise se serait renforcé d'une manière considérable, rendant toute tentative de répression gouvernementale beaucoup plus difficile le moment venu. La Chine est un pays désespérément pauvre et la politique de Deng Xiaoping tend pratiquement a accroître fortement les écarts et les inégalités en son sein. Ce sont là des ingrédients de choix pour le développement de tensions sociales aiguës. Le Mouvement démocratique, qui a hérité du maoïsme une aversion radicale pour les privilèges et les inégalités, aurait occupé une place stratégique pour intervenir dans les conflits sociaux dans les usines et les entreprises agricoles, et gagner à son programme politique une base beaucoup plus large. Mais cette possibilité n'a pas échappé à l'attention des dirigeants du parti ...

Fin 1980 a commencé à Pékin le procès de la « Bande des Quatre » (avec à sa tête la veuve de Mao, Jiang Qing) et la clique de Lin Biao écrasée en 1971, accusée d'avoir tenté de renverser Mao. Jiang Qing et son co-accusé Zhang Chungiao ont été condamnés à mort avec sursis pour avoir « persécuté les dirigeants communistes et tenté de subvertir la nation ». Les autres accusés ont tous été condamnés à de lourdes peines de prison. Bien qu'il ne soit pas facile d'établir d'emblée un lien entre ce procès et la vague de répression qui s'est abattue par la suite sur le Mouvement démocratique, ce lien a néanmoins existé et il est important de ne pas le négliger.

En premier lieu, la tenue de ce procès maintes fois reporté a marqué la conclusion de la lutte pour le pouvoir et une stabilisation temporaire de la direction. Cela a eu des conséquences importantes pour le Mouvement démocratique. Tant que des clivages ont continué à exister dans les sphères dirigeantes, le Mouvement bénéficiait d'un certain espace lui permettant de fonctionner. Mais, dès que la fraction dominante est parvenue — pour combien de temps ? — à imposer sa volonté aux secteurs réfractaires de la vieille garde maoïste et à surmonter les derniers obstacles à une critique (limitée) de Mao, cet espace a disparu.

Ensuite, ce procès a annoncé le retour définitif et délibéré à la « justice de classe » et ouvert la voie à la prise de mesures en dehors de toute légalité contre les éléments politiquement déviants. Officiellement, ce procès a été qualifié de principal symbole du retour à la « légalité socialiste » sous Deng Xiaoping ; et, si on le compare avec les simulacres de procès sous Staline et la manière sans cesse plus violente avec laquelle les luttes de fractions étaient résolues vers la fin du règne de Mao, il ne fait pas de doute qu'il s'agit-là d'un pas dans la bonne direction. Mais, si l'on applique à ce procès les critères les plus élémentaires de rigueur juridique, il apparaît clairement qu'il n'a été qu'une détestable parodie de justice.

Quels qu'aient pu être les crimes de Jiang Qing, elle n'a rien fait que ses accusateurs n'aient fait eux-mêmes dans la lutte pour le pouvoir. En ce sens, son seul véribable tort a été d'être vaincue. De toute manière, il est clair que le verdict final avait été décidé avant même que ne commence le procès et ce dernier a même été largement censuré et entouré d'une campagne de vociférations sordides, d'attaques sexistes, de calomnies et de rumeurs. La seule différence existant entre les accusés et les procureurs tenait à la couleur de leurs tuniques. Les avocats de la défense se sont contentés de fonder toutes leurs plaidoiries sur les dossiers de l'accusation. Ils n'ont pas une seule fois fait d'objection aux questions de l'accusation et n'ont même pas demandé à interroger les témoins à charge. Ils n'ont enfin présenté aucun témoin à décharge. Tout cela a été rapporté dans le récit de Ma Rongqie, l'avocate de la défense de Jiang Qing, dans l'*International Herald Tribune* du 8 janvier 1982.

Peu après la condamnation de Jiang Qing, l'organisation Amnesty International a exprimé son inquiétude quant à la procédure appliquée lors du procès des dix anciens dirigeants, y décelant le danger que cette même procédure n'ait un effet négatif sur d'autres procès politiques se déroulant en Chine. L'inquiétude d'Amnesty International n'a soulevé que peu d'écho dans le monde politique, tant à droite (où l'on faisait bloc avec Deng Xiaoping pour attaquer les Russes) qu'à gauche (où l'on se préoccupait fort peu du sort de Jiang Qing). Malheureusement, Amnesty International, dont l'expérience en la matière est considérable, ne s'était pas trompé. Avant le procès de Jiang Qing, l'idée était fort répandue en Chine que Deng Xiaoping voulait en faire l'exemple que les tribunaux frappaient « aussi bien les tigres que les mouches », afin de convaincre les Chinois qui restaient encore sceptiques. Mais, lorsque les tigres séditieux sont envoyés au cachot après n'avoir bénéficié que d'un simulacre de procès, doit-on s'étonner si les mouches subissent un sort semblable sans même cette farce de procès ?

C'est ainsi qu'à partir du 10 avril 1981, 25 dirigeants de l'opposition et un nombre jamais révélé de ses membres ont été arrêtés lors d'une rafle policière d'envergure nationale contre le Mouvement démocratique. Pour autant que l'on sache, ces arrestations n'ont pas été suivies de procès publics et aucun chef d'inculpation n'a été officiellement retenu contre ces personnes. Au même moment, la police procédait à l'interrogatoire de nombreux militants qui n'avaient pas encore été arrêtés, perquisitionnait leurs domiciles et y saisissait livres, papiers et matériel d'impression.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

Doit-on conclure de tout cela que le Mouvement démocratique en Chine est fini et bien fini ? Connaîtra-t-il le même sort que la campagne des Cent Fleurs de 1957 qui a sombré presque sans laisser de traces, sous les coups redoublés de l'intolérance du parti ? Une comparaison avec les mouvements non officiels passés est utile si l'on veut comprendre les points forts et les faiblesses des dissidents chinois d'aujourd'hui. La trajectoire des mouvements critiques passés — les principaux étant ceux de 1942, de 1957 et de 1966-1968 — était prévisible jusque dans ses conséquences tragiques : d'abord les dirigeants du parti poussent le peuple à s'exprimer ; tôt ou tard, les critiques dépassent les limites imposées ; ensuite, les dirigeants du parti réaffirment leur contrôle sur la situation en réprimant les éléments critiques ; enfin, les thèmes de la critique retombent dans l'oubli jusqu'au prochain épisode contrôlé de critique et de remise en cause.

C'est en tout cas ce qui s'est passé régulièrement jusqu'à la Révolution culturelle. Mais c'est justement là que l'on peut situer la première différence entre les formes passées et actuelles de dissidence. Car, alors que les tours de vis de la direction en 1942 et 1957 ont marqué pratiquement un coup d'arrêt définitif à ces mouvements, obligeant la génération

suivante à tout reprendre à zéro, les effets d'un séisme politique de l'ampleur de la Révolution culturelle ne peuvent pas être effacés totalement du fait du simple souhait d'un quelconque bureaucrate. La Révolution culturelle a été un mouvement de masse d'une ampleur sans précédent et il faudra un certain temps avant que ses derniers soubresauts cessent de secouer la société chinoise. C'est ainsi que le Mouvement démocratique n'est pas sorti du néant mais au contraire armé d'une solide expérience théorique et pratique.

En ce qui concerne la campagne des Cent Fleurs de 1957, on peut tracer de nombreux parallèles entre elle et le Mouvement démocratique. Ces parallèles sont y compris officiellement reconnus. La répression des Cent Fleurs a été largement décrite dans la presse chinoise comme marquant le début de la tendance « gauche » et des troubles politiques en Chine. Les victimes de la répression de 1957 ont non seulement été réhabilitées par dizaines de milliers mais, en outre, elles répètent aujourd'hui beaucoup de ce qu'elles affirmaient avant leur arrestation voilà plus de 25 ans. Mais les différences sont encore plus marquantes. En 1957, tous les secteurs du parti étaient unis derrière le dirigeant historique, Mao Dzedong. Le parti avait stabilisé son emprise et radicalement restructuré l'économie chinoise. Le Grand Bond en avant de Mao en 1959 a plongé l'économie de la Chine dans une crise profonde et détruit une bonne partie du soutien dont il avait bénéficié jusqu'alors dans les sphères dirigeantes du parti.

Aujourd'hui, les effets combinés du temps et des luttes répétées pour le pouvoir ont éliminé une bonne partie des vieux dirigeants, et l'économie et la société chinoises n'émergent qu'à grand peine d'une période de chaos et de revers. En 1957, Mao a lancé les Cent Fleurs délibérément, pour freiner le conservatisme bureaucratique dans le parti et prévenir une « crise à la hongroise ». Les forces sociales qu'il a mobilisées alors étaient les étudiants et les intellectuels plus âgés qui venaient de sortir du creuset de la « réforme de la pensée ». Par contre, le Mouvement démocratique s'est développé d'une manière largement indépendante sur une longue période d'agitation intellectuelle et d'expérimentation. Il est composé essentiellement de jeunes travailleurs s'étant trempés tout au long de dures années de privations et de luttes politiques. Il partage certaines des idées portées par les étudiants de 1957 mais, dans l'ensemble, ses programmes possèdent une plus grande profondeur théorique et une articulation plus solide que ceux de 1957.

Une comparaison avec la Révolution culturelle est aussi riche d'enseignements. En 1966, la direction du parti était profondément divisée. Les étudiants et la jeunesse, qui formaient la base de masse de la Révolution culturelle, étaient politiquement vierges et pouvaient facilement être manipulés par en haut. Les fractions rivales s'opposaient dans le parti pour acquérir une base parmi les gardes rouges, qui finirent par perdre de vue les problèmes réels et s'enfermèrent irrémédiablement dans les luttes de fractions et la violence. Aujourd'hui, bien qu'une partie des dissidents ait été sensible, au début, aux pressions exercées par Deng Xiaoping, la plupart ont évolué de manière totalement indépendante et suivi leur propre voie, approuvant de temps à autre Deng Xiaoping, mais sans plus. Les dissidents actuels ont réussi à éviter une personnalisation grossière de leurs axes politiques, malgré la campagne officielle tonitruante et profondément personnalisée contre la « Bande des Quatre ». Ils sont au contraire partis du principe qu'il ne faut pas s'attarder aux faiblesses ou aux torts de tel ou tel dirigeant individuel, mais à la logique sociale qui les sous-tend.

Les deux grandes plates-formes sur lesquelles les dirigeants actuels se sont hissés au pouvoir sont la modernisation et la démocratie. Il est difficile de penser qu'ils prendront le risque de s'aliéner leurs bases de soutien en revenant totalement sur ces promesses de réformes. L'esprit dit « anti-fasciste » demeure trop fort encore au sein du peuple chinois, surtout chez les intellectuels et les ouvriers ; la mémoire des excès commis lors de la Révolution culturelle est encore trop fraîche dans la tête des gens et l'autorité des dirigeants est infiniment plus faible aujourd'hui que celle de Mao Dzedong en 1957 lorsqu'il a lancé la violente répression contre ceux qui étaient qualifiés de « droitiers » et qui s'étaient démasqués pendant la campagne des Cent Fleurs. Ainsi, la perspective de l'éclosion d'un « printemps » chinois reste-t-elle du domaine du possible.

Cependant, comme le montrent clairement les événements de ces derniers mois, les dirigeants du parti ne sont pas prêts à tolérer les formes les plus audacieuses d'action politique indépendante revendiquées par le Mouvement démocratique, ou même à ouvrir le système à la bouffée d'air frais que représenterait une dissidence de masse. Leur objectif consiste à construire en Chine une société relativement bien organisée, dans laquelle la démocratie est soigneusement dosée pour renforcer et stabiliser le régime. La résurrection récente d'une poignée de partis démocratiques dociles, qui soutiennent le gouvernement depuis 1949 sans la moindre critique, est un acte parfaitement cohérent avec ce projet. La poursuite de la construction d'un Mouvement démocratique non conformiste, par contre, ne l'est pas. Ce mouvement a donc été réprimé. Mais l'arrestation de ses principaux dirigeants, poussant sa base dans la clandestinité, fait courir aux autorités le risque de renforcer — à terme — la cohésion et la force du mouvement et d'approfondir encore son enracinement dans la classe ouvrière et la paysannerie. ■

Greg BENTON
Université d'Amsterdam,
Centre d'anthropologie et de sociologie,
Département
du Sud-Est asiatique,
Amsterdam, novembre 1981.

INTERNATIONAL VIEWPOINT

Le numéro zéro d'*International Viewpoint* — nouveau service de presse et d'information en langue anglaise publié sous la responsabilité du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale — vient de paraître. Il paraîtra tous les quinze jours sur 24 pages, soit 25 numéros par an.

***International Viewpoint* se fixe comme objectif de « *donner un point de vue socialiste révolutionnaire sur les événements politiques mondiaux. Ce numéro zéro constitue, autant que possible, une introduction à ce que nous considérons comme étant les thèmes clés et les questions centrales aujourd'hui* ».**

Le sommaire du numéro de lancement comprend une analyse d'Ernest Mandel sur les « racines de la crise de l'économie polonaise » ; un article sur « le nouveau mouvement pacifiste en Europe » de Jean-Louis Michel ; un bilan du « thatcherisme » en Grande-Bretagne par John Ross ; un compte-rendu des premiers mois du gouvernement Mitterrand-Mauroy en France par Daniel Bensaïd ; un long article sur le « pouvoir populaire » à Cuba de Fred Denfert et une étude de Sergio Rodriguez sur les origines de la situation explosive en Amérique centrale.

Un abonnement promotionnel de 6 mois (13 numéros) est proposé jusqu'au 1er mai 1982 au prix de 6 livres britanniques, 13 dollars US, 30 DM ou 70 francs français. Par avion : Amérique du Nord, Amérique latine, Afrique sub-saharienne : 18 dollars US. Australie, Nouvelle-Zélande, Asie : 20 dollars US. Moyen-Orient, Afrique du Nord : 16 dollars US.

Pour un an, l'abonnement normal est de 15 livres britanniques, 31 dollars US, 70 DM ou 175 francs français. Par avion : Amérique du Nord, Amérique latine, Afrique noire : 42 dollars US. Australie, Nouvelle-Zélande, Asie : 47 dollars US. Moyen-Orient, Afrique du Nord : 37 dollars US.

Les chèques bancaires doivent être *payables en francs français* (FF) à l'ordre de « PEC » et adressés à *International Viewpoint*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Les chèques sont à libeller au compte chèque postal (CCP) numéro 2 322 42 T Paris.

INTERNATIONAL VIEWPOINT
Publié par
Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France

EGYPTE

Une nouvelle formule pour une vieille politique ?

Interview d'un marxiste révolutionnaire égyptien

DES avant son accession à la présidence de la République arabe d'Egypte (RAE), à la suite de l'assassinat d'Anouar el Sadate le 6 octobre 1981, Hosni Moubarak a tenu à rassurer l'impérialisme US inquiet d'une éventuelle rupture dans la politique d'un de ses plus sûrs alliés au Moyen-Orient. Et, à la mi-novembre, comme initialement prévu, 4 000 soldats américains de la Force de déploiement rapide et autant de militaires égyptiens participaient aux manœuvres conjointes *Bright Star II* dans les environs du Caire.

Tout en maintenant pour l'instant le cap de la politique étrangère initiée par Anouar el Sadate, notamment dans ses rapports avec l'impérialisme américain et Israël, Hosni Moubarak a entrepris sur le plan intérieur une certaine opération d'ouverture en direction des personnalités d'opposition qui avaient été arrêtées en septembre dernier sur ordre de Sadate. A leurs libérations se sont succédés les ralliements et les soutiens plus ou moins explicites au nouveau président, comme ceux des dirigeants du Parti socialiste du travail (PST), du Rassemblement national progressiste et unioniste et de certaines personnalités religieuses. C'est sur ce fragile consensus que le nouveau président entend fonder la relance de l'économie du pays. Pour l'instant, seules quelques mesures démagogiques, comme l'éviction de certains collaborateurs de Sadate notoirement corrompus ou la destruction des riches villas que les dignitaires du régime s'étaient fait construire aux pieds des pyramides de Gizeh, constituent les signes d'une évolution du régime (1).

« *Si le monde redoute la déstabilisation politique de l'Egypte, la véritable menace est ailleurs : une démographie galopante (la population s'accroît d'un million de personnes par an, plus de 2,8 %, pour atteindre d'ores et déjà 41 millions) et un fort endettement du pays* », notait de façon réaliste le quotidien patronal français *les Echos* du 8 décembre dernier, pour situer les problèmes auxquels se heurtent les nouveaux dirigeants.

Pour en savoir plus sur l'évolution du régime et sur l'éventail des forces politiques existant en Egypte, *Inprecor* a interrogé un militant marxiste révolutionnaire égyptien de passage à Paris début janvier.

INPRECOR : — Quel bilan peut-on faire de la période Sadate (octobre 1970 - octobre 1981) en Egypte ?

— L'Egypte a connu sous Sadate des changements en apparence très importants à tous les niveaux, alors que les prémisses de ces changements étaient déjà évidents au sein même du régime bonapartiste de Gamal Abdel Nasser (1953 - 1970), et notamment après la défaite de 1967 face à Israël.

D'alliée de l'URSS, l'Egypte est passée sous Sadate au rang de l'une des principales zones d'influence de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. De la surenchère démagogique contre l'Etat sioniste, on est alors passé à la normalisation des rapports avec Israël. Après avoir exercé son hégémonie sur le nationalisme arabe pendant de longues années, l'Egypte a coupé ses liens avec la très grande majorité des Etats arabes. D'une politique économique axée sur l'industrialisation et le développement « autonome » dans le cadre d'une quasi-rupture avec l'impérialisme, on est passé à la politique de la porte ouverte vis-à-vis de ce même impérialisme, à l'abandon de toute véritable ambition industrielle et au retour, sous le nom de « Révolution verte », à cette vieille rengaine selon laquelle l'Egypte serait un pays à vocation agricole. D'un niveau de vie relativement supportable et stable pour la majorité laborieuse des Egyptiens, on est passé à la chute accélérée du niveau de vie, à une inflation croissante et aux attaques portées contre la satisfaction de certains des besoins les plus élémentaires de la majorité laborieuse de la population. De la « *liquidation du féodalisme et des agents du colonialisme* », on est passé à la restitution des biens expropriés et à des rapports amicaux même avec l'héritier du roi Farouk Ier. De l'Union socialiste arabe, parti unique, on est passé à un pluripartisme tout-à-fait formel.

Il faut cependant souligner que ce qui a semblé être une « Restauration » par rapport aux acquis du nassérisme n'était en fait qu'une négation du nassérisme dans sa continuité car, si Nasser était resté en vie, il aurait *grosso modo* appliqué la même politique avec, néanmoins, une différence dans le style et la forme. Le nassérisme représentait à sa façon les ambitions de la bourgeoisie égyptienne, sa volonté de créer un Etat national moderne et fort ; le « sadatisme » a été l'échec de ces ambitions et de cette tentative, la bourgeoisie égyptienne se contentant dorénavant des miettes que lui abandonne l'impérialisme.

— Quel effet peut avoir la mort de Sadate sur la politique égyptienne, notamment dans le domaine des relations extérieures ?

— Bien que la personnalité du président puisse jouer un rôle important dans un pays où le pouvoir est concentré entre ses mains et celles d'une poignée d'hommes de confiance, la politique est déterminée en dernière instance par les intérêts généraux de la classe dominante. C'est pourquoi il est bien difficile de prévoir des changements significatifs dans les grandes lignes de la politique égyptienne.

L'alliance avec l'impérialisme américain et les régimes qui lui sont liés, la reconnaissance d'Israël et même la coopération avec l'Etat sioniste, le rôle d'agent de l'impérialisme dans la région arabe et en Afrique, la lutte contre les mouvements de libération et la participation aux activités contre-révolutionnaires dans l'ensemble de la région, la poursuite d'une politique de garanties des plus grandes libertés accordées au capital impérialiste et local pour le pillage des ressources du pays et l'exploitation éhontée de ses masses laborieuses : telles sont les orientations fondamentales et inchangées de la bourgeoisie égyptienne.

Bien que le nouveau président Hosni Moubarak n'ait pas de passé politique particulier, il reste qu'il était un dirigeant de l'appareil militaire du régime d'une part ; que, d'autre part, il doit à son approbation de la politique dominante d'être aujourd'hui au pouvoir et qu'enfin, au cas même où il chercherait à introduire des changements radicaux dans la politique de la classe dirigeante, contraires aux intérêts de ses maîtres impérialistes, rien ne serait plus aisé que de le remplacer.

D'ailleurs, en ce qui concerne les rapports avec l'impérialisme américain et l'Etat sioniste, le nouveau président, avant même son investiture, a tenu à affirmer qu'il se considérait engagé par l'ensemble de la politique de son prédécesseur. Il a ainsi affirmé que l'Egypte respecterait tous ses engagements avec les deux parties concernées, promis d'effectuer une visite en Israël, prévu une autre visite aux Etats-Unis, repris les négociations sur la préten-

1. Pour un bilan du régime de Sadate, cf. Vincent Kermel, « Le lourd héritage d'Anouar el Sadate », *Inprecor* numéro 113, du 23 novembre 1981.

due autonomie palestinienne prévue par les accords de Camp David et accueilli, enfin, l'armée américaine en manœuvre. On a pu tout au plus noter une plus grande fermeté de ton dans les négociations avec l'Etat sioniste.

Quant aux relations égypto-arabes (largement dépendantes des relations entre l'Egypte d'une part et les Etats-Unis et Israël d'autre part), Moubarak a commencé par faire cesser les campagnes de propagande dirigées contre les régimes arabes, abandonnant ainsi l'attitude provoquante adoptée par Anouar El Sadate à l'ébard de ces régimes après 1977 (2). Il cherche en fait à rétablir des relations avec ces derniers, jugeant — à juste titre — qu'il n'existe pas de divergences insurmontables avec l'ensemble des gouvernements arabes, tous d'accord pour aboutir à un règlement avec Israël. Il est évident que Hosni Moubarak cherche une nouvelle formule permettant la continuation de la même politique de capitulation face à Israël sous le patronage des Etats-Unis, tout en mettant fin au boycott arabe de l'Egypte. Cela d'autant plus qu'il est devenu évident que la formule des accords de Camp David a échoué, aucun autre Etat arabe n'ayant pu être convaincu de s'y rallier.

Cette orientation du nouveau président trouvera sans nul doute un écho très favorable auprès des dirigeants réactionnaires d'Arabie Saoudite, avec lesquels il est probable qu'il soit déjà en rapport. Les choses deviendront plus claires à ce niveau après la fin du retrait israélien du Sinaï prévue pour avril 1982.

— Il a beaucoup été question du mouvement islamique égyptien, qu'en est-il au juste ?

— Dès son accession au pouvoir en octobre 1970, Sadate avait fait libérer les détenus appartenant à la confrérie des Frères musulmans et permis aux exilés de rentrer. Il se faisait appeler « *le président croyant* » et multipliait les références religieuses dans ses déclarations publiques. En 1972-1973, il a utilisé les organisations islamiques pour s'opposer à la montée de la gauche dans les universités. Ainsi, ces organisations islamiques ont-elles commencé à agir sous l'impulsion du régime et avec sa protection bienveillante.

Avec l'exacerbation de la crise sociale, économique et politique de la société égyptienne, ces dernières années, et au regard de la faiblesse générale de la gauche égyptienne, surtout après janvier 1977 (3), les organisations islamiques, toujours soutenues par le régime, ont rencontré une large audience au sein de la petite bourgeoisie égyptienne, notamment parmi les employés, les instituteurs, les étudiants, les petits boutiquiers, les lettrés et semi-lettrés des villages.

Les raisons de cette expansion sont multiples : la profondeur de la crise sociale, les aspects révoltants de la décadence sociale, la domination de l'idéologie religieuse, restée idéologie de la classe dominante sur une très longue période. Par ailleurs, des thèmes d'agitation très simples : réhabilitation des rites religieux, défense des tabous, réforme morale, une certaine mode vestimentaire (djellabas blanches), le port de la barbe, l'hygiène alimentaire traditionnelle, quelques démonstrations de force comme la fête du *Eid*, pour laquelle des milliers de personnes se rassemblent au Caire, en provenance de plusieurs villes, agressions contre les « amoureux » sur la voie publique, interdiction des activités culturelles et artistiques dans les universités sous prétexte de leur caractère anti-religieux, ségrégation sexuelle dans les salles d'enseignement, imposition du *hedjab* (voile) aux parentes et épouses, agitation confessionnelle contre les chrétiens (présentés comme des croisés qui veulent éloigner l'Egypte de l'Islam avec l'aide de la « croisade mondiale » : Etats-Unis et Europe), contre Israël (présenté comme l'Etat juif exécutant le complot juif mondial contre l'Islam), contre le communisme (autre complot juif dirigé contre l'Islam) et, enfin, contre le régime tenu pour responsable de la dégradation des mœurs et accusé de faiblesse vis-à-vis des ennemis de l'Islam.

Il est possible de distinguer deux tendances principales au sein des organisations islamiques : d'une part, la tendance des Frères musulmans, représentant la continuité de la vieille confrérie fondée dans les années 1930. Cette tendance est liée au pouvoir qui lui a permis de reprendre la publication légale de sa revue, *Al Da'oua* (l'Appel), depuis 1974. Elle représente la tendance modérée du mouvement islamique et pratique une politique de type « réformiste ». L'autre tendance est apparue au début des années 1970 et comprend plusieurs groupes qui tous condamnent la société et le pouvoir comme impies et en déduisent la nécessité d'une lutte violente pour la prise du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement islamique comme tâche immédiate qui ne saurait attendre la conversion de la société tout entière. La première tentative dans ce sens a été dirigée par Saleh Sarieh, membre du Parti de la libération islamique, qui a des ramifications dans plusieurs pays arabes : elle visait à s'emparer des armes de l'Ecole technique militaire, pour investir ensuite les locaux du Comité central de l'Union socialiste arabe — parti unique depuis 1961 — où Sadate se trouvait en réunion avec les hauts dignitaires de l'Etat et du parti. La tentative échoua et Saleh Sarieh et un groupe de ses partisans furent exécutés. Le reste de ses partisans proclama, en prison, son allégeance à Chukri Moustafa, commandant (Amin) du « Groupe des musulmans » comme ils s'appellent eux-mêmes, ou *At-Takfir wal Hegra* (Blasphème et Reniement) comme les appelle le pouvoir. C'est ce groupe qui a enlevé en 1977 le Dr Al-Zahabi, alors ministre des Affaires religieuses, pour l'échanger contre la libération des « frères » détenus, une rançon et la diffusion d'un communiqué et de brochures. N'ayant rien obtenu, ils exécutèrent le ministre. En représailles, le pouvoir fit exécuter Chukri Moustafa et quatre autres dirigeants du même groupe qui revendiquait alors 3 000 membres.

Par la suite, il fut souvent question d'une organisation du nom de « *Al-Jihad* » (Guerre sainte), on ne sait pas encore si cette organisation est responsable de l'assassinat d'Anouar el Sadate et de la tentative de putsch à Assiout, dans le sud du pays, ou s'il s'agit d'un autre groupe né depuis près d'un an.

Il est difficile d'en savoir plus sur ces groupes, car il s'agit d'organisations armées ultra-clandestines, qui liquident physiquement leurs dissidents pour les empêcher de divulguer leurs secrets. Quant à leur influence réelle, elle est sans rapport avec le nombre de leurs militants. D'une part, il existe une tendance qui ne recrute que sur la base d'un retour aux rites et coutumes de la religion ; d'autre part, existent des groupes qui organisent des conspirations qui n'aboutissent qu'à la potence, la prison et la désertion des militants. Il a été possible d'avoir récemment une illustration de la faiblesse du mouvement musulman : les arrestations de septembre 1981 n'ont entraîné que quatre ou cinq petites manifestations de protestation parties de mosquées dont les prédicateurs sont des opposants au régime qui prononcent des discours plus politiques que religieux. Ces manifestations ont été rapidement et facilement réprimées. Après l'assassinat d'Anouar el Sadate et la vague d'arrestations qui s'ensuivit, toutes les djellabas blanches et les barbes ont disparu des rues ...

— Et qu'en est-il de l'opposition de la bourgeoisie ?

— Il y a d'abord le Parti socialiste du travail (PST) dirigé par Ibrahim Chukri qui était membre dirigeant de l'organisation fascisante Jeune-Egypte avant 1952. Ibrahim Chukri était devenu ministre sous Sadate, avant de fonder son propre parti, avec la bénédiction et l'encouragement du président, qui souhaitait la création d'une opposition bourgeoise légale et modérée, après que d'autres opposants bourgeois l'aient gêné plusieurs fois. Le PST fut gratifié de 30 sièges au Parlement. Cependant, il s'est vite transformé en opposition convaincue, bourgeoise bien entendu, après que la faillite du régime soit devenue évidente et que d'autres opposants bourgeois notables aient rejoint le PST, tels Helmi Mourad et Fathi Radwan. Le PST s'est désolidarité des accords de Camp David et a lancé au cours des derniers mois de violentes attaques contre Sadate en personne et contre sa politique. Cela a entraîné le pouvoir à retirer ses députés « prêtés » au PST, ce qui a laissé ce dernier avec seulement 12 députés. Enfin, en septembre 1981, le journal du PST a été suspendu et plusieurs de ses membres les plus éminents ont été arrêtés.

---

2. 5 décembre 1977, rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie, l'Irak, la Libye et le Yémen du Sud.

3. 18 janvier 1977, émeutes contre les augmentations de prix des denrées alimentaires (30 % sur le sucre, le pain, le riz, le sel), l'Etat ayant supprimé des subventions. Officiellement, 79 morts au Caire.

Le Parti Wafd est le parti traditionnel de la bourgeoisie libérale, disposant d'une large influence populaire et d'une longue expérience politique (4). En un an et quelques mois d'activité légale, le Parti Wafd est parvenu à gêner considérablement le régime et approfondir sa crise, ce qui a poussé Anouar el Sadate à organiser le référendum de 1978, aussi truqué que les autres, pour imposer de nouvelles restrictions aux libertés politiques et priver de leurs droits politiques les principales figures du Parti Wafd et notamment Fouad Serageddine qui avait été ministre de l'Intérieur sous la monarchie (5). En réaction, le Parti Wafd décidait de se dissoudre, mais ses membres continuaient en fait à agir et à animer l'opposition et à jouer un rôle éminent dans la Rencontre des forces patriotiques, œuvrant à la constitution d'un front de l'opposition légale groupant le Parti Wafd, le PST et le Rassemblement national progressiste et unioniste, avant que n'interviennent les arrestations de septembre 1981.

Par ailleurs, une Coalition nationale a été mise sur pieds en 1979 par 40 personnalités, pour la plupart membres des gouvernements de l'époque nassérienne (1954-1970), et notamment Aziz Sedqi. Cette coalition s'apprêtait à assurer la relève du régime en cas de coup d'Etat ou de toute autre forme de renversement. Elle n'a aucunement cherché à se gagner un soutien de masse. En même temps, elle a refusé aux étudiants et aux communistes le droit d'y adhérer. C'est à la même période qu'a été annoncée la création du Front national dirigé par l'ex-chef d'état-major de l'armée égyptienne durant la guerre du Kippour en 1973, le général Chazli (réfugié en Libye), et groupant le Parti communiste égyptien, les nassériens et des indépendants. Cependant, ce Front n'a, en tant que tel, aucune activité en Egypte même, indépendamment de l'activité du PC et du Rassemblement national progressiste et unioniste qui en font partie.

Le nouveau président Hosni Moubarak a reçu au palais présidentiel les représentants de l'ensemble de ces courants, détenus depuis septembre 1981, et a ordonné leur libération, non sans avoir obtenu leur appui unanime ...

— Où en est aujourd'hui la gauche égyptienne ?

— Il y a avant tout la gauche légale, le Rassemblement national progressiste et unioniste, parti réformiste petit bourgeois, dont les dirigeants ont récemment rencontré Hosni Moubarak et annoncé le gel de leur opposition pour « *donner une chance* » au nouveau président.

Il existe, d'autre part, une série d'organisations communistes clandestines :

— Le Parti communiste égyptien (PCE), fondé en 1975 (le PCE s'était dissous en 1964 pour se fondre dans le parti unique nassérien), est l'héritier officiel du stalinisme ; reconnu par le « camp socialiste », ce parti regroupe essentiellement les survivants du mouvement communiste des années 1940 (« second mouvement communiste égyptien ») et 1950, et appelle encore à la formation d'un « Front national démocratique » incluant la bourgeoisie, pour une « Révolution nationale démocratique », et considère que la construction d'un tel front est sa tâche fondamentale dans la période actuelle.

— Le Parti communiste égyptien - Congrès est le produit radicalisé d'une scission du PCE intervenue en 1977 ; il regroupe principalement l'ex-Jeunesse communiste et appelle à l'unification du « troisième mouvement communiste égyptien » contre l'opportunisme et le suivisme de l'ancien mouvement, et ce par un Congrès d'unification pour la fondation d'un Parti communiste révolutionnaire.

— Le Courant révolutionnaire (CR) n'est pas une organisation, mais bien un « courant » se situant à la droite du PCE, malgré sa dénomination.

— Le Parti communiste égyptien des ouvriers (PCEO), né au début des années 1970 sous le nom d'Organisation communiste égyptienne, n'est devenu « parti » qu'en 1975. Ce groupe fait l'analyse suivante : le régime hérité du nassérisme est le pouvoir d'une classe « *bureaucratique bourgeoise* », contre laquelle doit être créé un « Front populaire » comprenant ouvriers, paysans et petits-bourgeois pour achever la révolution démocratique et instaurer une république parlementaire. Le PCEO se distingue par une critique acerbe du « second mouvement communiste égyptien » (génération des années 1940), dénonçant sa trahison et condamnant toute la tradition de ce mouvement et ceux qui y ont participé.

— Le Parti communiste égyptien - 8 Janvier, composé entre autres d'une scission du PCEO et d'anciens membres du mouvement « *Chourouk* » (l'Aube) qui avait précédé la fondation du PCE en 1975. La ligne politique de ce groupe est une combinaison de celles de ses composantes d'origine, et repose sur la condamnation insistante de l'« *opportunisme de droite* » et de l'« *infantilisme de gauche* ».

A l'exception du PCE et du CR, les autres organisations mentionnées peuvent être caractérisées comme centristes et éclectiques dans leur attitude vis-à-vis du stalinisme et du trotskysme. Leur critique du stalinisme est plus ou moins partielle.

L'ensemble des organisations communistes clandestines, à l'exception du PCE stalinien, sont aujourd'hui en crise. En effet, en dépit de l'influence de masse qu'elles ont pu conquérir à une certaine période — non pas tant en raison de leurs qualités propres qu'en raison de la profondeur de la crise et des explosions sociales spontanées —, toutes ces organisations souffrent depuis leur fondation d'une faiblesse structurelle, de l'absence de clarté et de maturité politiques, d'inexpérience, qui sont tous des facteurs qui les ont empêchées de jouer un rôle dirigeant dans l'insurrection populaire du 18 janvier 1977 ou même d'en profiter réellement. Le résultat a même été contraire : l'Etat bourgeois, ayant assimilé la leçon après sa grande peur, a eu recours depuis janvier 1977 à des vagues de répression répétées contre la gauche révolutionnaire dont les membres, ou présumés tels, sont systématiquement arrêtés. Toute tentative de lutte populaire, depuis cette date, a été réprimée au stade embryonnaire. Cette situation a, bien entendu, de graves répercussions au sein des organisations d'extrême gauche.

Cependant, les crises aiguës du capitalisme dépendant égyptien ne peuvent qu'exploser tôt ou tard et provoquer de vastes mouvements de protestation populaires à caractère anticapitaliste. Les tâches actuelles des révolutionnaires égyptiens sont, en plus de leur participation à ces luttes et à leur préparation, d'assimiler les leçons du passé et d'élaborer un programme et les méthodes d'action qui leur permettront de se hisser, au fil des luttes, à la tête du mouvement populaire. ■

Propos recueillis par INPRECOR,
Paris, janvier 1982

4. Le Parti Wafd a été le principal parti du pouvoir en Egypte de 1919 à 1952, il est réapparu en 1977 sur la scène politique.

5. Avant la proclamation de la République par le colonel Néguib le 18 juin 1953.

Anouar el Sadate et la hiérarchie militaire égyptienne lors d'un défilé en 1977. (DR)

SUISSE

100 000 signatures pour le PSO

En système capitaliste, le temps passé en apprentissage est généralement un moyen de masquer le chômage des jeunes dans les statistiques officielles tout en mettant à la disposition du patronat une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci.

En Suisse, alors que les contrats d'apprentissage dans certains secteurs sont en diminution, comme dans la construction, les arts graphiques ou la métallurgie, on constate une augmentation constante des formations professionnelles au rabais au sortir desquelles les jeunes sans qualifications se retrouvent simples manœuvres dans l'industrie. La généralisation de la formation dite « élémentaire » sur deux ans, instituée par la Loi sur la formation professionnelle de 1978, n'a fait qu'accentuer ce processus d'adaptation de la formation professionnelle aux besoins des capitalistes.

Cette pratique affecte évidemment d'abord les jeunes d'origine ouvrière, et parmi eux surtout les enfants d'immigrés et les femmes. En attaquant ainsi le droit à une véritable formation professionnelle, le patronat contribue du même coup, au-delà de ses intérêts immédiats, à introduire une profonde division entre les travailleurs, selon la filière de formation qu'ils ont suivie. Et ce qui se passe avec la formation professionnelle des jeunes vaut pour le recyclage professionnel des adultes qui est pareillement laissé au bon vouloir des entreprises privées.

C'est dans ce contexte que le Parti socialiste ouvrier (PSO), la section suisse de la IVe Internationale (ex-Ligue marxiste révolutionnaire - LMR), a lancé une grande campagne « *pour le droit à la formation professionnelle et au recyclage garantis* », en étant conscient du fait que les travailleurs ne pourront réellement lutter contre les divisions introduites dans leurs rangs par le patronat dès leur formation professionnelle qu'en défendant le droit pour toutes et tous d'acquérir ou de compléter une formation professionnelle qualifiée.

Cette campagne s'est inscrite dans le cadre d'une pratique institutionnelle propre à la Suisse, celle de l'« initiative populaire fédérale », qui permet — au travers d'un référendum national — de modifier la Constitution fédérale (charte fondamentale de la Confédération helvétique). Il est ainsi possible à tout citoyen, groupe de citoyen ou comité référendaire, d'obtenir la modification de la Constitution fédérale selon les propositions contenues dans le texte de l'initiative, pour autant que cette dernière soit appuyée par les signatures de 100 000 citoyens, et approuvée — au cours d'un vote national — par la double majorité du peuple et des cantons (23 cantons et six demi-cantons).

Le 3 février 1981, le PSO lançait donc une telle « initiative populaire fédérale » pour une « *formation professionnelle et un recyclage garantis* », réclamant — entre autres choses — la prise en charge par l'Etat d'une partie de la formation professionnelle des jeunes par le biais de la création de 10 000 places de formation, au minimum, dans des ateliers publics d'apprentissage, l'objectif étant de soustraire la formation professionnelle des jeunes et le recyclage des adultes au monopole patronal. Par ailleurs, les ateliers publics devraient permettre une meilleure formation, contrôlable par les syndicats, les parents et les apprenti(e)s plus facilement que les milliers de contrats d'apprentissage dispersés dans des petites entreprises.

Cela faisait plus d'un an que le PSO militait au sein du mouvement ouvrier suisse pour que cette « initiative populaire fédérale » soit prise en charge dans un cadre unitaire. Toutefois, l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), le Parti du Travail (communiste) et le POCH (Parti ouvrier de la Confédération helvétique, se réclamant du « mouvement communiste international »), ont refusé de s'engager sur ce terrain. Début février 1981, le PSO décidait donc de collecter — seul s'il le fallait — les 100 000 signatures nécessaires à la validation de son « initiative ». L'Union nationale des étudiants suisses, la section de Genève du PS, le groupe Viva-Kollectiv du canton des Grisons, la Confédération romande du travail, des membres du PS à titre individuel et des sections syndicales se sont néanmoins associés à cette campagne d'ampleur nationale.

Au moment de son lancement, les réactions de la bourgeoisie ont été assez significatives. La *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) consacrait son éditorial de politique intérieure du 20 février 1981 à la campagne du PSO. Félicitant les syndicats de leur préférence pour la « *voie contractuelle* », la NZZ dénonçait la campagne du PSO dont le seul objectif aurait été « *l'agitation et le recrutement de sympathisants chez les apprentis* ». Et cet organe qui fait figure de porte-parole de la bourgeoisie de souhaiter qu'une « *application rapide des améliorations prévues dans la nouvelle Loi* (sur la formation professionnelle) *et un contrôle plus efficace des conditions d'apprentissage par les inspecteurs de l'Etat et des associations permettront de couper l'herbe sous les pieds à cette initiative d'ailleurs dépourvue de chance d'aboutir* ». Le *Journal des associations patronales* du 12 février 1981 préférait quant à lui « *la régulation par le marché* » aux ateliers publics ... Dénonçant la campagne du PSO, il réclamait de l'USS qu'elle « *rejette dès maintenant cette initiative excessive* ». La direction de l'USS a effectivement pris ses distances avec l'initiative de nos camarades du PSO. Mal lui en a pris.

Le résultat obtenu par le PSO constitue une gifle cinglante à toutes les critiques adressées à l'initiative. En décembre 1981, soit moins d'un an après son lancement, l'initiative « *pour une formation professionnelle et un recyclage garantis* » a déjà recueilli les 100 000 signatures nécessaires pour être soumise au peuple. Et ce ne sont pas là des signatures très faciles à obtenir. Signer pour une « initiative populaire » implique, en Suisse, un choix politique. Les formulaires à faire signer comportent une série d'indications qui signifient un engagement réel du signataire. Aujourd'hui, il ne reste plus au PSO qu'à rassembler 6 à 8 000 signatures de sécurité, le garantissant contre quelques invalidations.

Mais, déjà, un quotidien romand n'a pas hésité à parler d'« *exploit du PSO* ». Le résultat de la campagne de nos camarades est triplement significatif.

D'une part, il souligne l'acuité du problème de la formation et du recyclage face à la montée du chômage qui se profile à l'horizon. Les témoignages recueillis par les militants lors de la collecte des signatures confirment le PSO dans sa volonté de mener campagne pour desserrer l'étau patronal sur la formation professionnelle. D'autre part, ce succès a démontré la réalité organisationnelle et l'efficacité du PSO, bien au-delà des milieux qu'il influence traditionnellement. Enfin, ce résultat éclaire d'une manière cruelle certains échecs en matière d'« initiative populaire » subis par des organisations du mouvement ouvrier. Ainsi, par exemple, l'Union syndicale suisse, qui compte 500 000 adhérents, n'a toujours pas trouvé les 100 000 signatures nécessaires pour proposer au peuple et aux cantons son initiative sur les 40 heures, lancée en janvier 1978. ■

AMERIQUE LATINE

Solidarité avec Solidarnosc

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier latino-américain, de larges secteurs de son avant-garde se sont mobilisés pour manifester leur opposition au stalinisme en participant aux manifestations de protestation contre le coup de force du général Jaruzelski du 13 décembre dernier en Pologne.

Au Mexique, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, a appelé jeudi 17 décembre à une manifestation qui a regroupé 3 000 personnes, en majorité des militants et sympathisants du PRT, mais aussi un groupe de dirigeants du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM), organisation récemment constituée sur la base de la fusion du Parti communiste mexicain (PCM) avec plusieurs courants nationalistes et pro-staliniens (cf. *Inprecor* numéro 112, du 9 novembre 1981). Le PRT a publié un communiqué d'une demi-page dans le quotidien *Uno mas Uno*, ainsi qu'un supplément spécial de son hebdomadaire *Bandera Socialista*, et doit prochainement présenter une émission de télévision consacrée à la situation en Pologne.

Dans les rangs du PSUM, la situation polonaise a suscité la première crise politique de ce nouveau regroupement. La direction s'est divisée, les dirigeants de l'ex-PCM — y compris le candidat du PSUM à l'élection présidentielle, Arnaldo Martinez Verdugo — ont manifesté leur opposition au coup de force de l'armée en Pologne, tandis que la majorité de la direction du PSUM se prononçait en sa faveur ...

Lors de la fête du journal *Unidad*, le nouvel organe du PSUM, un groupe de militants de base qui tentait de manifester devant le stand du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) a été agressé par le service d'ordre.

Il faut noter dans ce débat l'attaque lancée contre « *certains dirigeants du PSUM* » par la revue *Por Esto*, qui est considérée comme fortement liée à Cuba. *Por Esto* n'a pas hésité à affirmer qu'«*à la direction de Solidarité se trouvaient des extrémistes de droite connus, dont les familles ont collaboré étroitement avec les troupes nazies qui ont occupé la Pologne durant la Seconde Guerre mondiale* » et que, « *pour les farceurs de la gauche* (les dirigeants du PSUM), *les adeptes du nazisme méritent plus de crédit qu'un général Jaruzelski qui a combattu les armes à la main les hordes de Hitler* ».

En Colombie, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IVe Internationale, a mené un travail de solidarité depuis de nombreux mois au travers du Comité de solidarité avec la Pologne qui a à sa tête Gerardo Molina, le candidat de la coalition électorale de gauche « *Unidad Democratica* » pour les élections présidentielles, et auquel participent des démocrates, des intellectuels, des syndicats et la gauche du PC. Des articles signés par des dirigeants du PSR ont été publiés dans la presse et un débat à la télévision s'est tenu avec un dirigeant du PC, un membre du Parti libéral (au pouvoir) et la camarade Socorro Ramirez du PSR. Une manifestation unitaire était prévue pour la fin du mois de janvier, soutenue par toute la gauche, à l'exception du PC.

Au Pérou, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section péruvienne de la IVe Internationale, a rapidement répondu au coup de force du 13 décembre en Pologne. Le Comité exécutif national du PRT a adopté une déclaration dès le mercredi 16 décembre pour tirer les leçons de la lutte menée par Solidarité et pour lancer la campagne du PRT sur la Pologne. Le mercredi 23 décembre, Hugo Blanco, député au Parlement péruvien et dirigeant du PRT, et les parlementaires Emeterio Tacuri du PRT et Ricardo Napuri (qui s'affirme « trotskyste indépendant » depuis qu'il a quitté le POMR — organisation liée à l'OCI française — dont il fut l'un des membres fondateurs), se sont rendus en délégation à l'ambassade de Pologne. Le PRT a impulsé un débat au sein de toute la gauche révolutionnaire en faveur de la manifestation appelée le 28 décembre par le Comité de coordination d'actions de Solidarité en Amérique latine, composé de sportifs polonais qui se trouvaient au Pérou lors des événements du 13 décembre. Le PRT a publié un communiqué dans la presse pour appeler à cette manifestation.

Quelque 5 000 personnes ont participé à cette manifestation, la majorité derrière les banderoles des organisations de la gauche révolutionnaire. En plus du PRT y ont participé l'organisation UNIR (maoïste) et l'Union démocratique populaire (UDP), centriste.

Les événements polonais ont suscité un large débat dans les rangs de la gauche péruvienne. Tous les jours, les diverses opinions s'expriment dans le *Diario Marka*, quotidien très lu dans les milieux de gauche et des secteurs populaires. ■

COLOMBIE

Ricardo Sanchez libéré

Le camarade Ricardo Sanchez, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IVe Internationale qui avait été enlevé par un commando armé non identifié le 14 janvier, a été libéré le 17 janvier, après trois jours d'interrogatoires sur les activités du PSR, entrecoupés de toutes sortes de menaces et de tentatives d'intimidation.

Bien que le gouvernement ait refusé de reconnaître la paternité de cette opération, l'enlèvement et l'interrogatoire de Ricardo Sanchez portaient tous les signes distinctifs des actions habituelles des bandes armées du régime. Les kidnappeurs sont arrivés au domicile de Ricardo Sanchez dans trois véhicules banalisés et ont bouclé tout le pâté de maisons. Le commando est resté six heures chez le camarade Sanchez, mettant à sac son logement et détruisant de nombreux objets et livres.

L'identification précise du groupe qui a enlevé Ricardo Sanchez est encore difficile à établir. Certains recoupements amenaient à penser qu'il s'agissait d'une unité des services secrets militaires, la Brigade des instituts militaires (BIM). Mais il semble que ce soit plutôt le fait d'un commando dénommé « *Muerte a los secuestradores* » (Mort aux kidnappeurs). Celui-ci est un organisme paramilitaire formé en décembre de l'année dernière par des membres de la mafia des narcotiques en relation avec certains services des forces de répression. L'apparition du MAS, qui est responsable de l'enlèvement et de l'assassinat de plusieurs syndicalistes, semble être en rapport avec l'enlèvement de la fille d'un chef de la mafia,Martha Nieves Ochoa de Yepes, pour laquelle le M-19 (mouvement du 19 Avril) réclame une forte rançon.

Nos camarades du PSR ont immédiatement réagi en menant une vive campagne démocratique pour la libération de Ricardo Sanchez. Toutefois celui-ci reste toujours en danger car le MAS, qui a promis de « *couper des têtes* » si Martha Nieves Ochoa n'était pas retrouvée vivante, a proféré des menaces à l'endroit de notre camarade.

Comme nous l'avions précisé dans le dernier numéro d'*Inprecor*, cet enlèvement participe d'une attaque plus générale contre le PSR à laquelle il est urgent de réagir en protestant auprès des autorités gouvernementales colombiennes. Des messages de protestation peuvent être adresssés à Julio Cesar Turbay Ayala, Palacio de Narino, 8, 7-26 Bogota, Colombie.

Index des articles parus dans INPRECOR

au cours de l'année 1981 (numéros 92 à 115)

AFGHANISTAN

Sur la Pologne et l'Afghanistan
Fidel CASTRO 93 20.01.81

Pour un Afghanistan indépendant, fédéral et socialiste ! Résolution adoptée
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Contre les attaques des forces réactionnaires et les manœuvres impérialistes, lutter pour un Etat ouvrier afghan ! Résolution rejetée
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

AFRIQUE DU SUD

Nouvelle agression sud-africaine contre l'Angola
Vincent KERMEL 108 14.09.81

Le gouvernement Mitterrand et l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud
Claude GABRIEL 108 14.09.81

Afrique du Sud : Bas les pattes devant l'Angola et la SWAPO !
Vincent KERMEL 109 28.09.81

Suisse : les bailleurs de fonds du régime raciste sud-africain
André MEYLAN 109 28.09.81

Belgique : Trafic d'armes, aide financière et négoce du diamant avec l'Afrique du Sud
Harry MOLL 111 26.10.81

Belgique : Les liens du diamant avec l'Afrique du Sud
INPRECOR 111 26.11.81

Grande-Bretagne : Des rapports historiques et des liens économiques étroits avec l'Afrique du Sud
John BLAIR 112 09.11.91

Washington complice de l'apartheid
Ernest HARSCH 115 21.12.81

ALGERIE

Le mouvement berbère, point sensible de la crise du régime
René MASSIGNON 106 20.07.81

Lettre ouverte des prisonniers d'El Harrach au président Chadli
DOCUMENT 106 20.07.81

Appel du collectif femmes d'Alger
DOCUMENT 106 20.07.81

Le président Chadli veut un pouvoir fort pour briser le mouvement de masse
Said AKLI 110 12.10.81

Unité ouvrière pour la défense et l'indépendance de l'UGTA !
GCR d'Algérie 110 12.10.81

AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBE (voir par pays)

Pour un front international contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe !
SU de la IVe INTERNATIONALE 108 14.09.81

Arrêter le bras criminel de l'impérialisme américain en Amérique centrale et dans la Caraïbe !
Vincent KERMEL 113 21.11.81

Aux côtés des révolutions de l'Amérique centrale et de la Caraïbe !
SU de la IVe INTERNATIONALE 114 07.12.81

ANGOLA

Nouvelle agression sud-africaine contre l'Angola
Vincent KERMEL 108 14.09.81

ANTILLES FRANÇAISES

Les Antilles sont et demeurent des colonies françaises
GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE 104 22.06.81

« Les alizés ne suffiront pas à amener le vrai changement en Guadeloupe ... »
Daniel et Marcel MARAGNES 113 23.11.81

« Pour les états généraux du mouvement anti-colonialiste ! »
Philippe PIERRE-CHARLES 113 23.11.81

ARGENTINE

L'entrée en fonction du général Viola, nouveau dictateur choisi par la dictature
A. HEREDIA 96 02.03.81

La valse des généraux ne suffit pas à résoudre les problèmes de la dictature
Daniel JEBRAC 113 23.11.81

Entretien avec un militant marxiste révolutionnaire argentin
Daniel JEBRAC 113 23.11.81

50 000 manifestants à Buenos Aires pour « la paix, le pain et le travail ! »
INPRECOR 113 23.11.81

BELGIQUE

La crise de la concertation sociale
François VERCAMMEN 96 02.03.81

Forte résistance ouvrière à l'offensive d'austérité
François VERCAMMEN 96 02.03.81

La social-démocratie cède à nouveau ...
François VERCAMMEN 104 22.06.81

Une crise politique à rebondissements
François VERCAMMEN 110 12.10.81

Trafic d'armes, aide financière et négoce du diamant avec l'Afrique du Sud
Harry MOLL 111 26.10.81

Les liens du diamant avec l'Afrique du Sud
INPRECOR 111 26.10.81

Le « jeu parlementaire » de la bourgeoisie en panne après les élections du 8 novembre
François VERCAMMEN 114 07.12.81

BOLIVIE

Vers le renversement de la dictature
SEBASTIAN - RODRIGO 107 05.08.81

Une dictature malade de sa classe ouvrière
Vincent KERMEL 115 21.12.81

BRESIL

L'heure des huissiers (spécial économique)
A. JOS 94/95 16.02.81

Liberté pour « Lula » et les syndicalistes brésiliens !
INPRECOR 97 16.03.81

« Mon procès a démasqué le processus d'ouverture ... »
Luis Inacio DA SILVA « LULA » 99 13.04.81

Un Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) contre la dictature des patrons
DOCUMENT 100 27.04.81

BRESIL (suite)

Le Parti des travailleurs (PT) devant l'échéance électorale et le problème de l'unification syndicale
Daniel JEBRAC 100 27.04.81

L'« ouverture » à l'épreuve de l'austérité et des mobilisations ouvrières
Daniel JEBRAC 109 28.09.81

Discours de « Lula » à la Convention de légalisation du PT
Luis Inacio DA SILVA « LULA » 111 26.10.81

La Constituante et la grève générale en débat, un entretien avec « Lula »
Flavio ANDRADE - Virginia PINHEIROS 111 26.10.81

« Lula » et la Pologne
« EM TEMPO » 111 26.10.81

Le Parti des travailleurs à l'épreuve de la pratique
Daniel JEBRAC 112 09.11.81

Mario Pedrosa (1900-1981) : un symbole du combat anti-dictatorial
INPRECOR 114 07.12.81

CATALOGNE

Le PSUC au bord de l'éclatement
Joan FONT 114 07.12.81

Entretien avec Leopoldo Espuny, membre du Comité central du PSUC
Pep ROCA 114 07.12.81

CHINE

Le deuxième souffle du Mouvement démocratique
Li BAI 93 20.01.81

La crise économique en Chine (spécial économique)
Ernest MANDEL 94/95 16.02.81

Un marxiste révolutionnaire dans la révolution chinoise, Les Mémoires de Wang Fan-hsi
Pierre ROUSSET 100 27.04.81

Un appel du RML (Hong Kong) contre la répression du Mouvement démocratique
Li BAI 103 08.06.81

Le Mouvement démocratique s'intéresse au trotskysme
Xing YING 113 23.11.81

La campagne du Parti communiste chinois (PCC) contre la libéralisation
Jung XING 115 21.12.81

CHYPRE

Les élections législatives accentuent la polarisation politique dans l'île
Carpas TROGLIODOS 103 08.06.81

COLOMBIE

Militarisation et répression
Socorro RAMIREZ 104 22.06.81

Répression massive après la grève générale du 21 octobre
INPRECOR 112 09.11.81

Mobilisations ouvrières et échéances électorales
Jean-Pierre BEAUVAIS 114 07.12.81

CONFERENCE DE CANCUN

Aucune réponse pour les 800 millions de « pauvres absolus » de la planète
INPRECOR 112 09.11.81

CONGO

Un masque progressiste pour un Etat néocolonial
Claude GABRIEL 101 13.05.81

La République populaire du Congo
INPRECOR 101 13.05.81

CONJONCTURE

La spirale des récessions ne peut s'élargir à l'infini (spécial économique)
Winfried WOLF 94/95 16.02.81

COREE DU SUD

Le soulèvement de Kwangju, 18-27 mai 1980
Kim CHANG SOO 97 16.03.81

CUBA

Le IIe Congrès du PC cubain : Cuba relève le défi en Amérique centrale
Livio MAITAN 93 20.01.81

Sur le blocus impérialiste contre Cuba
Fidel CASTRO 93 20.01.81

Sur la Pologne et sur l'Afghanistan
Fidel CASTRO 93 20.01.81

Les 20 ans de l'économie cubaine : un premier bilan (spécial économique)
Jean-Pierre BEAUVAIS 94/95 16.02.81

« Le parti est plus prolétarien, plus marxiste-léniniste, plus révolutionnaire ... »
Fred FELDMAN 98 30.03.81

La société cubaine à la lumière du IIe Congrès du PCC
Jean-Pierre BEAUVAIS 98 30.03.81

La révolution cubaine, le courant castriste et la IVe Internationale
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Intervention du délégué du PCC au IXe Congrès du POUP
Carlos Rafael RODRIGUEZ 108 14.09.81

EDITORIAL

Une continuité d'analyse dans « INPRECOR »
INPRECOR 94/95 16.02.81

EGYPTE

Le lourd héritage d'Anouar el Sadate
Vincent KERMEL 113 23.11.81

Les émeutes du 18 janvier 1977
INPRECOR 113 23.11.81

EL SALVADOR

L'offensive généralisée
A. DURET 93 20.01.81

La Junte tente de paralyser la population par la terreur
Ana Maria HERNANDEZ 96 02.03.81

Défendre la révolution salvadorienne !
INPRECOR 96 02.03.81

« Disputer le pouvoir à l'ennemi sur tous les fronts ! »
Commandant Alejandro MONTENEGRO 97 16.03.81

Crise économique et accentuation de la répression minent les positions de la Junte
Lars PALMGREN 98 30.03 81

L'Eglise salvadorienne menacée d'éclatement
« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT » 101 13.05.81

Un témoignage sur la répression au Salvador
Polly TOYNBEE 101 13.05.81

Le sort des réfugiés salvadoriens au Honduras
Lars PALMGREN 101 13.05.81

Le FMLN accentue son emprise sur les campagnes
Michel ROVERE 106 20.07.81

Des combats sur tous les fronts
« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT » 110 12.10.81

Une dictature toujours en crise
Vincent KERMEL 110 12.10.81

Une nouvelle bataille de crédits se profile
« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT » 110 12.10.81

Une dictature criminelle aux abois
INPRECOR 113 23.11.81

Plan d'action de la Ire Rencontre internationale de solidarité avec le Salvador à Mexico
DOCUMENT 113 23.11.81

ENDETTEMENT

Le Tiers Monde face aux nouvelles canonnières (spécial économique)
C. LEWIS 94/95 16.02.81

ETAT ESPAGNOL

Une tentative sérieuse de pronunciamento
SU de la IVe INTERNATIONALE 97 16.03.81

Une « unité nationale » lourde de menaces
Angel MUNOZ 97 16.03.81

L'héritage du franquisme
INPRECOR 97 16.03.81

Petite chronologie de l'Espagne post-franquiste
INPRECOR 97 16.03.81

« Le roi a commencé à jouer plus ouvertement un rôle actif ... »
Jaime PASTOR 97 16.03.81

9 février et 16 février : deux grèves générales en Euskadi
José Vicente YDOYAGA 97 16.03.81

Une contre-réforme a commencé
Angel MUNOZ 107 05.08.81

Le Xe Congrès du Parti communiste espagnol (PCE)
Jaime PASTOR 108 14.09.81

Où va le Parti communiste espagnol ?
Jaime PASTOR 109 28.09.81

IIe Rencontres internationales des jeunesses syndicalistes organisées par l'UGT
Entretien avec Raoul Fischer
« COMBATE » 109 28.09.81

Conférence de presse à Paris de Bernadette Devlin expulsée d'Espagne
INPRECOR 109 28.09.81

L'échec de l'eurocommuniste espagnol
Angel MUNOZ 114 07.12.81

Le PSUC au bord de l'éclatement
Joan FONT 114 07.12.81

Entretien avec Leopoldo Espuny, membre du Comité central du PSUC
Pep ROCA 114 07.12.81

Riposter aux provocations putschistes
Angel MUNOZ 115 21.12.81

ETATS-UNIS

Le procès du SWP
Janice LYNN 101 13.05.81

Le procès du SWP : Le capitalisme mis en accusation
Tom MARTIN 103 08.06.81

Les méthodes terroristes du FBI ...
Tom MARTIN 103 08.06.81

Procès du SWP : La déconfiture gouvernementale
Tom MARTIN 104 22.06.81

« La démocratie est la règle de la majorité ... »
Mary Alice WATERS 104 22.06.81

Quelques points de repère dans l'histoire du SWP
INPRECOR 104 22.06.81

Déclaration de solidarité avec le SWP et la YSA
CEI de la IVe INTERNATIONALE 104 22.06.81

500 000 manifestants à Washington contre le budget d'austérité de Ronald Reagan
Vincent KERMEL 110 12.10.81

Le SWP pour un parti ouvrier
INPRECOR 110 12.10.81

Washington complice de l'apartheid
Ernest HARSCH 115 21.12.81

EUROPE

Les sections de la IVe Internationale dans le mouvement anti-guerre en Europe
INPRECOR 113 23.11.81

EUSKADI

9 février et 16 février : deux grèves générales en Euskadi
Jose Vicente YDOYAGA 97 16.03.81

FRANCE

La France à la veille des élections présidentielles
Jeannette HABEL 98 30.03.81

L'appel lancé dans Force ouvrière (FO)
DOCUMENT 99 13.04.81

L'appel CGT de Marseille adressé à Georges Séguy
DOCUMENT 99 13.04.81

La pétition des soldats
DOCUMENT 99 13.04.81

Le mouvement ouvrier et l'élection présidentielle
Jeannette HABEL 99 13.04.81

La victoire de Mitterrand met un terme à 23 ans de règne de la droite
Francis SITEL 102 25.05.81

Tract national de la LCR au soir du 10 mai
DOCUMENT 102 25.05.81

La formation du gouvernement Mauroy et la préparation des élections législatives
Jeannette HABEL 103 08.06.81

La France « partenaire de confiance » des USA ?
DOCUMENT 103 08.06.81

Déclaration du Comité central de la LCR
LCR 103 08.06.81

Les partis ouvriers ont une très large majorité absolue au Parlement
Jeannette HABEL 106 20.07.81

Déclaration commune du PS et du PCF
DOCUMENT 106 20.07.81

Le gouvernement Mitterrand et l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud
Claude GABRIEL 108 14.09.81

Les 120 premiers jours du gouvernement Mitterrand-Mauroy
Jacques KERGOAT 109 28.09.81

Conférence de presse à Paris de Bernadette Devlin expulsée d'Espagne
INPRECOR 109 28.09.81

Cinq mois après le 10 mai : les premiers mouvements de la classe ouvrière
Pierre REME 112 09.11.81

François Mitterrand et les USA appuient l'intervention d'une force interafricaine « neutre » au Tchad
Claude GABRIEL 114 07.12.81

La jeunesse française contre la militarisation
Verveine ANGELI - Jean-Louis MICHEL 115 21.12.81

GAMBIE

Le président Dawda Jawara remis en selle par l'armée sénégalaise
François CAZALS 108 14.09.81

GRANDE-BRETAGNE

A l'appel du Parti travailliste, 150 000 manifestants contre Thatcher à Liverpool
Pat KANE 92 02.01.81

Où va la Grande-Bretagne ?
INPRECOR 100 27.04.81

Le déplacement à gauche du Parti travailliste
Steve POTTER 100 27.04.81

Le désastre de l'économie britannique
Brian GROGAN 100 27.04.81

Tony Benn candidat à la vice-présidence du Labour Party
DOCUMENT 100 27.04.81

Tony Benn brigue la vice-présidence du Labour Party
Brian GROGAN - Dave HAYES 103 08.06.81

GRANDE-BRETAGNE (suite)

Le gouvernement Thatcher secoué par les émeutes
Dave HAYES 106 20.09.81

Une interview de Tony Benn
Phil HEARSE - Brian HERON 106 20.07.81

Ce qui nous sépare de Tony Benn
Phil HEARSE - Brian HERON 106 20.07.81

La jeunesse rebelle affronte les conservateurs
Brian GROGAN 107 05.08.81

La courte victoire de la droite travailliste dans la bataille pour la vice-présidence du Labour Party
Brian GROGAN 111 26.10.81

Des rapports historiques et des liens économiques étroits avec l'Afrique du Sud
John BLAIR 112 09.11.81

Premières leçons de la grève à British Leyland
Dave HAYES 113 23.11.81

GUADELOUPE

« Les alizés ne suffiront pas à amener le changement ... »
Daniel et Marcel MARAGNES 113 23.11.81

GUATEMALA

La longue marche des Indiens guatémaltèques
EGP 99 13.04.81

Les pauvres sont toujours plus pauvres
INPRECOR 99 13.04.81

Le Guatemala à la veille d'une situation préinsurrectionnelle
Vincent KERMEL 109 28.09.81

Le Mexique refoule des milliers de réfugiés guatémaltèques
Arturo CORONA 109 28.09.81

La contre-révolution internationalise sa riposte aux forces révolutionnaires
A. DURET 115 21.12.81

Les Indiens dans la révolution
Arturo ARIAS 115 21.12.81

HAITI

Des « boat people's » qui n'intéressent pas Washington
Vincent KERMEL 114 07.12.81

HONDURAS

Du règne de l'United Fruit à l'« institutionnalisation »
INPRECOR 101 13.05.81

« Le Honduras est différent ... »
Lars PALMGREN 101 13.05.81

Un entretien avec un dirigeant du PCML du Honduras
Lars PALMGREN 101 13.05.81

Le sort des réfugiés salvadoriens au Honduras
Lars PALMGREN 101 13.05.81

Le spectre de l'armée plane sur les élections
« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT » 113 23.11.81

ILE MAURICE

Choisir entre Grenade et la Jamaïque
Claude GABRIEL 92 02.01.81

Le combat des îlois de Diego Garcia
François CAZALS 107 05.08.81

Le pouvoir hésite à convoquer les élections
François CAZALS 112 09.11.81

INDEX

Articles parus dans INPRECOR du numéro 67/68 au numéro 92
INPRECOR 93 20.01.81

IRAN

Liberté pour Faranak Zahraie et Monavar Shir Ali !
INPRECOR 106 20.07.81

L'offensive répressive vise les acquis des masses et des travailleurs iraniens
Michel ROVERE 107 05.08.81

Samad Asari Eskandari
INPRECOR 108 14.09.81

Affrontements et lutte pour le pouvoir
Michel ROVERE 115 21.12.81

Le Toudeh et les Moudjahidin face au régime Khomeini
Michel ROVERE 115 21.12.81

IRLANDE

Après l'attentat contre Bernadette Devlin et son mari
« PEOPLE'S DEMOCRACY » 96 02.03.81

La nouvelle grève de la faim des détenus républicains
Christian PICQUET 99 13.04.81

Après la mort des grévistes de la faim républicains
Christian PICQUET 102 25.05.81

Les grandes étapes du mouvement nationaliste irlandais
Christian PICQUET 102 25.05.81

Déclaration sur l'Irlande
CEI de la IVe INTERNATIONALE 102 25.05.81

Des méthodes de guerre coloniale
Christian PICQUET 102 25.05.81

Succès de People's Democracy et de l'IRSP aux élections municipales
Penny DUGGAN 103 08.06.81

Une nouvelle étape s'ouvre pour le mouvement anti-impérialiste
Gerry FOLEY 107 05.08.81

Conférence de presse à Paris de Bernadette Devlin expulsée d'Espagne
INPRECOR 109 28.09.81

Un tournant dans le combat des prisonniers des Blocks H
Gerry FOLEY 110 12.10.81

ISRAEL

Des soldats israéliens refusent de servir dans les territoires occupés
Alain NOIRAUT 100 27.04.81

Arrêtons les agressions criminelles de l'Etat sioniste !
INPRECOR 107 05.08.81

Les élections à la Knesset
Michel WARSCHAWSKI 108 14.09.81

La politique de Menahem Begin au Moyen-Orient
Maya EDRI - Michel WARSCHAWSKI 110 12.10.81

ITALIE

Les tournants du PCI
Elettra DEIANA 92 02.01.81

Deux référendums contre l'avortement
Anna LIBERA 101 13.05.81

La Loi 194 sur l'interr. [illegible] volontaire de grossesse
DOCUMENT 101 13.05.81

Le référendum du Parti radical italien (PRI)
DOCUMENT 101 13.05.81

Le référendum du Mouvement pour la vie
DOCUMENT 101 13.05.81

Le gouvernement Spadolini à la recherche d'un Pacte social
Anna LIBERA 111 26.10.81

La P 2 : le super-scandale d'un régime scandaleux
INPRECOR 111 16.10.81

MAROC

Le régime néocolonial déclenche la répression
SU de la IVe INTERNATIONALE 106 20.07.81

MARTINIQUE

« Pour des états généraux du mouvement anti-colonialiste ! »
Philippe PIERRE-CHARLES 113 23.11.81

MEXIQUE

Le PRT est légalisé
Fernando ZAMORA 106 20.07.81

Le Mexique refoule des milliers de réfugiés guatémaltèques
Arturo CORONA 109 28.09.81

Interview de Sergio Rodriguez, membre de la direction du PRT, sur la campagne électorale
Vincent KERMEL 112 09.11.81

Le IIIe Congrès du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)
Angel MUNOZ 115 21.12.81

MOUVEMENT ANTI-GUERRE

Dossier : Qui est responsable de la course aux armements ?
Jean-Louis MICHEL 92 02.01.81

Montée du mouvement anti-guerre en Europe
INPRECOR 112 09.11.81

RFA : 300 000 à Bonn contre l'installation des missiles américains
Vincent KERMEL 111 26.10.81

RFA : La politique d'austérité et de réarmement contre la jeunesse et les travailleurs
Werner HULSBERG 111 26.10.81

800 000 manifestants en Europe contre le surarmement le 25 octobre
INPRECOR 112 23.11.81

Pays-Bas : La campagne anti-missiles et la manifestation du 21 novembre
Robert WENT 113 23.11.81

Les sections européennes de la IVe Internationale dans le mouvement anti-guerre
INPRECOR 113 23.11.81

L'offensive de remilitarisation de l'impérialisme et le combat contre l'austérité, pour la paix et le socialisme
SU de la IVe INTERNATIONALE 114 07.12.81

Pays-Bas : 400 000 contre les missiles nucléaires à Amsterdam le 21 novembre
Robert WENT 114 07.12.81

France : La jeunesse contre la militarisation
Verveine ANGELI - Jean-Louis MICHEL 115 21.12.81

MOYEN-ORIENT

Arrêtons les agressions criminelles de l'Etat sioniste !
INPRECOR 107 05.08.81

NAMIBIE

Afrique du Sud : Bas les pattes devant l'Angola et la SWAPO !
Vincent KERMEL 109 28.09.81

NICARAGUA

« Tout le peuple doit rejoindre les milices ! »
Fred MURPHY 96 02.03.81

Les sandinistes se préparent à affronter la tempête qui se lève
« LATIN AMERICA WEEKLY REPORT » 101 13.05.81

« L'heure de l'agression militaire contre le Nicaragua approche ... »
Commandant Joaquin CUADRA 101 13.05.81

La révolution en état de siège
A. DURET 113 23.11.81

L'agression impérialiste se concentre sur la révolution nicaraguayenne
INPRECOR 114 07.12.81

NORD-SUD (rapports)

Paradoxes keynésiens sur les rapports Nord-Sud
André GUNDER FRANK 112 09.11.81

NOUVELLE-CALEDONIE

Entretien avec Nidoish Naisseline, dirigeant indépendantiste et grand chef coutumier
Vincent KERMEL 115 21.12.81

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

OMS : un « humanisme » sanitaire au service de l'impérialisme
Fred DENFERT 104 22.05.81

PAYS-BAS

La campagne anti-missiles et la manifestation du 21 novembre
Robert WENT 113 23.11.81

400 000 contre les missiles nucléaires à Amsterdam le 21 novembre
Robert WENT 114 07.12.81

PEROU

L'agression contre Hugo Blanco
INPRECOR 107 05.08.81

Teofilo Inga Quispe
INPRECOR 108 14.09.81

La campagne répressive contre le PRT a déjà fait deux morts
INPRECOR 109 28.09.81

POLOGNE

Sur la Pologne et l'Afghanistan
Fidel CASTRO 93 20.01.81

Que faire ? Un document interne du POUP
B. ROGOWSKI 93 20.01.81

Les développements du contrôle ouvrier
Jacqueline ALLIO 93 20.01.81

Une épreuve de force décisive se profile
Jacqueline ALLIO 93 20.01.81

Le grand désordre économique (spécial économique)
Jacqueline ALLIO 94/95 16.02.81

« Solidarité devrait élaborer un programme économique alternatif ... » (spécial économique)
Henryk SZLAJFER 94/95 16.02.81

Les avancées du mouvement de masse et la contre-offensive de la bureaucratie
SU de la IVe INTERNATIONALE 96 02.03.81

Les partis communistes et le soulèvement polonais
Jacqueline ALLIO 96 02.03.81

Les oppositions se définissent et s'organisent au sein du POUP
Pierre CAEN 97 16.03.81

« Le groupe le plus anti-socialiste qui existe en Pologne : le Bureau politique ... »
Zbigniew IWANOW 97 16.03.81

« Le radicalisme de Solidarité passe dans le parti ... »
KOPYCINSKI 97 16.03.81

Projet de Loi syndicale
Le point de vue
d'un conseiller juridique de Solidarité 97 16.03.81

« Nous croyons beaucoup à cette alliance entre les ouvriers et les paysans ... », un entretien avec Jan Groth de Solidarité rurale
Peter GUNDE 97 16.03.81

Résolution sur les buts et méthodes d'action du syndicat
SOLIDARITE 97 16.03.81

Halte aux menaces contre Jacek Kuron et Adam Michnick !
INPRECOR 97 16.03.81

Les débats se poursuivent dans Solidarité
Jacqueline ALLIO 98 30.03.81

Après la réunion du plénum du POUP
Jacqueline ALLIO 99 13.04.81

Un partisan du mouvement pour le « renouveau » du POUP parle ...
E. SZUMOWSKI 99 13.04.81

POLOGNE (suite)

Chronique de Cracovie
Jacqueline ALLIO 99 13.04.81

Un entretien avec Jadwiga Staniszkis, expert de Solidarité
Jacqueline ALLIO 99 13.04.81

« Le système du parti unique est totalement contradictoire avec la doctrine marxiste ... »
Zbigniew IWANOW 100 27.04.81

En défense de la révolution politique en Pologne
SU de la IVe INTERNATIONALE 100 27.04.81

L'opposition au sein du POUP se structure à l'échelle nationale
Cyril SMUGA 100 27.04.81

L'alliance ouvrière et paysanne au centre du Ier Congrès du Syndicat des paysans indépendants
Jacqueline ALLIO 101 13.05.81

Déclaration d'intention du syndicat Solidarité paysan
DOCUMENT 101 13.05.81

« L'aide que nous apportent les ouvriers ... »
Stanislawa DOMARACKA 101 13.05.81

Le programme en débat
DOCUMENT 101 13.05.81

Premières brèches dans l'appareil répressif
Cyril SMUGA 102 25.05.81

« Quelquefois, il faut reculer d'un pas pour gagner ... »
Lech WALESA 102 25.05.81

Le mouvement des universités populaires
Jacqueline ALLIO 103 08.06.81

La déclaration d'ouverture du Ier Congrès des universités populaires rattachées à Solidarité
MKZ de Torun 103 08.05 81

La tradition des universités populaires
DOCUMENT 103 08.05.81

Le point de vue de la commission syndicale d'Ursus
A. ACHMATOWICZ 103 08.06.81

Le « renouveau » selon Stanislaw Kania
Charles-André UDRY 104 22.06.81

L'anticommunisme du « Forum de Katowice »
H. SANDOR 104 22.06.81

« Laissez les autres s'occuper de politique ... »
Lech WALESA 104 22.06.81

« Inspirer les rumeurs les plus absurdes ... »
Andrzej ZABINSKI 104 22.06.81

La situation à la veille du IXe Congrès du POUP
Cyril SMUGA - Paul BOTTERMAN 106 20.07.81

Pologne : premiers enseignements d'une révolution politique en marche
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Le sens du IXe Congrès du POUP
Ernest MANDEL 107 05.08.81

Le « renouveau » des bureaucrates contre la montée du contrôle ouvrier
Sean CONOLLY 108 14.09.81

Intervention du délégué du Parti communiste cubain au IXe Congrès du POUP
Carlos Rafael RODRIGUEZ 108 14.09.81

Programme d'action immédiate pour les conseils ouvriers
GROUPE DE LUBLIN 108 14.09.81

Une avancée de la révolution politique
INPRECOR 109 28.09.81

Résolution sur l'autogestion, Appel aux ouvriers de l'Est, Déclaration finale
Ier Congrès national de Solidarité
DOCUMENTS 109 28.09.81

Entretien avec Henryk Szlajfer sur l'autogestion
Jorgen GOLDING-JORGENSEN 109 28.09.81

La seconde session du Ier Congrès national de Solidarité
A. DURET 110 12.10.81

INPREKOR paraît en polonais !
INPRECOR 110 12.10.81

La résolution sur l'autogestion adoptée par les délégués au Congrès de Solidarité
SOLIDARITE 110 12.10.81

La première session du Ier Congrès de Solidarité à travers son quotidien
SOLIDARITE 110 12.10.81

De la tactique de la grève active
Zbigniew KOWALEWSKI 110 12.10.81

Entretiens avec le vice-Premier ministre Mieczyslaw F. Rakowski et avec Lech Walesa
Monty JOHNSTONE 110 12.10.81

Les 10 commandements pour les conseils ouvriers
GROUPE DE LUBLIN 110 12.10.81

Le mouvement pour la socialisation du travail
Michal KAWECKI 110 12.10.81

Les conseils de travailleurs et l'autogestion
SU de la IVe INTERNATIONALE 111 26.10.81

Après la seconde session du Ier Congrès national de Solidarité
Jacqueline ALLIO 111 26.10.81

Brésil : « Lula » et la Pologne
« EM TEMPO » 111 26.10.81

Quelles perspectives pour Solidarité ?
Jacqueline ALLIO 112 09.11.81

Création du comité constitutif de la Fédération nationale des organes d'autogestion
KZ-KSF VARSOVIE 112 09.11.81

Entretien avec le président de Solidarité de Varsovie, Zbigniew Bujak
« NIEZALEZNOSC » 113 23.11.81

Pour un Conseil social de l'économie nationale
Grzegorz PALKA 113 13.11.81

« Notre pays a été conduit dans une situation critique ... »
Chantier naval Lénine de Gdansk 113 23.11.81

Sur le contrôle du ravitaillement
Direction régionale de Lodz de Solidarité 113 23.11.81

Solidarité à la recherche d'une orientation
Jacqueline ALLIO 114 07.12.81

Une proposition pour un Plan d'urgence
Josef KUSMIEREK 114 07.12.81

Pologne : la contre-révolution bureaucratique
INPRECOR 115 21.12.81

La solidarité du mouvement ouvrier européen après le coup de force du 13 décembre
INPRECOR 115 21.12.81

Les travailleurs pour la grève active à la veille du coup de force de l'armée polonaise
Jacqueline ALLIO 115 21.12.81

Premiers appels à la grève générale
SOLIDARITE 115 21.12.81

PORTUGAL

Des élections législatives aux présidentielles
Francisco LOUÇA 93 20.01.81

RDA

Documents d'un groupe d'opposants socialistes de RDA
DOCUMENT 102 25.05.81

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE CEI DE LA IVe INTERNATIONALE (lors de sa session de mai 1981)

Déclaration sur l'Irlande
CEI de la IVe INTERNATIONALE 102 25.05.81

Solidarité avec le SWP et la YSA
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE CEI DE LA VIe INTERNATIONALE (suite)

La situation mondiale et les tâches de construction de la IVe Internationale
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

La révolution cubaine, le courant castriste et la IVe Internationale
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Pologne : premiers enseignements d'une révolution politique en marche
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Afghanistan : Pour un Afghanistan indépendant, fédéral et socialiste ! Résolution adoptée
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Afghanistan : Contre les attaques des forces réactionnaires et les manœuvres impérialistes, lutter pour un Etat ouvrier afghan ! Résolution rejetée
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

Solidarité avec les militants japonais emprisonnés !
CEI de la IVe INTERNATIONALE 105 06.07.81

RFA

20 000 manifestants dénoncent la dictature turque
INPRECOR 110 12.10.81

La politique d'austérité et de réarmement contre la jeunesse et les travailleurs
Werner HULSBERG 111 26.10.81

ROUMANIE

Crise économique et action ouvrière
Ernest MANDEL 114 07.12.81

Une affaire de famille
INPRECOR 114 07.12.81

SÉNÉGAL

La mise sous tutelle (spécial économique)
C. JANE 94/95 16.02.81

L'héritier de Senghor à la recherche d'un consensus
François CAZALS - Sytho NELANGUEL 100 27.04.81

L'ouverture démocratique de 1976 : un prélude à la succession de Senghor
DOCUMENT 100 27.04.81

Les axes de bataille du GOR
DOCUMENT 100 27.04.81

Gambie : Le président Dawda Jawara remis en selle par l'armée sénégalaise
François CAZALS 108 14.09.81

SIDÉRURGIE

La crise de la sidérurgie européenne (spécial économique)
Michel CAPRON 94/95 16.02.81

SUISSE

Les bailleurs de fonds du régime raciste sud-africain
André MEYLAN 109 28.09.81

TCHAD

François Mitterrand et les USA appuient l'intervention d'une force inter-africaine « neutre »
Claude GABRIEL 114 07.12.81

De l'intervention au retrait libyen
INPRECOR 114 07.12.81

Les fractions en présence
INPRECOR 114 07.12.81

TCHÉCOSLOVAQUIE

« Des policiers et des geôliers ont juré de liquider Petr Uhl ... »
Jaroslav SUK 102 25.05.81

Nouvelle vague de procès politiques à Prague
Vincent KERMEL 111 26.10.81

Petr Uhl vu par un ami et compagnon de lutte
Jaroslav SUK 111 26.10.81

TUNISIE

Les limites de l'« ouverture » et la riposte ouvrière
« MAL AMAL » 102 25.05.81

Le congrès extraordinaire de l'UGTT
Nabil SAID 102 25.05.81

La déclaration à la presse de la minorité qui a quitté le Congrès
DOCUMENT 102 25.05.81

La nécessité de construire le parti des travailleurs
« MAL AMAL » 102 25.05.81

Les élections du 1er novembre illustrent les limites de la libéralisation
René MASSIGNON 114 07.12.81

La campagne du Groupe marxiste révolutionnaire (GMR)
INPRECOR 114 07.12.81

La levée de l'interdiction du Parti communiste tunisien (PCT)
« MAL AMAL » 114 07.12.81

TURQUIE

Un an après le coup d'Etat de septembre 1980
Pierre CHARDIN 108 14.09.81

URSS

Une lettre de prison de Valeri Abramkine
« POISKI » 92 02.01.81

YOUGOSLAVIE

Après les émeutes du Kosovo
Catherine VERLA 104 22.06.81

ZAIRE

Tristes records ... (spécial économique)
J. ETIENNE 94/95 16.02.81

Nouveaux tarifs d'abonnement d'INPRECOR

La hausse des frais d'envoi (tarifs postaux) nous a amenés à décider une augmentation des tarifs d'abonnement à *Inprecor*.

Néanmoins, nous avons décidé de ne pas faire porter la hausse sur le prix unitaire d'*Inprecor*, qui reste donc de 10 FF, 70 FB, 4 FS.

Toutefois, nous tenons à préciser à nos lecteurs qu'un abonnement à *Inprecor* est toujours utile (pour le recevoir régulièrement — ainsi que les numéros spéciaux — directement à domicile) et avantageux (par rapport à l'achat unitaire).

Pour tout abonnement :

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

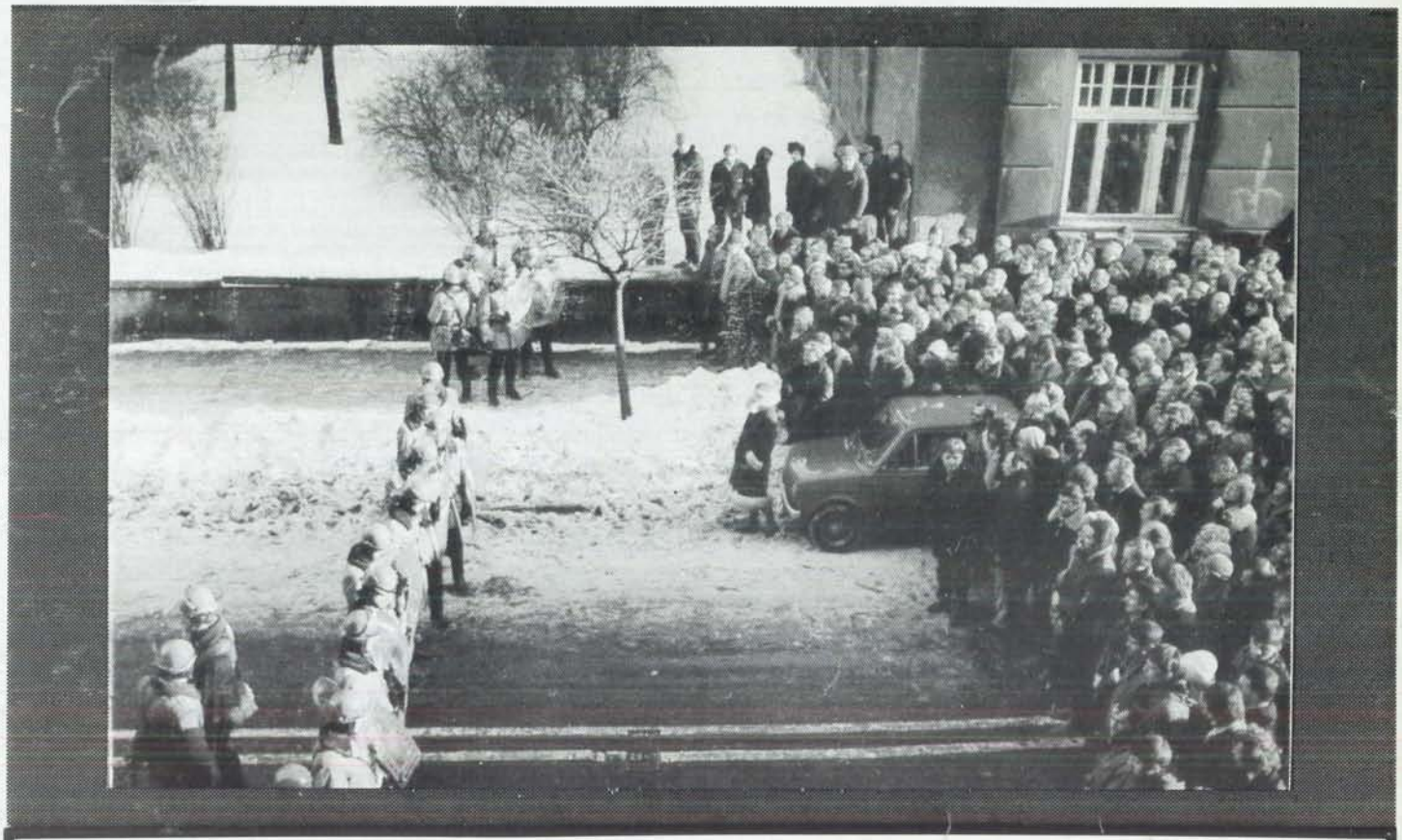
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.



Prochain numéro d'INPRECOR
Spécial Pologne

Le prochain numéro d'INPRECOR — qui sera daté du 22 février et portera le numéro 119 — sera entièrement consacré à l'analyse de la situation en Pologne et aux répercussions des événements polonais au sein du mouvement ouvrier international.

Dans toute une série d'articles, nos collaborateurs dans plusieurs pays aborderont le problème des réactions du mouvement ouvrier au coup de force des généraux polonais. Ainsi, seront étudiées les positions du Parti communiste italien, celles des social-démocraties allemande, autrichienne et belge, mais aussi les réactions des directions cubaine et nicaraguayenne. Enfin, un article spécifique traitera des répercussions des événements polonais au sein du mouvement ouvrier français.

L'analyse de la réaction hypocrite de l'impérialisme — qui dissimule mal les intérêts des banques occidentales — ne manquera pas au sommaire.

Une véritable « radiographie » de la résistance, présentant et détaillant les formes et les moyens que se donnent les ouvriers polonais pour s'opposer à l'état de guerre, sera présentée à partir des documents de Solidarité dans la clandestinité.

Enfin, deux articles centraux aborderont l'analyse de la crise économique en Pologne et les débats qui se sont déroulés au sein de Solidarité au cours du second trimestre 1981, et qui tournaient autour du problème de l'autogestion, de la « grève active » des « gardes ouvrières » et de la revendication d'élections libres.

Le numéro 119 d'INPRECOR sera donc composé d'un matériel essentiel pour l'appréciation de la situation politique en Pologne. L'ensemble des collaborateurs d'INPRECOR qui alimentent depuis le début de la Révolution politique en Pologne le suivi de cette situation, y synthétiseront l'ensemble des données en notre possession sur la situation présente.

La qualité de ce prochain numéro d'INPRECOR, tout comme l'intérêt que partagent de nombreux militants, ouvriers, syndiqués — sympathisants ou non de la IVe Internationale — pour la lutte des travailleurs polonais, rendent possible une diffusion plus large de ce numéro d'INPRECOR, à laquelle doit prendre part l'ensemble des militants francophones de la IVe Internationale.

Des commandes spéciales de ce numéro Spécial Pologne peuvent être adressées à INPRECOR, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Son prix unitaire sera de 10 FF, et il sera régulièrement adressé à tous nos abonnés.

INPRECOR
8 février 1982.

SOLIDARITÉ

avec

SOLIDARNOŚĆ

le socialisme c'est le pouvoir des travailleurs